REGLEMENT

FCPR ANAXAGO SOCIETY 2021

FONDS COMMUN DE PLACEMENT À RISQUES

(ARTICLES L.214-28 ET SUIVANTS DU CODE MONETAIRE ET FINANCIER)

Un Fonds commun de placement à risques (« **FCPR** »), ci-après désigné le « **Fonds** », régi par l'article L. 214-28 du Code monétaire et financier (« **CMF** »), ses textes d'application et par le présent règlement (« **Règlement** »).

Le Fonds est constitué à l'initiative de : **Anaxago Capital**, une société par actions simplifiée, dont le siège social est sis 18 rue Sainte-Foy 75002 Paris, enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 840 861 397, agréée par l'Autorité des marchés financiers (l'« **AMF** ») en qualité de société de gestion de portefeuille, exerçant les fonctions de société de gestion du Fonds, ci-après désignée la « **Société de Gestion** ».

La souscription de parts du Fonds emporte acceptation du Règlement.

Date d'agrément par l'AMF : 05/01/2021 sous le numéro FCR20210001

AVERTISSEMENT

L'attention des souscripteurs est attirée sur le fait que votre argent est bloqué pendant une durée de cinq années (soit jusqu'au 05/01/2026 et au plus tard jusqu'au 05/01/2028), sauf cas de déblocage anticipé prévus dans le Règlement. Le Fonds est principalement investi dans des entreprises non cotées en bourse qui présentent des risques particuliers.

Vous devez prendre connaissance des facteurs de risques de ce fonds commun de placement à risques décrits à la rubrique « profil de risque » du Règlement.

Compte tenu de l'objectif et de la stratégie d'investissement du Fonds, la fiscalité qui lui est applicable est celle de droit commun relative aux produits et gains de cession des FCPR, sans application d'aucun régime de faveur propre.

Version datée du 06 Avril 2021

Date de Constitution du fonds : 15 Mars 2021

Anaxago Capital
18, rue Sainte-Foy 75002 Paris
75008 Paris

www.anaxago.com

Tableau récapitulatif présentant la liste des autres fonds de capital investissement (FCPR, FCPI et FIP) d'ores et déjà gérés par la Société de Gestion et le pourcentage de leur actif éligible au quota atteint au 31 décembre 2020
(le « Tableau récapitulatif »)

Type	Nom	Année de création	Pourcentage d'investissement de l'actif en titres éligibles au quota de 50%	Date d'atteinte du quota d'investissement de 50 % en titres éligibles
<u>FIA</u>	<u>[FCPR ANAXAGO SOCIETY ONE]</u>	<u>2019</u>	<u>51%</u>	<u>21/10/2020</u>

Titre I : PRÉSENTATION GÉNÉRALE

1. DENOMINATION

Le présent fonds commun de placement à risques a pour dénomination : « FCPR ANAXAGO SOCIETY 2021 » agréé sous le n° FCR20210001.

La dénomination du Fonds est suivie des mentions suivantes : « Fonds Commun de Placement à Risques – article L. 214-28 du Code Monétaire et Financier ».

2. FORME JURIDIQUE ET CONSTITUTION DU FONDS

2.1. Forme juridique

Le Fonds est un fonds commun de placement à risques régi par l'article L. 214-28 du CMF et les articles 422-120-1 et suivants du Règlement général de l'AMF. Aux termes de l'article L. 214-24-34, le Fonds, qui n'a pas la personnalité morale, est une copropriété d'instruments financiers et de dépôts.

Conformément à l'article L. 214-24-42 du CMF, le Fonds est représenté à l'égard des tiers par la Société de Gestion, qui seule peut agir en justice pour défendre ou faire valoir les droits ou intérêts des investisseurs.

2.2. Constitution du Fonds

Le Dépositaire établit une attestation de dépôt pour le Fonds mentionnant expressément le nom du Fonds et précisant les montants versés en numéraire dès lors qu'il a réuni un montant minimum égal au Montant de Constitution qui doit au moins être égal à trois cent mille (300.000) euros conformément aux dispositions du CMF.

Cette attestation vaut constitution du Fonds.

La date de l'attestation de dépôt des fonds du Fonds détermine la date de constitution du Fonds (la « **Date de Constitution** »).

Société de Gestion : Anaxago Capital
18, rue Sainte-Foy 75002 Paris
75008 Paris

Numéro d'agrément AMF : GP-18000016
Date d'agrément : 21/09/2018

Dépositaire : Société Générale SA
29, boulevard Haussmann
75886 Paris Cedex 18

Centralisateur : Société Générale SA
29, boulevard Haussmann
75886 Paris Cedex 18

3. ORIENTATION DE GESTION

3.1.Objectif de gestion

L'objectif du Fonds est l'acquisition et la gestion d'actions ou parts sociales, et plus généralement de toutes valeurs mobilières et instruments financiers (obligations convertibles, titres participatifs, etc...) dans des sociétés industrielles, financières ou commerciales, cotées ou non cotées, sous forme de participation à leur capital, prêts, cautions ou autres dans les conditions du présent **Article 3**.

Le FCPR a pour objectif de gestion d'atteindre un Taux de Rendement Interne (« TRI ») cible de 7% net de frais.

3.2.Période d'Investissement

	A partir de constitution
Durée de vie	+ 5 ans prorogeable 2 x 1 an
Période de souscription	+ 1,5 ans à compter de la Date d'Agrément
pré-liquidation (début des remboursements)	+ 4ans du dernier jour de souscription (attention - +1 an pour la conservation fiscale)
Clôture	+ 5 ans
Clôture prorogée	+ 7 ans

Le Fonds réalise des Premiers Investissements dans des Entreprises Cibles et des Investissements Complémentaires dans les Sociétés du Portefeuille pendant la période d'investissement (la « **Période d'Investissement** »). La Période d'Investissement commencera le jour de la Date de Constitution du Fonds et se terminera au plus tard à l'expiration d'une durée de quatre (4) ans à compter du Dernier Jour de Souscription.

À la clôture de la Période d'Investissement, le Fonds ne pourra plus réaliser de Premiers Investissements dans les Entreprises Cibles, sauf ceux pour lesquels il aura pris un engagement d'investir pendant la Période d'Investissement, mais pourra réaliser des Investissements Complémentaires dans des Sociétés du Portefeuille figurant à l'Actif du Fonds.

3.3.Stratégie d'investissement

Le Fonds a pour objet principal d'investir directement et indirectement dans des Sociétés du Portefeuille répondant à la qualification de PME (petites et moyennes entreprises) ou ETI (entreprises de taille intermédiaire) et dont les titres ne sont pas admis aux négociations ni sur un marché réglementé d'instruments financiers, ni sur un marché non réglementé d'instruments financiers d'un Etat qui n'est pas partie à l'accord sur l'Espace économique européen, conformément à l'article 41 DGA de l'annexe III du CGI.

3.4.Cibles d'investissement

3.4.1. Les Entreprises Cibles

Les principaux secteurs d'activités visés par le Fonds pour réaliser ses investissements dans des sociétés (les « **Entreprises Cibles** ») sont les suivants :

- le siège est situé principalement en France ou, dans la limite de vingt-cinq (25) % de l'Actif Net du Fonds, dans un autre Etat de l'Union Européenne (« **UE** »), et
- Positionnées sur le secteur de l'immobilier et exercent les activités suivantes : (i) promotion immobilière (ii) réhabilitation (iii) exploitation, gestion et/ou aménagement foncier ; et/ou (iv) marchand de biens, (v) et l'immobilier géré (résidences services, hôtellerie, co-working ou autrement dit "les nouveaux usages immobiliers").

Les investissements directs du Fonds seront notamment réalisés au travers d'obligations à bons de souscriptions d'actions ou d'obligations convertibles ou remboursables en actions généralement dénommés instruments de « financement de type mezzanine », et plus généralement, au travers d'obligations donnant accès au capital, de droits de souscription à des actions et/ou de la dette convertible ou de titres créances non admis aux négociations sur un Marché d'Instruments Financiers sur le marché secondaire (instruments de dette mezzanine ou instruments de dette senior).

Les conditions de cession des lignes de Participations détenues par le Fonds dépendent généralement, sans que ce cas soit exclusif, de la bonne réalisation des programmes immobiliers sous-jacent. En fonction du pacte d'actionnaires signé entre le Fonds et les autres associés de l'Entreprise Cible, il pourra être proposé également au dirigeant et/ou actionnaire majoritaire concernés une offre de rachat.

Il convient également de se reporter à l'**Article 4** des présentes qui traite de la répartition des opportunités d'investissements entre les différents FIA gérés et/ou conseillés par Anaxago Capital.

3.4.2. Nature des investissements

Ces prises de Participations pourront être effectuées au travers de l'acquisition (les « **Investissements** ») :

- de titres de capital des Entreprises Cibles ;
- de titres donnant accès au capital des Entreprises Cibles, tels que, notamment, des obligations convertibles en actions (OCA) ;
- de titres de dettes d'Entreprises Cibles ; et
- des avances en compte courant au profit des Entreprises Cibles.

L'investissement dans les Entreprises Cibles pourra s'effectuer :

- dans des sociétés de projets, qu'il s'agisse d'opérations de promotion, de réhabilitation ou de portage en actions, comptes courants d'associés et émissions obligataires (simples ou convertibles).
- dans des sociétés de promotion ou de marchands de biens via un financement obligataire.

Tout Investissement pourra être réalisé par le Fonds, soit directement soit indirectement par l'intermédiaire d'une ou plusieurs Holdings d'Investissement.

3.4.3. Schéma type de déroulement d'une opération de promotion immobilière

fixé à l'avance, ou (iii) qui pourrait être de nature à plafonner et/ou limiter la performance de l'action de préférence.

3.4.4. L'ensemble de ces opérations est pris en compte dans le calcul du risque global lui-même calculé selon la méthode du calcul de l'engagement du Fonds. Critères de sélection

Le Fonds vise un positionnement sur le marché du capital investissement immobilier.

Les Sociétés du Portefeuille seront sélectionnées par la Société de Gestion sur la base des projets qu'elles entendent financer. Les critères suivants seront notamment retenus dans le cadre de cette sélection : administratifs (permis de construire et autorisations d'exploitation), commerciaux (fréquence de commercialisation, taux de pré-commercialisation, programmation), techniques (qualité des sous-traitants, risques techniques) et financiers (marge prévisionnelle, solvabilité des garants etc.).

Le Fonds sélectionner les Cibles pour la qualité du management, l'historique sur le marché cible, leur professionnalisme et la solvabilité.

A titre subsidiaire, le Fonds pourra également investir dans des Sociétés du Portefeuille à un stade de maturité plus avancé, lorsque celles-ci auront été identifiées pour leur potentiel de rendement et de plus-value.

Dans le cadre de la sélection des Sociétés du Portefeuille, la Société de Gestion pourra requérir une analyse stratégique des sociétés pour lesquelles un investissement est envisagé auprès de prestataires tiers ou faisant partie du groupe Anaxago. Lesdites analyses stratégiques feront l'objet d'un financement par le Fonds et au titre des "Frais de fonctionnement non récurrents liés à l'acquisition". Ces analyses stratégiques seront prises en compte par le comité d'investissement de la Société de Gestion lors de la sélection des Sociétés du Portefeuille.

L'équipe de gestion a développé de fortes convictions sur le marché de la promotion, de la réhabilitation et de la gestion immobilière. La qualification de chaque opportunité d'investissement est réalisée après une analyse approfondie des fondamentaux financiers et repose sur des outils d'analyses et de scoring développés en interne.

La méthode de scoring développée par la Société de Gestion repose sur une analyse des fondamentaux des opportunités : l'opération, l'opérateur et le montage financier et juridique. Ces éléments sont fournis à titre indicatif et ne représentent pas une vision exhaustive des diligences réalisées par la Société de Gestion mais bien un outil d'aide à la décision.

Ci-dessous une représentation schématique de l'outil de scoring et d'aide à la décision utilisé par la Société de Gestion. Ces éléments sont fournis à titre purement indicatifs et ne sauraient engager la Société de Gestion.

MÉTHODE D'ANALYSE DES OPPORTUNITÉS

La méthode de scoring développée par ANAXAGO Capital repose sur une analyse des fondamentaux des opportunités : l'opération, l'opérateur et le montage financier et juridique. Ces éléments sont fournis à titre indicatif et ne représentent pas une vision exhaustive des diligences réalisées par Anaxago.

OPÉRATION
Rentabilité, technicité,
commerciabilité, faisabilité

OPÉRATEUR
Solvabilité, professionnalisme,
légitimité

MONTAGE
Structuration juridique, qualité des
sûretés

Risques de défaut plus faible

A

A+ A A-

B

B+ B B-

C

C+ C C-

D

D+ D D-

Inéligibilité au financement

3.5. Actifs éligibles

Conformément à la réglementation en vigueur, le Fonds pourra notamment investir dans les classes d'actifs suivantes :

- des titres de capital (actions ordinaires, actions de préférence, ...) de sociétés cotées et non cotées (en cas de conversion par le Fonds des titres donnant accès au capital des entreprises ayant émis ces titres) ;
- des titres de capital offrant une rentabilité plafonnée (actions de préférence, ...) de sociétés cotées et non cotées (en cas de conversion par le Fonds des titres donnant accès au capital des entreprises ayant émis ces titres) ;
- des titres donnant accès au capital (obligations convertibles, remboursables ou échangeables en actions, ...) émises par des sociétés cotées et non cotées ;
- des titres de créance (obligations) émises par des sociétés cotées et non cotées ;
- des titres associatifs et des titres participatifs, émis par des sociétés cotées ou non ;
- des parts de sociétés à responsabilité limitée (SARL) ou de sociétés étrangères dotées d'un statut équivalent ;
- des avances en comptes courant consenties à des sociétés dans lesquelles le Fonds détient au moins cinq (5) % du capital,
- des parts ou actions d'OPCVM, FIA, en certificats de dépôt et dépôts à terme, instruments de couverture et instruments monétaires.

Il est précisé que lorsque le Fonds peut détenir des titres de capital offrant une rentabilité plafonnée sous forme d'actions de préférence (suite à la conversion par le Fonds des titres donnant accès au capital des Entreprises Cibles ayant émis ces titres de capital), il s'agit notamment d'actions conférant un droit préférentiel par rapport aux autres actions émises par la société cible émettrice (i) sur ses dividendes ou son boni de liquidation (attribution prioritaire ou répartition préférentielle) ou (ii) sur le prix de cession des actions émises par ladite société en cas de rachat de celle-ci par toute personne.

Les actions de préférence ainsi détenues par le Fonds et certaines clauses des pactes d'actionnaires conclus dans le cadre de la détention de ces actions de préférence peuvent prévoir un plafonnement du prix de cession desdites actions. Ainsi, dans le cas d'un scénario optimiste (par exemple valorisation de l'Entreprise Cible à +100%), la performance des actions dont pourrait bénéficier le Fonds lors de leur cession peut être plafonnée à un seuil déterminé à l'avance (par exemple +10% de la valeur initiale des actions) dans un pacte d'actionnaire, alors qu'un investissement par le Fonds en

titres de capital sans mécanisme de préférence prévoyant un tel plafonnement aurait permis au Fonds de profiter pleinement de la hausse de valeur desdites actions lors de leur cession.

Ce mécanisme de plafonnement limite donc la plus-value potentielle du Fonds.

L'attention de l'investisseur est attirée sur le fait que le seuil retenu dans l'exemple permet uniquement d'illustrer le mécanisme de plafonnement de la performance. Il n'existe pas de seuil minimum de plafonnement, ce dernier est négocié avec la société cible et pourra être inférieur au montant utilisé dans l'exemple).

Par ailleurs, le Fonds reste exposé à un risque de perte en capital si l'investissement évoluait défavorablement. La possibilité pour le Fonds de convertir en titre de capital des titres donnant accès au capital ne constitue donc en aucun cas une garantie de liquidité pour le Fonds.

3.6. Poche de trésorerie

Le Fonds a pour objectif, sans que cela ne soit un engagement ferme, de disposer à terme d'une trésorerie pouvant aller jusqu'à dix (10) % de l'Actif du Fonds, laquelle pourra être investie en parts ou actions d'OPCVM ou FIA jugés non spéculatifs et/ou peu risqués par la Société de Gestion (notamment monétaires et obligataires), ainsi qu'en certificats de dépôt et dépôts à terme et/ou instruments monétaires ou tout autre investissement éligible au sens de l'article R. 214-46-1 du CMF.

Par ailleurs, les sommes en attente d'investissement et de distribution seront en principe investies comme la poche de trésorerie ci-dessus.

3.7. Restrictions d'investissement

Le Fonds n'effectuera aucun Investissement dans une entité :

- domiciliée dans des pays soumis aux embargos imposés par l'Organisation des Nations-Unies, l'Union européenne ou les Etats-Unis d'Amérique ;
- qui ne répond pas aux conditions appliquées par la Société de Gestion en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, ces normes étant établies conformément à la réglementation applicable en France au jour de l'investissement considéré.

3.8. Politique Environnement, Social, Gouvernance (ESG)

En tant qu'investisseur, nous considérons qu'il est de notre devoir de prendre en considération les critères ESG et de déployer les capitaux sous gestion dans des projets contribuant à la réduction des Gaz à Effet de Serre ainsi qu'à l'inclusion sociale, notamment en ce qui concerne nos participations en lien avec le marché de l'immobilier.

Nous nous engageons également à exclure certains secteurs pour des raisons environnementales (l'industrie minière, l'industrie du charbon, l'industrie pétrolière) ou pour des raisons éthiques (l'armement, la pornographie et la prostitution, le tabac, les jeux d'argent, les jeux de hasard et les casinos¹). En effet, nous considérons que l'investissement dans ces secteurs implique des incidences négatives en matière de durabilité.

Les fonds sous gestion d'Anaxago Capital souhaitent promouvoir, entre autres caractéristiques, des caractéristiques environnementales et/ou sociales, pour autant que les sociétés dans lesquelles les investissements sont réalisés, appliquent des pratiques de bonne gouvernance.

---

¹ En février 2021, les fonds sous gestion d'Anaxago Capital ont obtenu le label Relance qui vise à reconnaître les fonds qui s'engagent à mobiliser rapidement des ressources nouvelles pour soutenir les PME et ETI françaises. Les fonds labellisés doivent, en outre, respecter un ensemble de critères ESG ainsi que l'interdiction du financement d'activités charbonnées.

Parmi les critères appréciés (sans que cette liste soit exhaustive) en vue de limiter l'impact environnemental du bâtiment et d'en améliorer l'utilité sociale :

- Environnement : le respect des enjeux environnementaux présents comme futurs et des dernières réglementations thermiques. L'utilisation de matériaux permettant de limiter les émissions de gaz à effet de serre et des technologies limitant la consommation énergétique du bâtiment.
- Social : la construction de logements sociaux et ou à prix maîtrisé ainsi que toute initiative permettant de renforcer la mixité sociale, l'accession à la propriété et la qualité de l'habitat pour ses occupants.
- Gouvernance : des entreprises et des projets prenant en compte des parties prenantes dans la gestion des chantiers et des opérations, une communication comptable et financière transparente et une gouvernance incluant les partenaires financiers.

Dans le cadre des investissements en Capital Investissement immobilier, le choix des matériaux, des prestataires, des méthodes de construction et le niveau de certification visés sont autant d'éléments pouvant impacter le coût de revient des opérations et donc la performance financière des investissements.

Les Fonds gérés par Anaxago Capital ont pour objectif l'investissement dans des entités en lien avec l'immobilier. Ces investissements pourront porter sur des activités la pertinence des caractéristiques en matière d'ESG pourra être inégale :

- La réhabilitation
- L'activité de marchand de bien
- La promotion immobilière
- Le financement corporate.

Afin de mesurer les caractéristiques ESG des investissements, Anaxago Capital s'est dotée d'une grille d'évaluation des critères ESG qui est utilisée dans le cadre de l'analyse des investissements.

Cette grille repose sur 25 points de contrôle qui seront totalement ou partiellement évalués en fonction de l'activité de l'entité analysée. Ainsi, pourront être évalués :

- Au regard de l'énergie, du Gaz à Effet de Serre, de la biodiversité et de la gestion des déchets;
- Les caractéristiques sociales au regard de la destination, de la mobilité et du confort;
- Les caractéristiques liées à la gouvernance au regard de la transparence envers les parties prenantes et le système de management environnemental.

La grille d'analyse s'appuie aussi bien sur une revue documentaire que par la vérification sur place. Ainsi pourront être collectés les attestations thermiques ou de maîtrise d'œuvre, les dossiers de consultation des entreprises/riverains ou encore les rapports et charte disponibles. La visite de chantier pourra permettre de réaliser des contrôles visuels. Le cas échéant, Anaxago Capital pourra faire appel à un organisme de certification.

L'intégration de facteurs ESG se fait via le processus d'incorporation d'enjeux ESG dans notre analyse d'investissement et notre décision d'investissement. Notre stratégie d'intégration de facteurs ESG a pour objectif d'assurer que la SGP est pleinement consciente des risques majeurs et opportunités que représentent d'investissements potentiels grâce à l'ajout de niveaux de vigilances et de due diligences supplémentaires dans notre analyse financière et notre processus de décision.

Notre dispositif d'intégration de facteurs ESG repose sur trois composantes qui s'intègrent dans le processus de décision de gestion :

- La recherche,
- L'analyse d'actifs et de portefeuille,
- La décision d'investissement.

Conformément à l'article L. 533-22-1 du CMF, les Porteurs de Parts peuvent trouver l'information relative aux critères ESG pris en compte par la Société de Gestion sur son site internet : <https://anaxago.capital/>.

3.9.Effet de levier

Le Fonds n'aura pas recours à l'effet de levier étant précisé qu'il aura toutefois la faculté de s'endetter dans la limite de dix (10) % pouvant être portée à trente (30) % dans les conditions visées à l'**Article** Erreur ! Source du renvoi introuvable.. En outre, il est précisé que les Sociétés du Portefeuille pourront avoir recours à un effet de levier dans le cadre de la réalisation de leurs projets immobiliers.

3.10. Profil de risques

Le Fonds est un FCPR. En raison des contraintes d'investissement liées à la réglementation et à la Politique d'Investissement du Fonds, il présente donc les risques suivants :

Votre argent sera principalement investi dans des actifs de capital-investissement sélectionnés par la Société de Gestion. Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas des marchés.

Les Investisseurs sont invités à prendre en considération l'ensemble des risques décrits ci-après et de lire attentivement le Règlement avant de souscrire les Parts. Un tel investissement peut se traduire par une perte substantielle en capital.

Seuls sont relevés ici les risques estimés, à la date du Règlement, comme susceptibles d'avoir un impact défavorable significatif sur le Fonds, son activité, sa situation financière, ses résultats ou son évolution. Il ne peut être exclu que d'autres risques, non identifiés à ce jour comme significatifs, puissent évoluer ou se matérialiser après la Date de Constitution du Fonds.

Les principaux risques auxquels s'expose l'Investisseur en souscrivant des Parts, sans que cette liste soit limitative, sont les suivants :

Les Porteurs de Parts sont invités à prendre en considération l'ensemble des risques figurant au présent Article avant de souscrire aux Parts du Fonds. Les risques listés au présent Article ont été identifiés lors de la création du Fonds par la Société de Gestion comme étant susceptibles d'avoir un impact négatif significatif sur le Fonds, son activité, sa situation financière, ses actifs, ses résultats ou son évolution. Il ne peut être exclu que d'autres risques non identifiés à ce jour comme significatifs puissent évoluer ou se matérialiser après la Date de Constitution du Fonds.

3.10.1. Risques généraux liés aux Fonds

a. Risque inhérent à tout investissement en capital

Le Fonds a vocation à financer en quasi-fonds propres et en capital des Sociétés du Portefeuille. La performance du Fonds est donc directement liée à la performance des Sociétés du Portefeuille, laquelle est soumise à de nombreux aléas tels que notamment :

- retournement du secteur d'activité ;
- récession de la zone géographique ;
- modification substantielle apportée à l'environnement juridique et fiscal ;
- difficultés rencontrées par les entreprises concernées ; et/ou
- évolution défavorable des taux de change.

Ces Sociétés du Portefeuille n'accordent à leurs actionnaires aucune garantie contre les risques de perte en capital ou de contre-performance en termes de rentabilité en cas d'échec de leur projet de développement. Dès lors, tout Porteur de Parts doit être conscient qu'un investissement dans le Fonds comporte un risque de mauvaise rentabilité ou de perte en capital.

Les rendements passés d'investissements similaires ne donnent pas nécessairement une indication de ce que produiront les investissements du Fonds.

b. Risques liés à l'investissement en instruments de dette

Le Fonds pourra investir en titres donnant accès au capital tels que des obligations convertibles. L'obligation en cause sera alors souvent une dette mezzanine dont le remboursement pourra être subordonné à celui d'une dette senior (généralement bancaire). Cette subordination augmente le risque de non-remboursement et/ou de diminution de valeur de la cible et donc de la participation détenue en portefeuille du Fonds. Du fait de ces investissements par le biais de dettes mezzanines, le Fonds ne bénéficiera généralement d'aucune garantie de premier rang. Le Fonds fera toutefois ses meilleurs efforts afin d'obtenir des garanties de rang inférieur lorsque cela sera possible. Ce risque entraînerait un impact négatif sur la valeur liquidative des parts du fonds.

Les revenus attendus par le Fonds ne sont pas garantis et dépendront notamment des performances de chaque Société du Portefeuille et de l'environnement économique. Le cas échéant, ils proviendront pour l'essentiel (i) des intérêts perçus sur les obligations, (ii) des remboursements des obligations et (iii) des plus-values réalisées lors de la conversion ou cession des titres donnant accès au capital.

c. Risques juridiques

Comme tout véhicule d'investissement, le Fonds peut voir sa responsabilité mise en jeu ou être appelé en garantie relativement à une des Sociétés du Portefeuille dans laquelle il a investi. Ces événements sont susceptibles de diminuer la capacité financière du Fonds.

d. Risque d'illiquidité des investissements du Fonds

Le Fonds a l'intention d'investir dans des sociétés dont les titres, au moment de l'investissement, ne sont pas et pourront ne jamais être négociés sur un marché d'instruments financiers. Il peut être difficile d'évaluer la valeur, de vendre ou de liquider une position existante dans ces sociétés. Dans la mesure où il n'existe pas de marché liquide pour les investissements envisagés, le Fonds pourra se trouver dans l'impossibilité de liquider les investissements en réalisant un profit. En outre, les sociétés dont les titres ne sont pas négociés sur un marché d'instruments financiers ne sont pas soumises aux mêmes règles en termes de divulgation d'information ou d'exigences en matière de notifications qui s'appliquent généralement aux sociétés cotées sur un marché d'instruments financiers. ; ce risque entraînerait un impact négatif sur la valeur liquidative des parts du fonds.

e. Risques liés à la durée de blocage du placement dans le Fonds et illiquidité des Parts du Fonds

L'investissement réalisé dans le Fonds est effectué à long terme et reste bloqué pendant la durée de vie du Fonds. Seuls les rachats reçus dans les conditions prévues à l'**Article 10** seront acceptés. Par ailleurs, même si les Parts peuvent être cédées dans le respect des conditions énoncées à l'**Article 11**, il est peu probable qu'un marché secondaire des Parts se développe. Il sera par conséquent difficile pour un Porteur de Parts de céder ses Parts.

3.10.2. Risques liés à la stratégie de gestion mise en œuvre par le Fonds

a. Risques financiers liés aux caractéristiques des investissements réalisés par le Fonds

Le Fonds a vocation à investir au moins cinquante (50) % de ses actifs dans des entreprises exerçant leurs activités dans des secteurs qui peuvent être en situation de connaître des phases de récession économique fortes et imprévisibles. Certains projets peuvent rétrospectivement avoir fait l'objet d'une analyse erronée des opportunités de marché et ne pas rencontrer le succès commercial escompté.

Aussi, ces facteurs sectoriels ou géographiques sont susceptibles d'affecter négativement la valeur du portefeuille du Fonds.

b. Risque de crédit

En cas de dégradation de la qualité des émetteurs, la valeur de ces titres de créances peut entraîner une baisse de la valeur liquidative du Fonds (les actifs concernés portent sur les obligations convertibles, sur les sous-jacents des fonds monétaires et obligataires sélectionnés ainsi que sur les établissements de dépôt).

c. Garantie ou protection

Le Fonds ne bénéficie d'aucune garantie ni protection. Le Porteur de Parts est averti que son capital n'est pas garanti et pourra ne pas lui être restitué ou ne l'être que partiellement.

d. Risque lié au secteur immobilier

Les sous-jacents et société cibles évoluant sur le marché immobilier, tout retournement de cycle peut impacter directement ou indirectement la valeur des participations en portefeuille.

e. Risque fiscal

Les Investisseurs personnes physiques sont, le cas échéant et sous certaines conditions, susceptibles de bénéficier de l'un des régimes fiscaux suivants à raison des sommes ou valeurs auxquelles les Parts du Fonds leur donnent droit :

- la fiscalité propre à l'assurance-vie, pour les Investisseurs qui souscrivent ou acquièrent les Parts du Fonds au travers de leur contrat d'assurance-vie ;
- la fiscalité propre au plan d'épargne en actions destiné au financement des petites et moyennes entreprises et des entreprises de taille intermédiaire (le « **PEA PME/ETI** »), pour ceux qui souscrivent ou acquièrent les parts du Fonds au travers de leur PEA PME/ETI.

L'ensemble de ces régimes de faveur est soumis au respect par le Fonds et les Investisseurs d'un certain nombre de conditions qui pourraient ne pas être respectées. Ces conditions peuvent également être amenées à évoluer du fait de changements législatifs ou doctrinaux.

Les avantages fiscaux escomptés pourraient par ailleurs être remis en cause du fait de modifications législatives ou réglementaires, rétroactives ou non, ou de divergence d'interprétations des textes applicables entre la Société de Gestion et l'administration fiscale.

Il appartient à chaque Porteur de Parts :

- avant de souscrire ou d'acquérir les Parts, de conduire de propre analyse (le cas échéant, avec ses conseils), pour le traitement fiscal pour lui d'une telle souscription ou acquisition ; et
- d'effectuer toutes les formalités, déclarations et enregistrements requis, le cas échéant, auprès des autorités fiscales de sa juridiction au titre des Parts qu'il détient.

f. Avertissement spécifique « U.S. Person » U.S SEC Regulation S (Part 230 – 17 CFR 2330.903) / US Investors

Les Parts du Fonds n'ont pas été enregistrées en vertu de la loi U.S. Securities Act of 1933. En conséquence, elles ne peuvent pas être offertes ou vendues, directement ou indirectement, aux Etats-Unis ou pour le compte ou au bénéfice d'une « U.S. Person », selon la définition de la réglementation américaine « Regulation U.S. ».

Par ailleurs, les Parts ne peuvent pas non plus être offertes ou vendues, directement ou indirectement, aux « U.S. Person » et/ou à toutes entités détenues par une ou plusieurs « U.S. Person » telles que définies par la réglementation américaine « Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA) ». Les définitions d'une « U.S. Person » ou d'un « bénéficiaire effectif » sont disponibles à l'adresse suivante :

<http://www.sec.gov/about/laws/secrulesregs.htm> ; et

<http://www.irs.gov/Businesses/Corporations/Foreign-Account-Tax-Compliance-Act-FATCA>

Toute revente ou Transfert de Parts aux Etats-Unis d'Amérique ou à une « U.S. Person » peut constituer une violation de la loi américaine et requiert le consentement écrit préalable de la Société de Gestion. Les personnes désirant acquérir ou souscrire des Parts auront à certifier par écrit qu'elles ne sont pas des « U.S. Person ».

La Société de Gestion a le pouvoir d'imposer des restrictions (i) à la détention de Parts par une « U.S. Person » et ainsi demander le rachat des Parts détenues, ou (ii) au Transfert de Parts à une « U.S. Person ». Cette demande peut s'étendre également à toute personne (a) qui apparaît directement ou indirectement en infraction avec les lois et règlements de tout pays ou toute autorité gouvernementale, ou (b) qui pourrait, de l'avis de la Société de Gestion, faire subir un dommage au Fonds qu'il n'aurait autrement ni enduré ni subi.

L'offre des Parts n'a pas été autorisée ou rejetée par la SEC, la commission spécialisée d'un Etat américain ou toute autre autorité régulatrice américaine, pas davantage que lesdites autorités ne se sont prononcées ou n'ont sanctionné les mérites de cette offre, ni l'exactitude ou le caractère adéquat des documents relatifs à cette offre. Toute affirmation en ce sens est contraire à la loi.

Tout Porteur doit informer immédiatement la Société de Gestion dans l'hypothèse où il deviendrait une « U.S. Person ». Tout Porteur devenant U.S. Person ne sera plus autorisé à acquérir de nouvelles Parts et il pourra lui être demandé de Transférer ses Parts à tout moment au profit de personnes n'ayant pas la qualité de « U.S. Person ».

La Société de Gestion se réserve le droit de procéder au rachat forcé de toute Parts détenue directement ou indirectement, par une « U.S. Person », ou si la détention des Parts par quelque personne que ce soit est contraire à la loi ou aux intérêts du Fonds.

4. REGLES D'INVESTISSEMENT

Les règles d'investissements décrites ci-dessous s'appliquent au Fonds, conformément à l'article L. 214-28 du CMF.

4.1. Quota juridique

Les dispositions décrites ci-dessous concernent uniquement les contraintes légales et réglementaires visées par le CMF et ses textes d'application. Toutefois, le Fonds pourra se prévaloir de toutes dispositions légales ou réglementaires plus souples qui lui seraient applicables en matière de règles d'investissement dans les conditions visées à l'Article 4.6.

- a. Conformément aux dispositions de l'article L. 214-28 du CMF, l'actif du Fonds doit être constitué pour cinquante (50) % au moins (le « Quota Juridique ») de titres associatifs, de titres participatifs ou de titres de capital de sociétés, ou donnant accès au capital de sociétés, qui ne sont pas admis aux négociations sur un Marché d'Instruments Financiers ainsi que de parts de SARL ou de sociétés dotées d'un statut équivalent dans leur État de résidence, et/ou
- b. Le Quota Juridique du Fonds peut également comprendre :
  - dans la limite de quinze (15) %, d'avances en compte courant pour la durée de l'investissement réalisé, dans des sociétés dans lesquelles le Fonds détient au moins cinq (5) % du capital et remplissant les conditions pour être retenues au Quota Juridique, et/ou
  - des droits représentatifs d'un placement financier dans une entité constituée dans un Etat membre de l'Organisation de coopération et de développement économiques (« OCDE ») dont l'objet principal est d'investir dans des sociétés dont les titres de capital ne sont pas admis aux négociations sur un Marché d'Instruments Financiers. Ces droits ne sont retenus au Quota Juridique qu'à concurrence du pourcentage d'investissement direct de l'actif de l'entité concernée dans des sociétés éligibles à ce même Quota Juridique, et/ou
- c. Sont également pris en compte pour le calcul du Quota Juridique dans la limite de vingt (20) % des actifs du Fonds :
  1. de titres de capital, ou donnant accès au capital, admis aux négociations sur un Marché d'Instruments Financiers d'un Etat membre de l'UE ou d'un État partie à l'accord sur l'Espace Économique Européen, émis par des sociétés dont la capitalisation boursière est inférieure à cent cinquante (150) millions d'euros. La capitalisation boursière est évaluée selon la moyenne des cours d'ouverture des soixante jours de bourse précédant celui de l'investissement. Les modalités d'application de cette évaluation, notamment en cas de première cotation ou d'opération de restructuration d'entreprises, sont arrêtées par la réglementation ;
  2. Les titres de créance, autres que ceux mentionnés au **paragraphe a** ci-dessus, émis par des sociétés dont les titres de capital ne sont pas admis aux négociations sur un Marché D'instruments Financiers, ou les titres de créance émis par des sociétés à responsabilité limitée ou de sociétés dotées d'un statut équivalent dans l'Etat où elles ont leur siège, ou des créances sur ces entités ; et/ou
- d. Pendant une durée de cinq (5) ans à compter de leur admission, de titres détenus par le Fonds qui ont été admis aux négociations sur un Marché d'Instruments Financiers après

l'investissement du Fonds. Le délai de cinq (5) ans n'est toutefois pas applicable aux sociétés dont la capitalisation boursière est inférieure à cent cinquante (150) millions d'euros si le Fonds respecte, compte tenu de ces titres, la limite de vingt (20) % mentionnée au paragraphe précédent.

- e. Le Quota Juridique doit être respecté au plus tard lors de l'inventaire de clôture de l'exercice suivant l'exercice de la Constitution du Fonds et jusqu'à la clôture du cinquième (5ème) exercice du Fonds.
- f. Les modalités de calcul du Quota Juridique et notamment la définition du numérateur et du dénominateur, résultent des dispositions réglementaires applicables
- g. Lorsque des titres inclus dans le Quota Juridique font l'objet d'une cession, les titres cédés sont réputés maintenus à l'actif pour leur prix de souscription ou d'acquisition pour l'appréciation du Quota Juridique pendant deux (2) ans à compter de la date de la cession.

4.2. Label relance

Afin de respecter les règles d'investissement afférentes au Label Relance, l'actif du Fonds sera investi :

- A 30% minimum dans des instruments de fonds propres² émis par des sociétés dont le siège social est implanté en France. Sont compris dans le quota de 30%, à hauteur de 10% de l'actif du fonds au maximum, les financements en quasi-fonds propres³ octroyés aux sociétés mentionnées au premier alinéa.
- A 10% minimum dans des instruments de fonds propres, tels que définis à l'alinéa précédent, de TPE, PME ou ETI⁴ françaises, cotées ou non cotées ;

Les expositions en fonds propres ou quasi-fonds propres du Fonds investis dans des sociétés implantées en France doivent également être en augmentation sur les deux ans qui suivent l'ouverture du droit d'usage du label.

---

² Actions, y compris celles mentionnées à l'article L. 228-11 du code de commerce, certificats d'investissement de sociétés, certificats coopératifs d'investissement, parts de sociétés à responsabilité limitée ou de sociétés dotées d'un statut équivalent, titres de capital de sociétés régies par la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, obligations remboursables en actions.

³ Obligations convertibles, avances en compte courant, prêts participatifs et obligations à bons de souscription d'actions (OBSA) ainsi que créances et titrisations ayant pour sous-jacent des prêts participatifs.

⁴ Sont considérées comme TPE, PME ou ETI les entreprises qui occupent moins de 5000 personnes d'une part et qui, d'autre part, ont un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 1,5 milliard d'euros ou un total de bilan n'excédant pas 2 milliards d'euros. Lorsque les titres de ces entreprises sont admis aux négociations sur un marché ou sur un système multilatéral de négociation, la capitalisation boursière est inférieure à deux milliards d'euros ou l'a été à la clôture d'au moins un des quatre exercices comptables précédant l'exercice pris en compte pour apprécier l'éligibilité des titres de la société émettrice.

4.3. Absence de recours à l'effet de levier

Le Fonds n'intègre pas d'effet de levier financier. Toutefois il est précisé que les Sociétés du Portefeuille pourront avoir recours à un effet de levier dans le cadre de la réalisation de leurs projets immobiliers.

En outre, à titre exceptionnel, pour faire face à un décalage de trésorerie, le Fonds pourra procéder à des emprunts d'espèces dans la limite de dix (10) % de ses actifs, conformément à l'article R. 214-36-1 du CMF. Cette limite est portée à trente (30) % de ses actifs pour lui permettre de faire face, à titre temporaire, à des demandes de rachat de Parts par les Porteurs ou à des engagements contractuels de souscription dans une entité mentionnée aux 3° et 4° du II de l'article R. 214-36 du CMF.

4.4. Informations relatives à la liquidité et à l'effet de levier

Les informations relatives à la liquidité et à l'effet de levier du Fonds seront communiquées, conformément aux dispositions de l'article 421-34 du Règlement général de l'AMF, aux Porteurs dans le rapport de gestion du Fonds. Les informations visées sont :

- a. le pourcentage d'Actifs du Fonds qui font l'objet d'un traitement spécial du fait de leur nature non liquide ;
- b. toute nouvelle disposition prise pour gérer la liquidité du Fonds ;
- c. le profil de risque actuel du Fonds et les systèmes de gestion du risque utilisés par la Société de Gestion pour gérer ces risques ;
- d. tout changement du niveau maximal de levier auquel la Société de Gestion peut recourir pour le compte du Fonds ;
- e. le montant total du levier auquel le Fonds a recours.

Le dernier rapport annuel, la dernière Valeur Liquidative ainsi que les performances passées du Fonds disponibles sont adressés dans un délai de quatre (4) semaines sur simple demande écrite du Porteur auprès de la Société de Gestion :

4.5. Ratios prudentiels réglementaires

4.5.1. Ratios de division des risques

Conformément aux dispositions de l'article R. 214-36 du CMF, l'actif du Fonds peut être employé à :

1. 10 % au plus en titres d'un même émetteur ;
2. 35 % au plus en actions ou parts d'un même OPCVM ou d'un même FIA relevant des paragraphes 1, 2 et 6 de la sous-section 2 de la section 2 du chapitre IV du Titre 1 du Livre 2 du CMF ;
3. 35 % d'un même FIA relevant du paragraphe 2 ou du sous-paragraphe 1 du paragraphe 1 de la sous-section 3 de la section 2 du chapitre IV du Titre 1 du Livre 2 du CMF ou d'une même société de capital-risque satisfaisant aux conditions prévues à l'article 1-1 de la loi n° 85-695 du 11 juillet 1985 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier ;
4. 10 % au plus en titres ou en droits d'une même entité mentionnée au 2° du II de l'article L. 214-28 ne relevant pas des 2. et 3. précédents.

Le Fonds devra respecter les ratios visés ci-dessus à l'expiration d'un délai de deux (2) exercices à compter de l'agrément du Fonds par l'AMF.

4.5.2. Ratios d'emprise

Conformément aux dispositions de l'article R. 214-39 du CMF, le Fonds ne peut :

- a. détenir plus de quarante (40) % du capital ou des droits de vote d'un même émetteur. Toutefois, du fait de l'exercice de droits d'échange, de souscription ou de conversion et dans l'intérêt des porteurs de parts, cette limite peut être dépassée temporairement. En ce cas, la société de gestion communique à l'AMF, au Dépositaire et au Commissaire aux Comptes du Fonds les raisons de ce dépassement et le calendrier prévisionnel de régularisation. La régularisation doit intervenir au plus tard dans la deuxième année suivant le dépassement ;
- b. détenir ni s'engager à souscrire ou acquérir plus de quarante (40) % du montant total des titres ou droits et des engagements contractuels de souscription d'une même entité mentionnée au 2., 3. ou 4. de l'**Article 4.5.1** ci-dessus.

Les ratios d'emprise doivent être respectés à tout moment.

4.6. Modification des textes applicables

Dans le cas où des dispositions légales, réglementaires ou fiscales en vigueur, visées au Règlement seraient modifiées, les nouvelles dispositions seront automatiquement appliquées, si elles présentent un caractère obligatoire ou plus favorable, et le cas échéant intégrées dans le Règlement, qui serait transmis alors à l'AMF et au Dépositaire.

5. REGLES DE CO-INVESTISSEMENT, DE CO-DESINVESTISSEMENT, TRANSFERTS DE PARTICIPATIONS ET PRESTATIONS DE SERVICES EFFECTUEES PAR LA SOCIETE DE GESTION OU DES SOCIETES QUI LUI SONT LIEES

5.1. Principes

Les Porteurs sont informés que la Société de Gestion et le cas échéant des tiers, peuvent être sujets à des conflits d'intérêts de diverses natures dans leurs relations avec le Fonds. Les dispositions ci-après n'ont donc pas vocation à être exhaustives.

La Société de Gestion doit, dans le cadre de la gestion du Fonds, agir dans l'intérêt exclusif du Fonds et de ses Porteurs.

Si la Société de Gestion devait être informée d'un conflit d'intérêt dans le cadre de la gestion du Fonds ou de la réalisation d'une opération d'investissement ou de désinvestissement du Fonds, elle devra faire ses meilleurs efforts pour gérer ce conflit d'intérêts selon un principe d'indépendance et de prix de marché préalablement à la réalisation de cette opération.

La Société de Gestion applique les règles et codes édictées par l'Association Française des Investisseurs en Capital (AFIC, désormais France Invest) et l'Association Française de Gestion Financière (AFG) en matière de gestion des conflits d'intérêts.

Afin de prévenir et de gérer les conflits d'intérêts pouvant survenir notamment à l'occasion de l'investissement, du suivi et du désinvestissements des Participations du Fonds, la Société de Gestion a mis en place une politique de répartition des investissements entre les différents véhicules qu'elle

gère ou sera amenée à gérer ou à conseiller et des règles relatives aux investissements et aux prestations de services réalisées par la Société de Gestion, ses membres ou toute Entreprise Liée à la Société de Gestion au profit du Fonds ou d'une Entreprise Cible.

5.2. Description

(a) Critères de répartition des investissements entre les portefeuilles gérés par la Société de Gestion

(i) Règles de répartition des dossiers entre les différents fonds de capital-investissement gérés par la Société de Gestion

La Société de Gestion a vocation à gérer ou conseiller plusieurs autres FIA. A ce jour, elle gère :

- le FCPR ANAXAGO SOCIETY ONE, un FCPR ayant le même type de stratégie d'investissement, que celle du Fonds.

Compte tenu de leur objet similaire les deux FIA devraient en principe co-investir systématiquement dans les Sociétés du Portefeuille éligibles à leur politique d'investissement.

En outre, la Société de Gestion a l'intention de lancer un certain nombre de FIA au cours des prochains exercices. A ce titre, elle pourrait assurer également la gestion de plusieurs FIA et conseiller ses clients dans la gestion de leurs investissements non cotés dans des entreprises ou des fonds de capital-investissement.

Les dossiers proposés à l'investissement sont répartis en fonction de leur orientation de gestion telle qu'indiquée dans leur règlement, de leur trésorerie disponible, des perspectives de liquidité de l'investissement proposé par rapport à la durée de vie résiduelle des fonds concernés, et du respect de leurs contraintes réglementaires, juridiques ou fiscales en termes de ratios ou de quota d'investissement.

Toutefois, les fonds dont l'échéance pour atteindre leur quota d'investissement est la plus proche (moins de douze (12) mois) sont prioritaires dans la limite de leurs ratios de division des risques.

De manière générale, la Société de Gestion tiendra également compte des éléments suivants pour répartir l'investissement entre plusieurs FIA qu'elle gère ou conseille ou sera amenée à gérer ou conseiller :

- (i) la durée de vie des différents véhicules d'investissement gérés par la Société de Gestion ;
- (ii) la fin de la période d'investissement de ces différents véhicules d'investissement ;
- (iii) leur atteinte des ratios légaux réglementaires et contractuels, d'investissement de division des risques d'emprises et fiscaux qui leur sont applicables ;
- (iv) leur capacité d'investissement ;
- (v) leur capacité à entrer dans un pacte d'actionnaires ou à signer une garantie de passif notamment ;
- (vi) etc.

(ii) Co-investissement entre les fonds sous gestion et/ou les éventuelles Entreprises Liées

Dans le cas où la Société de Gestion envisagerait de réaliser un investissement ou un apport dans une Entreprise Cible pour le compte de plusieurs fonds qu'elle gère, dont le Fonds, et/ou aux côtés d'Entreprises Liées, ce co-investissement est effectué à des conditions financières et juridiques et à

des dates de réalisation équivalentes, à l'entrée comme à la sortie, tout en respectant les spécificités réglementaires et conventionnelles auxquelles chacun des fonds concernés est assujéti. Les investissements réalisés en application du présent Article seront effectués "*pari-passu*".

(iii) **Co-investissement avec la Société de Gestion et/ ou ses collaborateurs et les personnes agissant pour son compte**

La Société de Gestion et/ ou ses collaborateurs (y compris toute autre personne agissant pour le compte de la Société de Gestion) n'auront pas la faculté de co-investir avec le Fonds.

(iv) **Co-investissement entre le Fonds et la Plateforme de Financement Participatif**

La plateforme de financement participatif Anaxago (www.anaxago.com) est une société liée à la Société de Gestion, agréée en qualité de conseiller en investissement participatif auprès de l'ORIAS sous le numéro 13000878 (la « **Plateforme de Financement Participatif** »).

Le Fonds pourra co-investir aux côtés de la Plateforme de Financement Participatif, sous réserve du respect des règles de co-investissement prévues, d'une part, par le Règlement et le code de déontologie de l'Association France Invest et, d'autre part, des procédures internes en vigueur au sein de la Société de Gestion, en particulier la procédure de gestion des conflits d'intérêts.

Dans l'hypothèse où une société cible présentée sur la Plateforme de Financement Participatif répondrait aux critères d'éligibilité et à la stratégie du Fonds, le Fonds disposera d'un droit de premier regard lui permettant de préempter une quote-part du financement du projet selon les règles suivantes (le « **Droit de Premier Regard** ») :

Montant du projet sourcé par la Plateforme de Financement Participatif	Droit de Premier Regard
< 500.000€	50%
< 1.000.000€	65%
> 1.000.000€	75%

Le Droit de Premier Regard ne constitue en rien une obligation pour le Fonds d'investir, les décisions d'investissement étant prises de manière discrétionnaire par la Société de Gestion. Le Droit de Premier Regard est un droit maximum dont dispose le Fonds : il lui appartiendra ou non de l'exercer pour tout ou partie.

En cas de co-investissement entre le Fonds et la Plateforme de Financement Participatif, ce co-investissement est effectué à des conditions financières et juridiques et à des dates de réalisation équivalentes, à l'entrée comme à la sortie.

(v) **Co-investissements du Fonds avec les Porteurs**

Il n'est pas prévu que le Fonds propose à certains des Porteurs de co-investir aux côtés du Fonds.

(vi) **Transfert de participations**

Le transfert de participations entre le Fonds et (i) un autre fonds géré par la Société de Gestion ou (ii) la Plateforme de Financement Participatif ne sera pas autorisé.

(vii) Investissement Complémentaire

Compte tenu des règles applicables obligeant le Fonds à la réalisation rapide de ses investissements, ce dernier pourra être amené à investir dans une Société du Portefeuille dans laquelle un premier fonds ou compartiment géré par la Société de Gestion ou toute Entreprise Liée aura déjà investi. Tout Investissement Complémentaire ne peut se réaliser que si un (ou plusieurs) investisseur(s) tiers intervien(nen)t à un niveau significatif.

Si de façon exceptionnelle, cet Investissement ne s'accompagne pas de la participation d'un tiers investisseur intervenant à un niveau significatif, l'Investissement devra faire l'objet d'une vérification et de la rédaction d'un rapport par deux experts indépendants de la Société de Gestion, dont éventuellement le Commissaire aux Comptes du Fonds.

Le rapport annuel de gestion du Fonds indiquera les opérations concernées et, le cas échéant, les motifs pour lesquels aucun Investisseur Tiers n'est intervenu, et justifiera l'opportunité de tout investissement complémentaire ainsi que son montant.

(b) Prestations de services effectuées par la Société de Gestion ou des Entreprises Liées

Sont ici visées les prestations de services au bénéfice des Sociétés du Portefeuille :

- a. conseils en matière stratégique et financière (rachat d'entreprise, introduction en bourse, etc.) ;
- b. recherche de moyens (financements complémentaires, mise en contact, assistance dans la recherche de supports divers, etc.) ;
- c. etc. ;

ci-après les « **Prestations de Services** » ;

réalisées par la Société de Gestion ou toute entreprise contrôlée par la Société de Gestion de manière exclusive ou conjointe au sens de l'article L. 233-16 du code de commerce, toute entreprise contrôlant la Société de Gestion de manière exclusive ou conjointe au sens de ce même article, toute entreprise filiale de la même Société Mère ainsi que toute entreprise avec laquelle la Société de Gestion a des mandataires sociaux ou des dirigeants communs et qui exercent des fonctions de gestion de participations pour le compte de l'entreprise, ou de gestion d'autre portefeuille ou de conseil en investissement financier (une « **Entreprise Liée** »).

Il sera interdit aux salariés ou dirigeants de la Société de Gestion, agissant pour leur propre compte, de réaliser des prestations de services (conseil en ingénierie financière, en stratégie industrielle, en fusion et acquisition, en introduction en bourse...) rémunérées au profit du Fonds ou des Sociétés du Portefeuille ou dont le Fonds projette l'acquisition ou une prise de participation.

La Société de Gestion n'a pas l'intention d'effectuer directement d'interventions rémunérées de type audit externe ou conseil pour les sociétés dans lesquelles le Fonds détient une Participation. Par contre, comme il est d'usage dans le montage de certaines opérations de fonds propres et quasi-fonds propres, la Société de Gestion pourra recevoir des rémunérations de montage relatives à des émissions de titres. Le coût de ces prestations (de type audit externe ou conseil en haut de bilan) supporté par le Fonds doit être inclus dans le montant maximum des frais de gestion mentionné dans le Règlement. Les facturations nettes relatives aux prestations réalisées par la Société de Gestion auprès des Sociétés du Portefeuille doivent venir en diminution de la commission de gestion supportée par les Porteurs de Parts au prorata de la participation en fonds propres et quasi-fonds propres détenue par le Fonds.

Si pour réaliser des prestations de services significatives, lorsque le choix est de son ressort, la Société de Gestion souhaite faire appel à une personne physique, morale ou une Entreprise Liée, au profit

d'un fonds ou d'une société dans laquelle le Fonds détient une participation ou dont l'acquisition est projetée, son choix doit être décidé en toute autonomie, après une mise en concurrence.

Le rapport de gestion du Fonds mentionnera alors :

- a. Pour les services facturés au Fonds : la nature de ces prestations et le montant global, par nature de prestation, et s'il a été fait appel à une Entreprise Liée, son identité et le montant global facturé ; et
- b. Pour les services facturés par la Société de Gestion aux Sociétés du Portefeuille : la nature de ces prestations et le montant global, par nature de prestations ; et, lorsque le bénéficiaire est une Entreprise Liée, dans la mesure où l'information peut être obtenue, l'identité du bénéficiaire et le montant global facturé.

(c) **Communication**

La Société de Gestion publiera sur son site internet (<https://anaxago.capital/>) un résumé de la politique de gestion des conflits d'intérêts. Un document plus détaillé est tenu à la disposition de tout Porteur de Parts qui en ferait la demande par écrit à l'adresse suivante : info@anaxago.capital.com.

5.2.1. Traitement équitable des Porteurs

La Société de Gestion a mis en place des procédures, arrangements et politiques afin de s'assurer de la conformité aux principes de traitement équitable des Porteurs. Les principes du traitement équitable des Associés comprennent entre autres :

- a. agir dans le meilleur intérêt du Fonds et des Porteurs ;
- b. exécuter les décisions d'investissement prises pour le compte du Fonds conformément aux objectif et stratégie d'investissement et au profil de risque du Fonds ;
- c. prendre toutes mesures raisonnables afin de s'assurer que les ordres sont exécutés de la meilleure façon possible ;
- d. s'assurer que les intérêts d'un groupe de Porteurs ne sont pas placés au-dessus des intérêts d'un autre groupe de Porteurs ;
- e. empêcher que des coûts non justifiés soient chargés aux Porteurs et au Fonds ; et
- f. prendre toutes mesures raisonnables afin d'éviter les conflits d'intérêts et, lorsqu'ils ne peuvent être évités, identifier, gérer, superviser et, le cas échéant, déclarer ces conflits d'intérêts afin d'éviter qu'ils affectent les intérêts des Porteurs de manière défavorable.

TITRE II – MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT

6. PARTS DU FONDS

Les droits des Porteurs, copropriétaires de l'Actif du Fonds, sont exprimés en « **Parts** ».

Chaque Part d'une même catégorie correspond à une même fraction de l'Actif du Fonds.

Au sein d'une même catégorie de Parts, les droits de chaque Porteur sur la quote-part de l'Actif Net revenant à la catégorie concernée sont proportionnels au nombre de Parts qu'il détient.

La souscription ou l'acquisition des Parts entraîne de plein droit l'adhésion du souscripteur ou de l'acquéreur aux dispositions du Règlement.

6.1. Forme des Parts

La propriété des Parts émises est constatée par l'inscription sur une liste établie pour chaque catégorie de Parts dans des registres tenus à cet effet par le Dépositaire. Cette inscription est effectuée en compte nominatif pur, ou en compte nominatif administré, si le Porteur de Parts concerné a donné un mandat en ce sens à un établissement ayant la qualité d'intermédiaire financier habilité nommément désigné, soit dans le Bulletin de Souscription des Parts lors de leur souscription, soit ultérieurement par l'envoi au Dépositaire d'un document écrit signé par le Porteur de Parts concerné et par l'intermédiaire financier habilité.

L'inscription comprend également le numéro d'ordre attribué par le Dépositaire et la catégorie à laquelle appartiennent les Parts détenues.

En cours de vie du Fonds, toute modification, dans la situation d'un le Porteur de Parts du Fonds au regard des indications le concernant, devra impérativement être notifiée dans les quinze (15) jours à l'établissement teneur de comptes-titres qui en informera aussitôt la Société de Gestion, ou, en l'absence d'inscription des parts en comptes-titres, au Dépositaire qui en informera aussitôt la Société de Gestion.

Le Dépositaire délivre, à chacun des Porteurs de Parts ou à l'intermédiaire financier en charge de l'administration des Parts, une attestation de l'inscription des souscriptions dans les registres ou de toute modification de ces inscriptions.

Les Parts pourront, sur décision de la Société de Gestion, être fractionnées en centième (100^{ème}) dénommées fractions de Parts. Le type de fractionnement sera déterminé par la Société de Gestion au moment de sa décision.

Les stipulations du Règlement qui régissent l'émission et le rachat de Parts sont applicables aux fractions de Parts dont la valeur sera toujours proportionnelle à celles des Parts qu'elles représentent. Toutes les autres stipulations du Règlement relatives aux parts s'appliquent aux fractions de Parts sans qu'il soit nécessaire de le spécifier, sauf lorsqu'il en est stipulé autrement.

Enfin, la Société de Gestion peut, sur ses seules décisions, procéder à la division des Parts par la création de Parts nouvelles qui sont attribuées aux Porteurs en échange des Parts anciennes.

6.2. Catégories de Parts

Les droits des Porteurs sont représentés par des Parts de différentes catégories :

- (a) les Parts de Catégorie A (les « **Parts A** ») qui peuvent être souscrites par les personnes physiques ou morales ou autres entités, françaises ou étrangères, à l'exception des « US Persons » au sens de la réglementation américaine conformément à l'**Article 3.10**.

Le montant minimum de souscription, tenant compte de la Commission de Souscription mais hors droits d'entrée, pour les Parts A est de dix mille (10.000) d'euros ; Ce montant est porté à mille (1.000) euros en cas de souscription via un contrat d'Assurance vie et/ou de Capitalisation (« **Parts D** »)

- (b) les Parts de catégorie B (les « **Parts B** ») qui peuvent être souscrites par les personnes physiques ou morales ou autres entités, françaises ou étrangères, à l'exception des « US Persons » au sens de la réglementation américaine conformément à l'**Article 3.10**

Le montant minimum de souscription, tenant compte de la Commission de Souscription mais hors droits d'entrée, pour les Parts B est de cent mille (100.000) euros ;

- (c) les Parts de catégorie C (les « **Parts C** ») qui peuvent être souscrites par la Société de Gestion, ses dirigeants et ses salariés, toute structure qui leur est Affiliée, et toute autre personne ou entité désignée par la Société de Gestion.

L'Engagement total des Porteurs de Parts C doit être égal à zéro virgule vingt-cinq (0,25) % de l'Engagement Global au Dernier Jour de Souscription de la Période de Souscription.

Les Parts C ne supportent ni droits d'entrée ni Commission de Souscription ni minimum de souscription.

Les Parts C peuvent être souscrites jusqu'au Dernier Jour de Souscription de la Période de Souscription.

- (d) les Parts de catégorie D (les « **Parts D** ») qui peuvent être souscrites par toute société et compagnie d'assurances et mutuelles (les « **Entreprises d'Assurances** ») souscrivant lesdites Parts en représentation d'unités de compte au sens du 2^{ème} alinéa de l'article L. 131-1 du Code des assurances, de contrats d'assurances sur la vie ou de capitalisation ouverts par leurs clients à moins que ces derniers ne soient des « US Persons » au sens de la réglementation américaine conformément à l'**Article 3.10**.

Le montant minimum de souscription, tenant compte de la Commission de Souscription mais hors droits d'entrée, pour les Parts D est de mille (1.000) euros ;

Conformément aux dispositions de l'article L. 214-24-39 du CMF, les Porteurs ne sont responsables des dettes du Fonds que dans la limite des Actifs du Fonds et à hauteur de leur quote-part dans les Actifs du Fonds. Les Porteurs ne sont pas responsables des dettes et obligations du Fonds au-delà du montant de leurs Engagements.

6.3. Nombre et valeur des Parts

Le montant de souscription pour une Part (le « **Montant de Souscription** ») est de :

- (a) **Pour les souscriptions réalisées jusqu'à la Date de Constitution incluse :**

- pour une (1) Part A, leur valeur nominale de mille (1000) euros chacune ;
- pour une (1) Part B, leur valeur nominale de mille (1000) euros chacune ;
- pour une (1) Part C, leur valeur nominale de mille (1000) euros chacune ;
- pour une (1) Part D, leur valeur nominale de mille (1000) euros chacune.

(b) **Pour les souscriptions réalisées postérieurement à la Date de Constitution :**

Après la Date de Constitution, le montant de souscription pour une Part (le « **Montant de Souscription** ») est de :

- pour une (1) Part A, au montant le plus haut entre (i) la Valeur Liquidative d'une (1) Part A à la première Date de Calcul de la Valeur Liquidative suivant le *closing* auquel leur souscription est prise en compte et (ii) leur valeur nominale de mille (1.000) euros ;
- pour une (1) Part B, au montant le plus haut entre (i) la Valeur Liquidative d'une (1) Part B à la première Date de Calcul de la Valeur Liquidative suivant le *closing* auquel leur souscription est prise en compte et (ii) leur valeur nominale de mille (1.000) euros euros ;
- pour une (1) Part C, au montant le plus haut entre (i) la Valeur Liquidative d'une (1) Part C à la première Date de Calcul de la Valeur Liquidative suivant le *closing* auquel leur souscription est prise en compte et (ii) leur valeur nominale de mille (1.000) euros euros ;
- pour une (1) Part D, au montant le plus haut entre (i) la Valeur Liquidative d'une (1) Part D à la première Date de Calcul de la Valeur Liquidative suivant le *closing* auquel leur souscription est prise en compte et (ii) leur valeur nominale de mille (1.000) euros euros ;

En sus du Montant de Souscription, les Porteurs de Parts souscrivant postérieurement à la Date de Constitution paieront une « Commission de Souscription » acquise au fonds pour chaque Part qu'ils souscrivent égale à « X » avec $X = P \times T$ avec

- « T » représentant un taux de deux (2) % par an à compter, pro rata temporis, entre la Date de Constitution et le *closing* sur lequel la souscription de la Part considérée est réalisée ; et

« P » représentant le Montant de Souscription de la Part concernée.

Les souscriptions sont réalisées après la Date de Constitution à cours inconnu, le nombre de Parts exact afférant au montant souscrit étant arrondi à l'inférieur au centième de part, sera communiqué au Porteur au moment de la publication de la Valeur Liquidative concerné.

6.4. Droits attachés aux Parts

Conformément à l'article 422-120-3 du règlement général de l'AMF, le Fonds prévoit des Catégories de Parts donnant des droits différents sur l'Actif Net ou sur les produits du Fonds :

Chaque Part, sans distinction donne droit à l'exercice d'un (1) vote dès lors que le vote des Porteurs est requis dans les conditions de l'**Article 17.2**.

Les droits attachés aux Parts A, B, C et D s'exercent lors des Distributions en espèces effectuées par le Fonds à l'occasion desquelles les Porteurs de Parts d'une Catégorie ont vocation à recevoir une partie de l'Actif Net du Fonds attribuable à leur Catégorie de Parts selon l'ordre de priorité suivant :

- (a) d'abord aux Parts A, B et D de la Catégorie concernée, *pari passu*, jusqu'à ce qu'elles aient reçu un montant égal à leur Montant de Souscription (hors droits d'entrée et Commission de Souscription) ;
- (b) ensuite aux Parts C jusqu'à ce qu'elles aient reçu un montant égal à leur Montant de Souscription ;
- (c) ensuite aux Parts A, B et D de la Catégorie concernée, *pari passu*, jusqu'à ce que chaque Part A, B et D ait reçu le Revenu Prioritaire qui lui est attribuable ;

- (d) ensuite aux Parts C jusqu'à ce que les Porteurs de Parts C aient reçu un montant égal à vingt-cinq (25) % du Revenu Prioritaire ;
- (e) le solde étant réparti à hauteur de quatre-vingt (80) % aux Parts A, B ou D de la Catégorie concernée et vingt (20) % aux Parts C.

7. MONTANT MINIMUM DE L'ACTIF DU FONDS - TAILLE DU FONDS

Le Fonds sera constitué si à l'issue d'une période de douze (12) mois à compter de sa date d'agrément, l'Engagement Global est au moins égal à un million (1.000.000) d'euros ou tout autre montant plus faible tel que déterminé par la Société de Gestion et notifié au Dépositaire (le « **Montant de Constitution** »).

La Société de Gestion vise un Engagement Global qui ne pourra pas dépasser un montant de cinquante millions (50.000.000) d'euros.

Le montant minimum de l'Actif du Fonds est de cent mille (300.000) euros.

Il ne peut être procédé au rachat des Parts du Fonds si l'Actif du Fonds devient inférieur à trois cent mille (300.000) euros. Lorsque le montant de l'Actif demeure pendant plus de trente (30) jours inférieur à ce montant, la Société de Gestion prend les dispositions nécessaires afin de procéder à la liquidation du Fonds, ou à l'une des opérations mentionnées à l'article 422-16 du Règlement Général de l'AMF (modifications du Fonds).

8. DUREE

La durée du Fonds est de cinq (5) ans à compter de la Date de Constitution (la « **Durée** »), sauf les cas de dissolution anticipée visés à l'**Article 26**.

La Durée peut être prorogée par la Société de Gestion, pour deux (2) périodes d'un (1) an chacune, à charge pour la Société de Gestion de notifier sa décision aux Porteurs de Parts, au moins trois (3) mois avant l'échéance de sa durée initiale ou d'une précédente prorogation.

La Société de Gestion informera l'AMF et le Dépositaire de sa décision de prorogation de la Durée.

A l'expiration de la Durée, telle que prorogée le cas échéant, le Fonds est dissous et liquidé conformément aux **Articles 26 et 27**.

La prorogation de la Durée emporte, pour la durée de la prorogation, prorogation d'autant de la Période de Blocage conformément à l'**Article 10.1**.

9. SOUSCRIPTION DE PARTS

9.1. Périodes de Souscription

A compter de la date d'agrément du Fonds par l'AMF et jusqu'au 05/07/2022 à minuit, les Parts du Fonds peuvent être souscrites (la « **Période de Souscription** »).

La Société de Gestion peut décider à tout moment de mettre fin à la Période de Souscription par anticipation : elle en informera alors le Dépositaire dans les meilleurs délais, par tout moyen (courrier, télécopie, courriel...), ainsi que les Commercialisateurs des Parts du Fonds par courrier électronique cinq (5) Jours Ouvrés précédant la date de clôture anticipée de la Période de Souscription. Les Porteurs de Parts seront informés dans le même délai grâce à une mention sur le site Internet <https://anaxago.capital/>.

Sauf disposition contraire du Règlement (notamment, celle prévue à l' **Article 11**), aucun Porteur ne pourra être admis dans le Fonds après le Dernier Jour de Souscription de la Période de Souscription.

Au cours de la Période de Souscription, le Dépositaire centralise les souscriptions jusqu'au troisième (3^{ème}) Jour Ouvré précédant la Date de Calcul de la Valeur Liquidative sur laquelle la souscription est réalisée (un « **Closing** »). Les souscriptions reçues après cette date sont reportées sur le *Closing* suivant.

Toute Personne qui souhaite être admise comme Porteur doit, au plus tard le Dernier Jour de Souscription de la Période de Souscription, remettre à la Société de Gestion un Bulletin de Souscription dûment complété et signé. Cette Personne ne sera admise comme Porteur que lorsque la Société de Gestion aura contresigné son Bulletin de Souscription.

Les demandes de souscriptions de Parts centralisées à chaque *Closing* seront traitées suivant l'ordre de réception des souscriptions par la Société de Gestion.

Afin de permettre de respecter les dispositions de l'article 150-0, III, 2° du CGI, aucun Porteur personne physique agissant directement ou par personne interposée ou par l'intermédiaire d'une fiducie, ne peut détenir plus de dix (10) % des Parts émises par le Fonds.

9.2. Modalités de souscription

Les souscriptions de Parts sont libérées en intégralité en numéraire et en une seule fois par les Porteurs de Parts selon les modalités précisées dans le Bulletin de Souscription. Aucun apport en nature n'est permis. Toute souscription est irrévocable. Le cas échéant, toute rémunération liée au placement des sommes en attente de souscription sur un compte ouvert chez le Dépositaire sera attribuée au Fonds.

Les modalités de souscription des Parts sont reprises ci-après :

	Parts A	Parts B	Parts C	Parts D
Valeur nominale initiale	mille (1.000) euros			
Montant minimum de souscription	dix-mille (10.000) euros,	cent mille (100.000) euros,	pas applicable	mille (1000) euros
Droits d'entrée maximum	Cinq (5)% <i>variable à la main du Commercialisateur,</i>		Pas applicable	Cinq (5)% <i>variable à la main du Commercialisateur</i>
Libération des apports en numéraire	Immédiate et intégrale			

Les Investisseurs s'engagent par écrit dans le Bulletin de Souscription, de façon ferme et irrévocable, à libérer une somme correspondant au montant de leur « **Engagement** » dans le Fonds, c'est-à-dire le total des Montants de Souscription des Parts souscrites hors, le cas échéant, le total des Commissions de Souscription et des droits d'entrées pour les Parts souscrites. En sus du Montant de

Souscription, l'intégralité de la Commission de Souscription et des droits d'entrée doit, le cas échéant, être réglée.

Les souscriptions et les Bulletins de Souscription ne sont pris en compte que s'ils sont complets et accompagnés d'un titre de paiement dûment signé par l'Investisseur ou d'un virement sur le compte bancaire (dont les coordonnées sont indiquées dans le Bulletin de Souscription) de l'intégralité du Montant de Souscription et, le cas échéant, de la Commission de Souscription et des droits d'entrée.

En contrepartie du versement de cent (100) % de ce montant, le Fonds émettra au profit des investisseurs la totalité des Parts souscrites. Les Parts sont obligatoirement et intégralement libérées à la date de leur souscription.

Le paiement des Parts est effectué par virement bancaire ou par chèque au nom du Fonds réalisé sur le compte tenu par le Dépositaire.

Un droit d'entrée par Part d'un maximum de cinq (5) %, net de taxes, du Montant de Souscription (donc hors Commission de Souscription) est perçu lors de la souscription de chaque Part A, B et/ou D dont tout ou partie revient aux Commercialisateurs.

Aucun droit d'entrée ni Commission de Souscription ne sera perçu lors de la souscription des Parts C.

9.3. Augmentation de l'Engagement des Porteurs

Tout Porteur qui souhaite augmenter le montant de son Engagement doit, au plus tard le Dernier Jour de Souscription de la Période de Souscription, transmettre à la Société de Gestion un Bulletin de Souscription supplémentaire dûment complété et signé. Cette Personne ne sera admise comme Investisseur en ce qui concerne l'augmentation de son Engagement que lorsque la Société de Gestion aura contresigné son Bulletin de Souscription supplémentaire.

10. RACHAT DE PARTS PAR LE FONDS

10.1. Rachat de Parts par le Fonds

(a) Rachat à l'initiative des Porteurs

(i) Principes

Aucune demande de rachat des Parts de catégorie A et/ou B ne sera acceptée avant l'expiration d'un délai de cinq (5) ans à compter de la Date de Constitution du Fonds prolongé, le cas échéant, soit au maximum de deux périodes successives d'un (1) an chacune conformément à l'**Article 8** (la « **Période de Blocage** »).

L'attention des Porteurs de Parts est en conséquence attirée sur l'existence de la Période de Blocage dans les conditions décrites ci-dessus, laquelle commencera à compter de la Date de Constitution du Fonds et prendra fin le [constitution + 5ans], étant précisé que cette période pourra être prorogée à l'initiative de la Société de Gestion pour deux (2) périodes successives d'un (1) an chacune, soit jusqu'au [constitution + 7 ans].

Les Parts pourront être rachetées sur toute Date de Calcul de la Valeur Liquidative à l'issue de la Période de Blocage en transmettant une demande rachat au Dépositaire qui les centralise jusqu'au troisième (3^{ème}) Jour Ouvré précédant la Date de Calcul de la Valeur Liquidative sur laquelle la demande de rachat est demandée. Les demandes de rachat reçues après cette date sont reportées sur la Date de Calcul de la Valeur Liquidative suivante.

En cas de démembrement de la propriété des Parts du Fonds, la demande de rachat devra être faite conjointement, par le (ou les) nu-propriétaire(s) et le ou les usufruitiers. En cas d'indivision, la demande de rachat devra être faite conjointement par les co-indivisaires.

(ii) **Rachat en cas d'évènements exceptionnels**

Par exception, les Porteurs de Parts personnes physiques (ou leurs héritiers en cas de décès) du Fonds pourront demander le rachat de la totalité de leurs Parts A et/ou B par le Fonds, en numéraire, à compter du lendemain de la fin de la Période de Souscription et avant la mise en pré-liquidation du Fonds (ou, à défaut de mise en pré-liquidation du Fonds, avant sa mise en liquidation), en cas de survenance de l'un des évènements suivants (le ou les « **Évènements Exceptionnels** ») :

- a. invalidité du Porteur, de son conjoint ou de son partenaire lié par un PACS soumis à une imposition commune correspondant au classement de la deuxième (2ème) ou troisième (3ème) catégorie prévu à l'article L. 341-4 du Code de la sécurité sociale ;
- b. décès du Porteur, de son conjoint ou de son partenaire lié par un PACS soumis à une imposition commune ;
- c. licenciement (hors cas de rupture conventionnelle ou de rupture de la période d'essai notamment) du Porteur, de son conjoint ou de son partenaire lié par un PACS soumis à une imposition commune ;
- d. départ à la retraite du Porteur, de son conjoint ou de son partenaire lié par un PACS soumis à une imposition commune. La date de départ à la retraite s'entend de celle à laquelle la personne en cause cesse toute activité professionnelle, autre que purement occasionnelle, après avoir atteint l'âge prévu pour la prise d'effet de la pension vieillesse de son régime de sécurité sociale. Si cette personne est également affiliée à un régime de retraite complémentaire obligatoire, et sous réserve qu'elle n'exerce plus d'activité professionnelle, c'est la date où elle perçoit pour la première fois la pension, soit du régime de base, soit du régime complémentaire, qui doit être retenue comme date de départ à la retraite,
- e. pour payer les frais (frais d'entrée, de gestion, d'arbitrage) incombant à un souscripteur des parts ou à un adhérent (ou à son ou ses bénéficiaire(s)) au titre d'un contrat d'assurance sur la vie ou de capitalisation multi-support conclu avec une Entreprise d'Assurances ayant souscrit à des parts du Fonds pour les besoins de ce contrat d'assurance sur la vie ou de capitalisation.

Les évènements signalés ci-dessus ne sont pris en compte au titre d'un rachat exceptionnel que s'ils sont postérieurs à la date de souscription

Toute demande de rachat est réalisée en utilisant le formulaire établi par la Société de Gestion et disponible sur demande du Porteur de Parts souhaitant effectuer une demande de rachat à la Société de Gestion.

En cas de demande de rachat au titre de la survenance de l'un des Evènements Exceptionnels, la demande de rachat doit être adressée à la Société de Gestion au plus tard dans les six (6) mois de la survenance dudit Evènement Exceptionnel, accompagnée de tout justificatif de cet Evènement Exceptionnel et de sa date de survenance. Chaque demande de rachat doit être reçue par la Société de Gestion par lettre recommandée avec accusé de réception à l'adresse suivante : Anaxago Capital SAS, 18, rue Sainte-Foy 75002 Paris.

Ces rachats en cas d'Evènements Exceptionnels seront effectués en exonération de toute commission.

Afin de gérer le risque de liquidité, à tout moment à compter de la fin de la Période de Souscription, au moins cinq (5) % de l'actif du Fonds sera composé d'instruments financiers liquides.

La Société de Gestion informe le Dépositaire des demandes de rachat reçues.

(b) **Rachat à l'initiative de la Société de Gestion**

La Société de Gestion peut à tout moment procéder au rachat de tout ou partie des Parts d'un Porteur qui contrevient aux termes du Règlement. La Société de Gestion adressera une mise en demeure au Porteur ne respectant pas les termes du Règlement par courrier recommandé (la « **Mise en Demeure** »). A défaut de respect par le Porteur concerné des termes du Règlement dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de réception de la Mise en Demeure.

Par exception des stipulations de l'**Article 10.1**, le prix de rachat par Part rachetée sera réglé à la fin de la période de liquidation du Fonds et sera égal au plus bas entre (i) la première Valeur Liquidative pour la Part concernée établie après la réception par le Porteur de la Mise en Demeure et (ii) le montant total des Distributions dont auraient bénéficié le Porteur après la prise d'effet du rachat au titre de sa Part si elle n'avait pas été rachetée.

10.2. Rachat de Parts de catégorie C par le Fonds

Les Parts C ne seront rachetées qu'à la liquidation du Fonds ou après que les autres Parts auront eu été rachetées ou amorties.

10.3. Règles applicables à tous les rachats

(a) **Prix de rachat et règlement**

En principe, le prix de rachat sera égal à la première Valeur Liquidative établie après la réception par la Société de Gestion de la demande de rachat, tels que décrit à l'article 14 du présent règlement. Il est précisé qu'en toute hypothèse, le calcul de ce prix devra tenir compte des règles relatives aux droits respectifs de chacune des catégories de Parts, définis à l'**Article 1.1**.

Le prix de rachat sera réglé par le Dépositaire sur instruction de la Société de Gestion dans un délai maximum de trois (3) mois après la Date de Calcul de la Valeur Liquidative sur laquelle le rachat est réalisé. Toutefois, si des circonstances exceptionnelles imposent en vue du paiement du prix de rachat, la cession préalable d'actifs du Fonds, ce délai peut être prolongé sans pouvoir excéder douze (12) mois à compter de la date de réception de la demande de rachat.

En cas de demandes de rachat émanant de plusieurs Porteurs reçus au cours d'une même période de rachat (correspondant à la période comprise entre deux Dates de Calcul de la Valeur Liquidative successives), la totalité de ces demandes est traitée *pari passu* sans tenir compte des dates auxquelles les demandes ont été formulées.

(a) **Réalisation du rachat**

Il n'est pas prélevé de frais et commissions lors du rachat des parts Réalisé dans les conditions du présent **Article 10**.

Toutefois, si au titre d'une Date de Calcul de la Valeur Liquidative, les demandes de rachat portent sur un nombre de Parts représentant au moins dix (10) % du nombre de Parts émises par le Fonds, les frais occasionnés par le désinvestissement et évalués forfaitairement à cinq (5) % du prix de rachat sont imputés sur ce prix et versés au Fonds (les « **Frais de Rachat** »).

Les Parts ainsi rachetées donnent lieu à annulation de Parts, ou de fractions de Parts le cas échéant, et le MTS est réduit à due proportion. Par voie de conséquence, la Commission de Gestion sera calculée sur la base du MTS ajusté à compter du versement du prix de rachat.

Aucune demande de rachat ne sera recevable après la date de la décision de dissolution du Fonds, ni pendant les périodes de pré-liquidation et liquidation, comme indiqué aux **Articles 25 et 26**.

11. CESSION DE PARTS

11.1. Cessions non autorisées

Aucune Cession, directe ou indirecte, volontaire ou involontaire, de Parts du Fonds ne sera valable ou opposable aux tiers :

- (a) si le cessionnaire n'est pas un investisseur ne pouvant souscrire à la catégorie de Parts concernée ;
- (b) si la Cession entraîne une violation d'une disposition du Règlement, des lois ou de toute autre réglementation applicable, y compris des lois fédérales ou des Etats des Etats-Unis d'Amérique relatives à l'information obligatoire en matière d'offre publique de titres ;
- (c) si la Cession a pour effet d'obliger le Fonds ou la Société de Gestion à s'enregistrer en tant qu'« *Investment Company* » au titre du *United States Investment Company Act of 1940*, tel que modifié ;
- (d) si la Cession a pour effet de faire entrer l'Actif du Fonds sous la qualification de « *Plan Assets* » au titre de ERISA ;
- (e) si la Cession a pour effet de faire qualifier le Fonds d'association imposable comme une personne morale (*corporation*) au titre de l'impôt fédéral des Etats-Unis sur le revenu ;
- (f) si la Cession peut être qualifiée d'opération effectuée au travers d'un *established securities market* au sens des *United States Treasury Regulations* adoptées en application de la section 7704 du Code ou qui aurait pour effet de faire qualifier le Fonds de *publicly traded partnership* au sens de la section 7704 dudit Code ou qui aurait pour effet qu'il y ait plus de 100 Investisseurs (déterminés au sens des *United States Treasury Regulations* adoptées en application de la section 7704 du Code). Afin de déterminer le nombre d'Investisseurs au sens du présent **Article 11**, une personne (le « *beneficial owner* ») détenant une participation dans un *partnership*, *grantor trust*, une personne morale américaine (« *S corporation* ») au titre de l'impôt fédéral des Etats-Unis sur le revenu (une « *flow through entity* ») qui détient directement ou au travers d'autres *flow through entities*, des Parts du Fonds, est compté comme un Investisseur si (i) l'essentiel de la valeur de la participation du *beneficial owner* dans la *flow through entity* est attribuable à la participation directe ou indirecte de cette *flow through entity* dans le Fonds et (ii) le but essentiel recherché dans l'utilisation de ces modes de gestion pour compte de tiers est de permettre au Fonds d'avoir plus de cent (100) membres ;
- (g) si la Société de Gestion n'est pas entièrement satisfaite de la Cession envisagée au regard des lois et règlements applicables, notamment en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux
- (h) si, suite à la Cession, une personne physique agissant directement, par personne interposée ou par l'intermédiaire d'une fiducie, détient plus de dix (10) % des Parts du Fonds, au sens de l'article 150-0 A.III.2 du CGI.

Pour être opposable aux tiers et au Fonds, toute cession de Parts du Fonds doit faire l'objet d'une déclaration de transfert notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au Dépositaire, datée et signée par le cédant et le cessionnaire, et mentionnant la dénomination (ou le nom), l'adresse postale et le domicile fiscal dudit cédant et dudit cessionnaire, la date de cession, le nombre de Parts cédées, et le prix auquel la cession des Parts a été effectuée. Cette déclaration de

transfert doit être notifiée au Dépositaire à l'adresse visée à l'**Article 2.2**. Le Dépositaire reporte le transfert des Parts concernées sur la liste des Porteurs de Parts et en informe immédiatement la Société de Gestion.

Afin de déterminer qu'une Cession proposée ne contrevient pas à l'une des dispositions du présent **Article 11.1**, la Société de Gestion pourra requérir comme condition préalable à toute Cession ou à son agrément à toute Cession, qu'une partie à la Cession communique à la Société de Gestion (à la discrétion de la Société de Gestion) (i) un avis juridique (le conseil juridique et l'avis devront être raisonnablement acceptables pour la Société de Gestion) ou (ii) une attestation par un représentant légal dûment habilité d'une partie à la Cession déclarant que la Cession proposée ne contrevient à aucune des dispositions (a) à (g) du présent **Article 11.1**. La Société de Gestion pourra se fonder sur cet avis juridique ou cette attestation afin de déterminer si la Cession proposée ne contrevient pas à l'une des dispositions (a) à (h) du présent **Article 11.1**.

Tout Porteur de Parts peut demander l'intervention de la Société de Gestion pour la recherche d'un cessionnaire. Dans ce cas, la Société de Gestion, en cas de réalisation de la cession, pourra percevoir une commission égale à cinq pourcent (5%) (TTC) du prix de la transaction à la charge du cédant. Dans cette hypothèse, la cession se déroule dans les circonstances suivantes :

- Dans un délai de trois (3) mois suivant la réception de la demande du Porteur de Parts par lettre recommandée avec avis de réception, la Société de Gestion s'engage à faire ses meilleurs efforts, pour assister ledit Porteur à la cession en tout ou partie desdites Parts à un ou plusieurs autres Porteurs et/ou à un ou plusieurs tiers. La Société de Gestion tient une liste nominative et chronologique des offres de cession qu'elle a reçues. La Société de Gestion ne garantit pas la revente des Parts du Fonds. Elle ne garantit pas non plus la bonne fin d'une opération de cession ;
- La Société de Gestion et le(s) acquéreur(s) qu'elle aura désigné(s) devront s'accorder sur un prix, qu'elle notifiera au Porteur de Parts cédant.

La Société de Gestion tient une liste nominative et chronologique des offres de cession qu'elle a reçues. La Société de Gestion ne garantit pas la revente des Parts du Fonds. Elle ne garantit pas non plus la bonne fin d'une opération de cession

Le Dépositaire est informé de tout transfert de Parts afin de mettre à jour son registre.

Les Cessions de Parts ne peuvent porter que sur un nombre entier de Parts, sauf accord préalable de la Société de Gestion.

La Société de Gestion est en droit de refuser, sous sa seule autorité, la cession de parts du Fonds, en cas de doute sur la qualité du cessionnaire.

11.2. Cessions libres de Parts A, Parts B ou Parts D

Nonobstant ce qui précède, toute Cession de Parts A, Parts B ou Parts D par un Porteur de Parts A, à un Porteur de Parts B ou à un Porteur de Parts D respectivement à (i) une Affiliée de ce Porteur de Parts A, de ce Porteur de Parts B ou de ce à un Porteur de Parts D respectivement ou (ii) dans le cas où le cédant est un fonds d'investissement, à sa société de gestion ou un fonds d'investissement ou une entité d'investissement qui est géré et/ou conseillé par sa société de gestion ou qui est géré et/ou conseillé directement ou indirectement par la Société Mère de sa société de gestion (un « **Fonds Affilié** ») n'est pas soumise à l'agrément préalable de la Société de Gestion (une « **Cession Libre** »).

Cependant, la Société de Gestion pourra interdire toute Cession Libre qui aurait pour effet d'affecter défavorablement, d'un point de vue réglementaire ou fiscal, le Fonds ou la Société de Gestion ou si l'Investisseur cédant ne démontre pas de façon satisfaisante pour la Société de Gestion que la Cession est une Cession Libre.

S'il y a au moins deux (2) Cessions Libres successives d'une même participation dans le Fonds, toute Cession après la première Cession Libre ne sera pas soumise à l'agrément préalable de la Société de Gestion si le cessionnaire proposé est une Affiliée ou un Fonds Affilié du cédant dans la première Cession.

Dans toutes les hypothèses de Cession Libre, si à quelque moment que ce soit le cessionnaire cesse d'être une Affiliée ou un Fonds Affilié du cédant dans la première Cession Libre, alors le cessionnaire devra rétrocéder au cédant dans les meilleurs délais toutes les Parts du Fonds qui lui ont été cédées au titre du présent **Article 11.2**. Le cédant et le cessionnaire devront informer par écrit, dans les meilleurs délais, la Société de Gestion de cette opération de rétrocession (ladite opération étant dispensée de toute procédure d'agrément telle que prévue à l'**Article 11.3**).

11.3. Agrément préalable

Hormis les cas de Cessions Libres effectués dans les conditions de l'**Article 11.2**, toute Cession de Parts est soumise à l'agrément préalable écrit de la Société de Gestion. La Société de Gestion disposera de quatre (4) semaines pour faire connaître sa décision à compter de la réception de la Lettre de Notification dans les conditions de l'**Article 11.6**. L'objet de la procédure d'agrément est exclusivement de vérifier si la Cession proposée ne contrevient pas à l'une des dispositions (a) à (h) de l'**Article 11.1** ou de l'**Article 11.4**.

11.4. Cessions de Parts C

Les cessions de Parts C ne peuvent être effectuées qu'au profit de la Société de Gestion, ses dirigeants et salariés, des personnes morales contrôlant ou contrôlées par la Société de Gestion au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, et dans le cas où le Porteur de Parts concerné est une personne physique membre de l'équipe d'investissement du Fonds, à ses ayant-droits, à ses descendants directs (y compris dans le cadre d'une donation ou succession), à une entité qu'il contrôle au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce ou dont il est le bénéficiaire effectif (étant précisé que les Parts C pourront également être détenues par le membre de l'équipe d'investissement via une police d'assurance vie).

Aucune cession de Parts C ne peut être effectuée si cette cession conduit une personne physique à détenir, directement ou indirectement par personne interposée, plus de dix (10) % du Fonds.

Les Cessions de Parts C peuvent être effectuées à tout moment.

11.5. Cessions de Parts D

La Cession de Parts D à une personne autre qu'une Entreprise d'Assurance, notamment et non exclusivement en cas de remise par l'Entreprise d'Assurance Porteur de la Part D concernée au bénéficiaire du contrat d'assurance-vie dont elle constitue l'une des unités de compte, emporte transformation de chaque Part D faisant l'objet de la Cession en Part A.

11.6. Procédure de notification et d'agrément

Toute Cession devra être notifiée par le cédant à la Société de Gestion. La notification (la « **Lettre de Notification** ») mentionne à minima le nom, la dénomination, l'adresse postale et la résidence fiscale ou lieu de constitution du cédant et du cessionnaire, le nombre de Parts concernées (les « **Parts Proposées** »), le prix de Cession offert et, le cas échéant, comprend tout document demandé par la Société de Gestion.

La Société de Gestion disposera d'un délai de trente (30) Jours Ouvrés à compter de la réception de la Lettre de Notification pour accorder ou refuser son agrément et notifier sa décision au cédant.

Si la Société de Gestion ne notifie pas son refus dans le délai de trente (30) Jours Ouvrés, elle est réputée avoir agréé la Cession à compter du jour suivant l'expiration du délai de trente (30) Jours Ouvrés.

En cas d'agrément, la Cession de Parts doit être effectuée dans le délai communiqué par la Société de Gestion qui ne peut être inférieur à dix (10) Jours Ouvrés.

La Société de Gestion pourra renoncer, à sa seule discrétion, à appliquer tout ou partie de la procédure visée au présent **Article 11.6**.

11.7. Frais de Cession

Le cédant et le cessionnaire seront conjointement et solidairement responsables de tous les frais (y compris les frais d'avocat) encourus par le Fonds, la Société de Gestion et ses Affiliées dans le cadre d'une Cession, sauf si la Société de Gestion en décide autrement.

11.8. Divers

Le cessionnaire ne deviendra propriétaire des Parts Proposées et ces Parts ne seront virées du compte du cédant au compte du cessionnaire qu'après que le cessionnaire a signé un Bulletin d'Adhésion aux termes duquel il s'engage irrévocablement à respecter les stipulations du Règlement.

11.9. Non-respect des dispositions

Toute Cession qui ne reçoit pas l'agrément de la Société de Gestion ou qui contrevient aux dispositions du présent **Article 11** est nulle et sans effet. Le Dépositaire n'effectuera aucun virement de Parts de compte à compte si cet agrément n'a pas été accordé ou tant que le cédant et le cessionnaire ne se seront pas conformés aux dispositions du présent **Article 11** et ce de façon satisfaisante pour la Société de Gestion.

12. MODALITES D'AFFECTION DU RESULTAT ET DES SOMMES DISTRIBUABLES

Conformément à la Réglementation Applicable, le résultat net du Fonds relatif à un Exercice Comptable (le « **Résultat Net** ») est égal au montant des intérêts, arrérages, primes et lots, dividendes, jetons de présence et tous autres produits relatifs aux titres constituant l'actif du Fonds diminué de tous frais applicables au Fonds visés à l'**Article 22**, y compris la Commission de Gestion applicable au Fonds.

Le revenu distribuable (le « **Revenu Distribuable** ») est calculé à chaque Date Comptable et est égal :

- (a) au Résultat Net augmenté du montant du report à nouveau et majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus ;
- (b) aux plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

Les sommes mentionnées aux **paragraphes (a) et (b)** ci-dessus peuvent être distribuées, en tout ou partie, indépendamment l'une de l'autre.

La Société de Gestion décide de la répartition du Revenu Distribuable. Au cas où le Fonds générerait un Revenu Distribuable, la Société de Gestion opte au titre de chaque Exercice Comptable :

- (a) pour la capitalisation pure : dans ce cas, le Revenu Distribuable du Fonds est intégralement capitalisé à l'exception des sommes distribuables qui font l'objet d'une distribution obligatoire en vertu de la réglementation applicable ;
- (b) pour la distribution : dans ce cas, le Revenu Distribuable du Fonds sera distribué conformément au présent **Article 1**. Toutes les distributions du Revenu Distribuable auront lieu dans les meilleurs délais et en tout état de cause dans les cinq (5) mois suivant la Date Comptable. La Société de Gestion peut également décider au cours de l'Exercice Comptable la mise en distribution d'un ou plusieurs acomptes, dans la limite du revenu distribuable comptabilisé à la date de cette décision.

Si le Revenu Distribuable du Fonds au cours d'un Exercice Comptable est négatif, la perte nette encourue au cours de cet Exercice Comptable sera capitalisée et imputée sur la valeur des Actifs du Fonds. En cas de perte nette au moment de la liquidation du Fonds, celle-ci sera imputée sur la valeur des Parts existantes du Fonds au prorata de la Valeur Liquidative de ces Parts.

Pour l'application du présent **Article 1**, le montant des revenus distribués à chaque Investisseur sera réputé être la quote-part du Revenu Distribuable versée à cet Investisseur, augmentée de toute retenue à la source d'impôt français due au titre de ces revenus. En outre, dans la mesure où le Fonds a reçu des revenus qui ont supporté une retenue à la source ou ouvrent droit à toute forme de crédit d'impôt, le montant du revenu distribué à tout Investisseur sera réputé être le montant total du Revenu Distribuable, augmenté de tout crédit d'impôt auquel l'Investisseur a droit.

Elle pourrait également décider en cours d'exercice la mise en distribution d'un ou plusieurs acomptes dans la limite des revenus nets distribués à la date de décision (les « **Acompte sur Dividende** »).

13. DISTRIBUTIONS DES PRODUITS DE CESSION

13.1. Distribution de l'Actif du Fonds

La Société de Gestion procédera à la Distribution de l'Actif du Fonds, en numéraire, avec ou sans rachat de Parts selon les modalités précisées ci-dessous.

La Société de Gestion ne procédera à des Distributions en nature qu'en période de liquidation et lorsqu'il s'agit d'instruments financiers admis à la négociation sur un marché réglementé au sens de l'article R. 214-32-18 du CMF si aucune disposition ou clause particulière ne limite la libre cessibilité de ces instruments.

Toutes les Distributions seront effectuées dans l'ordre indiqué à l'**Article 13.5**.

Toutes les Distributions effectuées sans rachat de Parts seront déduites de la Valeur Liquidative des catégories de Parts concernées par la Distribution.

Toute Distribution de l'Actif du Fonds fera l'objet d'une mention dans les rapports d'activité semestriels prévus à l'**Article 16**.

Tous les montants reçus par le Fonds, à l'exception des sommes distribuables visées à l'**Article 1**, seront distribuées, net de frais, dans les meilleurs délais après leur réception par le Fonds et ne seront retenus et/ou réinvesties que dans les cas visés ci-dessous et à l'**Article 13.2**.

Le Fonds aura le droit de conserver tout ou partie des montants reçus par le Fonds, y compris de tous Produits Nets, afin de :

- a. payer les dettes et frais du Fonds, y compris la Commission de Gestion, et toute autre somme, raisonnablement estimée par la Société de Gestion, qui pourrait être due par le Fonds ;
- b. faire face à tout engagement contracté en relation avec un Investissement cédé, tel que des garanties et/ou des indemnités ; et
- c. réinvestir ces montants conformément à l' **Article 13.3**.

En outre, à compter de l'expiration de la Période de Souscription, la Société de Gestion peut procéder à la répartition d'une fraction des Actifs du Fonds prévue au IX de l'article L. 214-28 du CMF.

Les répartitions des produits de cession (les « **Répartitions d'Avoirs** ») décidées par la Société de Gestion pourront être effectuées par voie de distribution sans annulation de Parts ou par voie de rachat de Parts (y compris de rachat partiel). -

La Société de Gestion peut prendre l'initiative, comme indiqué ci-dessus, et dans les conditions prévues par la législation et la réglementation en vigueur à la date d'agrément du Fonds par l'AMF ainsi que par le présent Règlement, de distribuer aux Parts les revenus ou de répartir tout ou partie des avoirs du Fonds. Cette décision peut également être motivée pour le respect du Quota Juridique applicables au Fonds.

Si les revenus ou avoirs ne sont pas distribués, ils sont capitalisés ou réinvestis conformément à la stratégie d'investissement du Fonds (telle que décrite à l' **Article 3**) notamment pour le respect des différents quotas et ratios du Fonds tels qu'exposés à l' **Article 4**.

Le Revenu Distribuable et les Produits de Cession peuvent être distribués / répartis, en tout ou partie, indépendamment l'un de l'autre. Les distributions de Revenu Distribuable ou les Répartitions d'Avoirs pourront être réalisées à des dates différentes selon qu'elles bénéficient à des parts de catégories différentes.

Au sein de chaque catégorie de Parts, la répartition s'effectuera au prorata du nombre de Parts détenues par chaque porteur dans les conditions du présent article et de l' **Article 13.5**.

La Société de Gestion pourra conserver dans le Fonds toutes les sommes qu'elle estime nécessaires pour permettre au Fonds soit de payer ses différents frais et charges, soit d'effectuer de nouveaux investissements dans le respect des ratios réglementaires qui lui sont applicables.

Toute distribution de Revenus Distribuables ou Répartition d'Avoirs fait l'objet d'une mention dans le rapport annuel du Fonds prévu à l' **Article 16.2**.

13.2. Réinvestissement par le Fonds

La Société de Gestion pourra conserver tout ou partie du Produit Net pour réinvestir ces montants à condition que la somme des Coûts d'Acquisition investis y compris les montants réinvestis par le Fonds, hors Investissements à Court Terme, n'exède pas cent (100) % de l'Engagement Global sur une base cumulée au cours de la Durée du Fonds.

13.3. Dispositions applicables aux Porteurs de Parts C

Afin de pouvoir se prévaloir des dispositions de l'article 150-0 A du CGI et nonobstant toutes dispositions contraires du Règlement, les Parts C du Fonds ne donneront pas lieu à versement ou distribution effective aux Porteurs de Parts C pendant la Période de Non-Distribution Fiscale.

Pendant la Période de Non-Distribution Fiscale, les versements ou distributions auxquelles ouvrent droit les Parts C au titre des dispositions du Règlement seront inscrits sur un compte de tiers ouvert

au nom des porteurs de Parts et pourront être investis à la discrétion de la Société de Gestion dans des fonds monétaires ou des instruments négociables à court terme. Les sommes ainsi bloquées seront distribuées aux Porteurs de Parts C à la Date de Clôture.

13.4. Distributions en nature pendant la période de liquidation du Fonds

La Société de Gestion peut, uniquement en période de liquidation du Fonds, effectuer des distributions d'instruments financiers admis à la négociation sur un marché réglementé au sens de l'article R. 214-32-18 du CMF si aucune disposition ou clause particulière ne limite la libre cessibilité de ces instruments.

Toute distribution en nature sera traitée pour les besoins du Règlement comme une cession d'un Investissement et en conséquence les instruments financiers seront distribués dans l'ordre indiqué à l'Article 13.5.

Pour les besoins de toute distribution en nature, la valeur des instruments financiers sera égale à la moyenne pondérée des cours de clôture constatés sur le marché réglementé sur les dix (10) jours de négociation précédant la date de distribution, nette de tous frais encourus par le Fonds ou la Société de Gestion dans le cadre de cette distribution.

En cas de première admission aux négociations sur un marché réglementé dans les cinq (5) jours de négociation précédant la date de distribution, la valeur des instruments financiers sera égale à la moyenne pondérée des cours de clôture constatés sur le marché réglementé sur la période entre la date de la première admission aux négociations et la date de distribution et sur les cinq (5) jours de négociation suivant la date de distribution.

Chaque Investisseur recevra, dans la mesure du possible, sa proportion de chaque catégorie d'instruments financiers distribués en nature, plus une soulte en numéraire dans le cas où l'Investisseur n'aurait pas reçu le nombre d'instruments auquel il a droit.

La Société de Gestion notifie à chaque Investisseur toute distribution en nature. Chaque Investisseur peut, dans les dix (10) Jours Ouvrés à compter de la date d'envoi de la notification, demander par écrit à la Société de Gestion que le paiement de la distribution soit effectué en numéraire plutôt qu'en nature.

La Société de Gestion fera ses meilleurs efforts pour vendre, pour le compte de chaque Investisseur ayant opté pour le paiement en numéraire, tous instruments financiers que la Société de Gestion propose de distribuer en nature et distribuera à l'Investisseur le produit de la vente, net des frais encourus par la Société de Gestion. Dans ce cas pour les besoins du Règlement, l'Investisseur sera réputé avoir reçu des instruments financiers en nature à la même valeur et à la même date que les Investisseurs ayant reçu des instruments financiers en nature.

13.5. Ordre des distributions

Toutes les Distributions seront effectuées par le Fonds après le paiement des frais et dettes du Fonds, y compris de la Commission de Gestion.

Les droits attachés aux Parts A, B, C et D s'exercent lors des Distributions en espèces effectuées par le Fonds à l'occasion desquelles les Porteurs de Parts d'une Catégorie ont vocation à recevoir une partie de l'Actif Net du Fonds attribuable à leur Catégorie de Parts selon l'ordre de priorité suivant :

- (a) d'abord aux Parts A, B et D de la Catégorie concernée, *pari passu*, jusqu'à ce qu'elles aient reçu un montant égal à leur Montant de Souscription (hors droits d'entrée et Commission de Souscription) ;

- (b) ensuite aux Parts C jusqu'à ce qu'elles aient reçu un montant égal à leur Montant de Souscription ;
- (c) ensuite aux Parts A, B et D de la Catégorie concernée, *pari passu*, jusqu'à chaque Part A, B et D ait reçu le Revenu Prioritaire qui lui est attribuable ;
- (d) ensuite aux Parts C jusqu'à ce que les Porteurs de Parts C aient reçu un montant égal à vingt-cinq (25) % du Revenu Prioritaire ;
- (e) le solde étant réparti à hauteur de quatre-vingt (80) % aux Parts A, B ou D de la Catégorie concernée et vingt (20) % aux Parts C.

Les Distributions au titre de chaque paragraphe ci-dessus sont effectuées *pari passu* entre Porteurs de Parts d'une même catégorie.

13.6. Réserve du Fonds

Nonobstant les dispositions de l'**Article 13.5**, afin d'assurer que les Porteurs de Parts C ne reçoivent pas de Distribution au titre du **paragraphe (e)** de l'**Article 13.5** pour un montant supérieur à vingt (20) % de la Plus-Value du Fonds, les montants distribuables aux Porteurs de Parts C au titre du **paragraphe (e)** de l'**Article 13.5** seront alloués à la Réserve du Fonds.

Après la Date de Remboursement, la Réserve du Fonds (y compris tous intérêts, gains et dividendes perçus conformément au paragraphe suivant) sera intégralement distribuée aux Porteurs de Parts C.

La Réserve du Fonds sera investie à la discrétion de la Société de Gestion dans des fonds monétaires ou des instruments négociables à court terme non spéculatifs. Tous les intérêts, gains et dividendes perçus au titre de la Réserve du Fonds ainsi investie seront versés aux Porteurs de Parts C dans les conditions décrites aux paragraphes précédents du présent **Article 13.6**. Durant la Période de Non-Distribution Fiscale, les Distributions effectuées à partir de la Réserve du Fonds au profit des Porteurs de Parts C sont soumises aux dispositions de l'**Article 13.4**.

Les informations concernant les montants alloués à la Réserve du Fonds ainsi celles concernant la façon dont ces montants sont investis en application du présent **Article 13.6** seront communiquées dans le rapport annuel du Fonds prévu à l'**Article 16.2**.

14. EVALUATION DU PORTEFEUILLE / REGLES DE VALORISATION

Afin de déterminer la Valeur Liquidative des Parts du Fonds, l'Actif du Fonds sera évalué par la Société de Gestion à chaque Date d'Etablissement de la Valeur Liquidative.

Les valeurs non cotées sont évaluées à la juste valeur, qui correspond au montant pour lequel il peut être échangé entre des parties bien informées, consentantes et agissant sans contrainte et dans des conditions de concurrence normale (ci-après la « **Juste Valeur** »). Pour déterminer le montant de cette Juste Valeur, la Société de Gestion recourt à une méthode adaptée à la nature, aux conditions et aux circonstances de l'investissement. Quelle que soit la méthode retenue (ci-dessous), la Société de Gestion procède à une estimation de la Juste Valeur d'une Société du Portefeuille à partir de sa valeur d'entreprise.

La Société de Gestion peut retraiter la valeur d'entreprise afin de tenir compte de tout actif ou passif non comptabilisé ou de tout autre facteur pertinent. La Société de Gestion tient compte dans la détermination de la Juste Valeur des différents degrés de séniorité des instruments financiers composant le capital de chaque Société du Portefeuille, et intègre les éventuels éléments dilutifs. Une décote de négociabilité pourra être appliquée le cas échéant.

Dans certaines situations, il ne sera pas possible d'établir une Juste Valeur de manière fiable. Dans ce cas, l'investissement est valorisé à la même valeur qui prévalait lors de la précédente évaluation, sauf en cas de dépréciation manifeste, auquel cas la valeur est diminuée de façon à refléter la dépréciation, telle qu'estimée.

En outre, la Société de Gestion devra tenir compte de tout élément susceptible d'augmenter ou diminuer de façon substantielle la valeur d'un Investissement.

La Société de Gestion doit évaluer l'impact des événements positifs et négatifs et ajuster la valeur comptable afin de refléter la Juste Valeur de l'Investissement au jour de l'évaluation. En cas de perte de valeur, la Société de Gestion devra diminuer la valeur de l'investissement du montant nécessaire.

Les parts et/ou actions d'OPCVM et de FIA sont évaluées sur la base de la dernière valeur liquidative.

La valeur de tous les Investissements libellés dans une autre devise que l'Euro est convertie en Euro suivant le cours des devises à Paris à la date de l'évaluation.

L'Actif du Fonds comprend tous les Investissements détenus par le Fonds, évalués tel qu'indiqué ci-dessus, plus les créances, les liquidités et les montants investis à court terme. L'Actif Net est déterminé en déduisant tout passif existant ou éventuel de la valeur de l'Actif du Fonds (calculée comme indiqué ci-dessus). La Société de Gestion doit établir la valeur liquidative des Parts du Fonds (la « **Valeur Liquidative** ») à la date suivante :

- Le dernier Jour Ouvré de chaque mois ;

et constituera une « **Date de Calcul de la Valeur Liquidative** ».

La Valeur Liquidative des Parts de chaque catégorie est calculée en divisant la quote-part de l'Actif Net attribuable à la catégorie de Parts concernée par le nombre de Parts de cette même catégorie.

15. EXERCICE COMPTABLE

La durée de l'Exercice Comptable est de douze (12) mois. Il commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre. Par exception, le premier Exercice Comptable commence le Premier Jour de Souscription de la Période de Souscription et se termine le 31 décembre 2021 et le dernier Exercice Comptable se termine le Dernier Jour de Liquidation.

16. DOCUMENTS D'INFORMATION – REUNION ANNUELLE D'INFORMATION DES INVESTISSEURS

16.1. Inventaire de l'Actif du Fonds

Dans un délai de six (6) semaines à compter de la fin de chaque semestre de l'Exercice Comptable, la Société de Gestion établit l'inventaire de l'Actif du Fonds, sous le contrôle du Dépositaire. L'inventaire est attesté par le Dépositaire.

A chaque fin de semestre, la Société de Gestion établit la composition de l'Actif du Fonds. Ce document est communiqué aux Investisseurs dans un délai de huit (8) semaines à compter de la fin de chaque semestre. Le Commissaire aux Comptes contrôle la composition de l'Actif avant communication aux Investisseurs. La composition de l'Actif du Fonds comprend :

- a. l'inventaire ;
- b. l'Actif Net ;
- c. le nombre de Parts du Fonds ;
- d. la Valeur Liquidative ;

e. les engagements hors bilan.

16.2. Rapport annuel et comptes annuels certifiés

A la clôture de chaque Exercice Comptable, la Société de Gestion établit les documents de synthèse et établit un rapport sur la gestion du Fonds pendant l'exercice écoulé. Ces documents qui comprennent les comptes annuels sont établis sous le contrôle du Commissaire aux Comptes.

La Société de Gestion tient ces documents à la disposition des Investisseurs dans un délai de trois (3) mois à compter de la fin de chaque Exercice Comptable, et les informe du montant des revenus auxquels ils ont droit : ces documents sont, soit transmis par courrier ou par email à la demande expresse des Investisseurs, soit mis à leur disposition chez la Société de Gestion ou le Dépositaire ou sur leurs sites internet respectifs protégés par un mot de passe.

16.3. Rapports semestriels

La Société de Gestion établit et communique aux Investisseurs dans un délai de quarante-cinq (45) Jours Ouvrés à compter de la fin de chaque semestre d'un Exercice Comptable un rapport non audité comprenant un aperçu du portefeuille d'investissement ainsi que des informations descriptives sur les Investissements et sur l'évolution du portefeuille.

16.4. Réunion Annuelle d'Information des Porteurs

La Société de Gestion organisera dans les meilleurs délais suivant la fin de chaque Exercice Comptable une réunion annuelle d'information des Investisseurs concernant les activités du Fonds.

17. GOUVERNANCE DU FONDS

17.1. Comité d'investissement

Un comité d'investissement ayant vocation à assister la Société de Gestion de façon générale sur la vie du Fonds sera constitué.

Il sera composé d'au moins deux (2) membres.

Les membres du comité d'investissement seront nommés par la Société de Gestion qui pourra désigner tout nouveau membre sur proposition du comité d'investissement.

Ce comité se réunira sur convocation, éventuellement téléphonique, de la Société de Gestion, aussi souvent que l'intérêt du Fonds l'exigera.

Les décisions du comité d'investissement sont prises à la majorité qualifiée de deux tiers (2/3) des membres présents ou représentés. Tout avis du comité d'investissement fera l'objet d'un procès-verbal signé par l'ensemble des membres présents ou représentés.

17.2. Vote des Porteurs

Dès lors que le vote des Porteurs est requis, la Société de Gestion adresse à chaque Porteur une description de la modification et/ou de l'opération envisagée ainsi que tous documents qu'elle estime nécessaires à l'information des Investisseurs (l' « **Avis de Consultation** »).

Les Porteurs devront communiquer leur vote à la Société de Gestion dans un délai de dix (10) Jours Ouvrés à compter de l'envoi du bulletin de vote et dans les conditions indiquées par la Société de Gestion. Un défaut de réponse d'un Porteur est considéré comme un vote positif.

A moins qu'il ne soit prévu des règles de majorité différentes au présent Règlement, l'accord écrit (pouvant consister en un ou plusieurs documents signés chacun par un ou plusieurs Investisseurs) des Porteurs représentant soixante-quinze (75) % de l'Engagement Global vaut accord des Investisseurs (l'« **Accord des Porteurs** »).

Les Porteurs disposeront d'un délai maximum de dix (10) Jours Ouvrés à compter de la date d'envoi de l'Avis de Consultation (la « **Période de Réponse** ») pour indiquer par écrit à la Société de Gestion s'ils approuvent ou non la modification et/ou l'opération envisagée.

Le défaut de réponse de tout Porteur à l'issue de la Période de Réponse vaut accord écrit du Porteur concerné sur la modification et/ou l'opération envisagée.

Tout Accord des Porteurs sur une modification et/ou une opération envisagée entrera en vigueur à l'issue de la Période de Réponse sauf mention spécifique telle que précisée dans l'Avis de Consultation.

17.3. Dispositions protectrices des intérêts des investisseurs

17.3.1. Restrictions applicables à l'endettement du Fonds

Le montant total des emprunts en espèces contracté directement par le Fonds ne doit pas excéder un montant égal au moins élevé à la limite légale de dix (10) ou de trente (30) % de l'Actif du Fonds pour lui permettre de faire face, à titre temporaire, à des demandes de rachat de parts par les porteurs de l'organisme ou à des engagements contractuels de souscription dans une entité mentionnée aux 3° et 4° du II de l'article R. 214-36 du CMF

17.3.2. Allocation des Investissements

A compter du Premier Jour de Souscription et jusqu'à la Date de Clôture, la Société de Gestion identifiera et analysera en priorité pour le compte du Fonds tout projet d'investissement entrant dans la Politique d'Investissement du Fonds.

Sous réserve de l'**Article 5**,

- (a) les fonctions exercées et obligations contractées par la Société de Gestion pour le compte du Fonds ne seront pas exclusives ;
- (b) la Société de Gestion et ses Affiliées pourront assumer des fonctions et obligations similaires pour des tiers et pourront agir sans restriction en tant que société de gestion ou conseil en investissement pour le compte d'autres fonds d'investissement ou entreprendre toute autre activité dès lors que ces fonds d'investissement et activités
  - (i) n'impliquent pas la mise en place de stratégies d'investissement similaires à la stratégie d'investissement du Fonds définie à l'**Article 3.1**; et
  - (ii) ne sont pas susceptibles de créer des situations de conflit d'intérêt pour la Société de Gestion et ses Affiliés.

TITRE III – LES ACTEURS

18. SOCIETE DE GESTION

La Société de Gestion gère le Fonds conformément à la Politique d'Investissement. La Société de Gestion représente le Fonds à l'égard des tiers et a tous pouvoirs pour agir pour le compte du Fonds. En particulier la Société de Gestion dispose des pouvoirs suivants (sans que cette liste soit limitative) :

- (a) identifier, d'évaluer, de sélectionner et négocier les opportunités d'Investissement ;
- (b) acquérir les Investissements entrant dans la Politique d'Investissement et vendre, échanger ou céder autrement les Investissements ;
- (c) exercer les droits, y compris les droits de vote, attachés aux titres ou autres droits détenus par le Fonds dans les Sociétés du Portefeuille ;
- (d) conclure des opérations d'achat ou de vente à terme et d'achat ou de vente conditionnelle ;
- (e) percevoir des Sociétés du Portefeuille des Honoraires de Transaction dont le bénéficiaire, la nature, le montant ou le mode de calcul sera communiqué aux Investisseurs dans le rapport annuel du Fonds ;
- (f) contracter des emprunts en numéraire pour le compte du Fonds dans les conditions prévues à l'**Article 17.3.1**;
- (g) conclure avec des tiers des conventions relatives à la gestion des participations du Fonds et comportant des engagements contractuels autres que de livraison ainsi que des conventions octroyant à des tiers tout droit portant sur l'Actif du Fonds et le Montant Non Appelé, y compris des sûretés personnelles ou réelles, dans des conditions définies dans le Règlement. Les Investisseurs consentent expressément que le Fonds peut conclure lesdites conventions ;
- (h) effectuer des Investissements de syndication ;
- (i) payer ou de faire payer par le Fonds toute Imposition à laquelle le Fonds, la Société de Gestion ou toute Affiliée sont assujettis pour le compte d'un Investisseur, à condition que la Société de Gestion notifie au préalable à cet Investisseur qu'il est soumis à cette Imposition, et prenne toutes les mesures raisonnables aux frais de cet Investisseur pour s'assurer que l'impôt établi est effectivement dû, et de payer les montants dus au titre de cette Imposition ;
- (j) prendre toutes les mesures nécessaires, notamment, la soumission de toutes les options ou déclarations du Fonds auprès des autorités américaines compétentes, afin que le Fonds puisse être qualifié de façon permanente comme « *venture capital operating company* » dans le sens du *Plan Assets Regulation* ou afin que le Fonds soit traité, au regard de l'impôt sur le revenu fédéral, d'un état et local des Etats-Unis comme un partnership et non comme une association imposable en tant que société (corporation) ;
- (k) de nommer toutes personnes, y compris ses mandataires sociaux et ses salariés, à des fonctions de gérants, d'administrateur, de membres du directoire ou du conseil de surveillance, ou à toute autre position équivalente, dans les Sociétés du Portefeuille et les Holding d'Investissement ; et
- (l) de conclure toute *Side Letter* avec les Investisseurs.

19. DEPOSITAIRE

Le Dépositaire assure les missions qui lui incombent en application des lois et règlements en vigueur ainsi que celles qui lui ont été contractuellement confiées par la Société de Gestion. Il doit s'assurer de la régularité des décisions de la Société de Gestion. Il doit, le cas échéant, prendre toutes mesures conservatoires qu'il juge utiles. En cas de litige avec la Société de Gestion, il informe l'AMF.

Le Dépositaire est désigné comme « centralisateur » des ordres de souscription et de rachat des parts du Fonds par délégation de la Société de Gestion et assure à ce titre l'exercice des tâches de centralisation conformément aux dispositions de l'article 411-67 du RGAMF. Par ailleurs le Dépositaire assure la tenue de registre du Fonds.

Le Dépositaire:

- a. s'assure que la vente, l'émission, le rachat, le remboursement et l'annulation des Parts effectués par le Fonds ou pour son compte, sont conformes aux dispositions législatives ou réglementaires applicables et au Règlement ;
- b. s'assure que le calcul de la valeur des Parts est conforme aux dispositions législatives ou réglementaires applicables et au Règlement ;
- c. exécute les instructions de la Société de Gestion, sauf si elles sont contraires aux dispositions législatives ou réglementaires et au Règlement ;
- d. s'assure que, dans les opérations portant sur les actifs du Fonds, la contrepartie lui est remise dans les délais d'usage ; et
- e. s'assure que les produits du Fonds reçoivent une affectation conforme aux dispositions législatives ou réglementaires applicables et au Règlement.

Le Dépositaire atteste à la clôture de chaque Exercice Comptable du Fonds :

- a. de l'existence des actifs dont il assure la conservation ;
- b. de la tenue de registre des autres actifs figurant dans l'inventaire qu'il produit et qu'il effectue dans les conditions mentionnées au II de l'article L. 214-24-8 du CMF ;
- c. du passif du Fonds, et notamment, de la tenue des porteurs de Parts.

Il contrôle également les Actifs du Fonds à la fin de chaque semestre.

20. DELEGATAIRE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

La Société de Gestion a délégué l'activité de gestion administrative et comptable du Fonds à la Société Générale SA, établissement de crédit créé le 8 mai 1864 dont le siège social est sis 29 boulevard Haussmann – 75886 Paris.

21. COMMISSAIRE AUX COMPTES

Le Commissaire aux Comptes est désigné par la Société de Gestion pour six (6) exercices et peut être renouvelé dans ses fonctions.

Il certifie la régularité et la sincérité des comptes.

Le Commissaire aux Comptes est tenu de signaler dans les meilleurs délais à l'AMF tout fait ou toute décision concernant le Fonds dont il a eu connaissance dans l'exercice de sa mission, de nature :

- a. à constituer une violation des dispositions législatives ou réglementaires applicables et susceptible d'avoir des effets significatifs sur la situation financière, le résultat ou le patrimoine ;

- b. à porter atteinte aux conditions ou à la continuité de son exploitation ;
- c. à entraîner l'émission de réserves ou le refus de la certification des comptes.

Les évaluations des actifs et la détermination des parités d'échange dans les opérations de transformation, fusion ou scission sont effectuées sous le contrôle du Commissaire aux Comptes.

Il contrôle la composition de l'actif et des autres éléments avant publication.

Les honoraires du Commissaire aux Comptes sont fixés d'un commun accord entre celui-ci et les organes compétents de la Société de Gestion au vu d'un programme de travail précisant les diligences estimées nécessaires.

En cas de liquidation, il évalue le montant des actifs et établit un rapport sur les conditions de cette liquidation. Il atteste les situations servant de base à la distribution d'acomptes.

Ses honoraires sont compris dans les frais récurrents de gestion et de fonctionnement du Fonds.

TITRE IV – LES FRAIS

22. PRESENTATION, PAR TYPES DE FRAIS ET COMMISSIONS REPARTIS EN CATEGORIES AGREGÉES, DES REGLES DE PLAFONNEMENT DE CES FRAIS ET COMMISSIONS, EN PROPORTION DU MONTANT DES SOUSCRIPTIONS INITIALES TOTALES AINSI QUE DES REGLES EXACTES DE CALCUL OU DE PLAFONNEMENT, SELON D'AUTRES ASSIETTES

« Les droits d'entrée et de sortie viennent augmenter le prix de souscription payé par l'investisseur ou diminuer le prix de remboursement. Les droits acquis au FCPR servent à compenser les frais supportés par le FCPR pour investir ou désinvestir les avoirs confiés. Les droits non acquis reviennent à la société de gestion, au commercialisateur, etc. »

Catégorie agrégée de frais, telle que mentionnée à l'article D. 214-80-2 du CMF	Description du type de frais prélevé	Règle de plafonnement de ces frais et commissions, en proportion du montant des souscriptions initiales (droit d'entrée inclus), en moyenne annuelle non actualisée sur l'ensemble de la durée de l'investissement			Règles exactes de calcul ou de plafonnement, en fonction d'autres assiettes que le montant des souscriptions initiales				Destinataire : distributeur ou gestionnaire	
		Taux Part A	Taux Part B	Taux Part D	Assiette	Taux ou barème part A	Taux ou barème part B	Taux ou barème part D		Description complémentaire
Droits d'entrée et de sortie	Droits d'entrée prélevés lors de la souscription des parts	0% à 0,71%			Souscription (hors droits d'entrée)	Entre 0% et 5%			Voir Article 9.1 + Commission de Souscription pour les souscriptions ultérieures à la Date de Constitution (2% par an sur une base pro rata temporis)	Droits d'entrée : Gestionnaire Commission de Souscription : Fonds
	Dont droits d'entrées rétrocédés	0% à 0,71%			Souscription (hors droits d'entrée)				Voir Article 9.1	Distributeur

Frais récurrents de gestion et de fonctionnement	Rémunération de la Société de Gestion, du Dépositaire, du CAC et du délégataire administratif et comptable	2,25%	2,00%	2,25%	Souscription (hors droits d'entrée)	2,25%	2,00%	2,25%	Voir Article 22.1	Gestionnaire
	Dont rétrocession	0,70%	0,70%	0,70%	Souscription (hors droits d'entrée)	0,70%	0,70%	0,70%	Voir Article 22.1	Distributeur
Frais de constitution	Frais liés à la constitution du Fonds (frais d'avocats, frais de reprographie, frais de marketing)	0,07%	0,07%	0,07%	Souscription (hors droits d'entrée)	0,50%	0,50%	0,50%	Voir Article 22.3	Gestionnaire
Frais de fonctionnement non récurrents liés à l'acquisition, au suivi et la cession des participations	Voir Article 22.2	0,07%	0,07%	0,07%	Souscription (hors droits d'entrée)	0,50%	0,50%	0,50%	Voir Article 22.2	Gestionnaire
Frais de gestion indirects	Voir Article 22.2	0,30%	0,30%	0,30%	Actif net	0,30%	0,30%	0,30%	Voir Article 22.2	Gestionnaire

Tous ces frais sont nets de taxe.

Avertissement : Les droits acquis au Fonds servent à compenser les frais supportés par le Fonds pour investir ou désinvestir les avoirs confiés. Les droits non acquis reviennent à la Société de Gestion, au commercialisateur etc.

Nonobstant toute autre stipulations du Règlement, le montant total des frais et commissions imputés au titre d'un même versement n'excédera pas les plafonds par application des dispositions de l'article 199 terdecies-0 A VII du CGI.

La Société de Gestion s'engage par ailleurs à ne plus prélever de frais ni de commissions à compter de l'atteinte du plafonnement mentionné à l'Article D.214-80-10 du CMF et s'engage à fournir le même niveau de prestation pendant toute la durée de vie du Fonds y compris en période de prorogation.

Le Fonds paiera à la Société de Gestion des frais récurrents de gestion et de fonctionnement s'élevant au maximum à 2.25% annuel sur le montant de souscription. Le taux de frais annuel maximal s'établit à 3,41% les trois premières années suivant l'année de la souscription et à 3% à compter de la quatrième année suivant le versement.

Ces frais et commissions globalisés sur la durée prorogée de l'investissement (7 ans) ne dépasseront pas au total 30 % du montant des souscriptions.

22.1. Frais récurrents de fonctionnement et de gestion du Fonds

Les frais récurrents de fonctionnement et de gestion du Fonds recouvrent tous les frais facturés directement au Fonds (dépenses), à l'exception des frais de transactions. Ils sont exprimés en charges

comprises et s'élèvent à 2,25% TTC par an maximum des souscriptions libérées pour les Porteurs de Parts A et D, et 2,00% TTC par an maximum des souscriptions libérées pour les Porteurs de Parts B.

Ces frais comprennent notamment :

- (i) la rémunération de la Société de Gestion ;
- (ii) la rémunération des intermédiaires chargés de la commercialisation
- (iii) la rémunération du Dépositaire ;
- (iv) la rémunération du délégué administratif et comptable;
- (v) la rémunération du Commissaire aux Comptes ;
- (vi) les frais d'administration du Fonds.

(a) **Rémunération de la Société de Gestion**

A compter de sa Date de Constitution jusqu'au Dernier Jour de Liquidation, le Fonds payera une commission de gestion annuelle détaillée ci-après à la Société de Gestion (la « **Commission de Gestion** »), étant précisé qu'en l'état actuel de la législation ces frais ne sont pas soumis à la TVA conformément aux dispositions de l'article 261 C du CGI et que la Société de Gestion n'a pas opté pour la TVA.

La Commission de Gestion de la Société de Gestion sera calculée comme suit :

- (a) En ce qui concerne les Porteurs de Parts A : la Société de Gestion percevra pour chaque Part A une Commission de Gestion annuelle égale à deux virgule vingt-cinq (2,25) % (TTC) du plus haut entre :
  - (i) Le Montant de Souscription de la Part A concernée (hors droit d'entrée et Commission de Souscription) et
  - (ii) La Valeur Liquidative de la Part concernée retraitée de toute Commission de Gestion ;
- (b) En ce qui concerne les Porteurs de Parts B : la Société de Gestion percevra pour chaque Part B une Commission de Gestion annuelle égale à deux (2,00) % (TTC) du plus haut entre :
  - a. Le Montant de Souscription de la Part B concernée (hors droit d'entrée et Commission de Souscription) et
  - b. La Valeur Liquidative de la Part concernée retraitée de toute Commission de Gestion ;
- (c) En ce qui concerne les Porteurs de parts C, la Société de Gestion ne percevra aucune Commission de Gestion ; et
- (d) En ce qui concerne les Porteurs de Parts D : la Société de Gestion percevra pour chaque Part D une Commission de Gestion annuelle égale à deux virgule vingt-cinq (2,25) % (TTC) du plus haut entre :
  - a) Le Montant de Souscription de la Part D concernée (hors droit d'entrée et Commission de Souscription) et
  - b) La Valeur Liquidative de la Part concernée retraitée de toute Commission de Gestion ;

La Commission de Gestion est payée au moyen d'acomptes trimestriels basés sur le cumul des montants provisionnés non réglés au dernier calcul des Valeurs Liquidatives étant précisé que :

- c) Le solde de la Commission de Gestion due annuellement au 31 décembre sera payable, sous déduction des acomptes versés au cours de l'Exercice Comptable, dans le trimestre suivant la clôture dudit Exercice Comptable ; et
- d) La Commission de Gestion due au titre du premier Exercice Comptable du Fonds est calculé *pro rata temporis* depuis la Date de Constitution du Fonds et calculée sur le total des Montants de Souscription libérées par les Porteurs de Parts A, les Porteurs de Parts B et les Porteurs de Parts D à la date de clôture de cet Exercice Comptable.

Les éventuels honoraires de conseils et de transactions que pourrait percevoir la Société de Gestion des sociétés cibles dans lesquelles le Fonds détient une Participation au cours d'un Exercice Comptable seront imputés sur la Commission de Gestion au prorata du pourcentage détenu par le Fonds dans la société débitrice, apprécié au jour du paiement desdits honoraires.

Ni le Fonds ni la Société de Gestion ne supporteront de droits de garde liés à la conservation des parts du Fonds pour le compte des Porteurs de Parts.

Dans l'hypothèse où tout ou partie d'une échéance trimestrielle de paiement ne pourrait être versée, faute d'une trésorerie libre suffisante, le solde de la rémunération due et non versée sera provisionné pour paiement dès que la trésorerie libre du Fonds le permettra.

Par ailleurs, la Commission de Gestion perçue par la Société de Gestion inclut la part devant être reversée annuellement (jusqu'à la fin des opérations de liquidation) aux Commercialisateurs et qui ne pourra excéder pour chaque Part A, Part B ou Part D zéro virgule sept (0,7) % du Montant de Souscription de la Part concernée.

(b) **Rémunération des Commercialisateurs**

Les Commercialisateurs pourront percevoir (i) tout ou partie des droits d'entrée tels que définis au Règlement et (ii) une rétrocession versée par la Société de Gestion sur la part de ses frais de gestion égale à pour chaque Part A, Part B ou Part D zéro virgule sept (0,7) % du Montant de Souscription de la Part concernée nette des droits d'entrée et Commissions de Souscription jusqu'à la liquidation du Fonds.

Les rétrocessions récurrentes débiteront à compter du 1er jour du trimestre suivant la date de validation des souscriptions intermédiées (pour une souscription le 15 mars, la commission sera calculée au 30 juin sur la base de quatre-vingt-dix (90) jours, soit du 1er avril au 30 juin).

(c) **Autres frais**

Le Fonds payera tous les frais encourus dans le cadre de son fonctionnement et de son activité (les « **Autres Frais de Gestion** »), y compris, et sans que cette liste ne soit limitative :

1. la rémunération du Dépositaire ;
2. la rémunération du délégué administratif et comptable;
3. la rémunération du Commissaire aux Comptes ; et
4. les frais d'administration du Fonds : les frais relatifs à la gestion des Porteurs de Parts, aux obligations légales du Fonds, notamment administratives, comptables et de communication avec les Porteurs de Parts. Il s'agit des frais administratifs, de comptabilité, des frais de tenue du registre des Porteurs de Parts, des frais d'impression et d'envoi des rapports et notices prévus par la réglementation en vigueur ou exigés par les autorités compétentes, ainsi que des frais de communication non obligatoire correspondant aux courriers envoyés aux Porteurs de Parts, notamment la lettre d'information périodique aux porteurs et les rapports semestriels et annuels sur la gestion du Fonds;

étant précisé que le Fonds ne payera pas les dépenses liées aux frais généraux de la Société de Gestion qui doivent être apportés par la Société de Gestion, y compris les rémunérations et remboursements de frais payés à ses employés, les dépenses de loyer et d'utilisation des services publics.

La somme globale des frais visés au paragraphe précédent, ne pourra excéder annuellement zéro virgule (0,30) % de l'Engagement Global en moyenne annualisée sur toute la Durée du Fonds et jusqu'au Dernier Jour de Liquidation, étant précisé que tout montant compris dans cette limite qui n'est pas utilisé au cours de l'année concernée peut être reporté sur les années suivantes. La Société de Gestion supportera tout excédent.

Ces frais seront pris en charge par le Fonds. La Société de Gestion qui aura pu avancer une partie de ces frais sera remboursée par le Fonds sur présentation des justificatifs.

22.2. Frais non récurrents de fonctionnement liés à l'acquisition, au suivi et à la cession des Investissements

Les frais et dépenses relatifs aux transactions elles-mêmes (les « **Frais de Transaction** ») peuvent être payés par les Holdings d'Investissement qui effectuent l'Investissement ou le cas échéant directement par les Sociétés du Portefeuille.

A défaut, le Fonds payera tous les frais et dépenses facturés par des tiers (y compris tous frais d'enregistrement et honoraires de professionnels) à raison de l'identification, de l'évaluation, de la négociation, de l'acquisition, de la détention, du suivi, de la protection et de la cession des Investissements, y compris, et sans que cette liste ne soit limitative :

1. les frais d'intermédiaires, apporteurs d'affaires, banques d'affaires et autres frais similaires
2. les frais liés à une introduction sur un marché (réglementé ou non) et autres frais similaires,
3. les frais juridiques, fiscaux et comptables,
4. les frais d'audit et d'évaluation,
5. les frais de constitution et de fonctionnement de tout Holding d'Investissement ;
6. les honoraires de consultants et experts externes (y compris les frais de valorisation) ;
7. les intérêts d'emprunts ;
8. les frais bancaires (y compris les commissions d'engagement ou autres frais similaires) ;
9. les frais liés aux opérations de couverture ;
10. les dépenses extraordinaires (y compris des frais de contentieux, à l'exception des frais engagés dans le cadre de contentieux avec les Investisseurs) ;
11. les droits et taxes de nature fiscale et notamment les droits d'enregistrement ;
12. les commissions de syndication / de montage ; et
13. les frais liés à une introduction en bourse.

La somme globale des frais visés au paragraphe précédent, excéder annuellement zéro virgule cinquante (0,50) % de l'Engagement Global en moyenne annualisée sur toute la Durée du Fonds et jusqu'au Dernier Jour de Liquidation, étant précisé que tout montant compris dans cette limite qui n'est pas utilisé au cours de l'année concernée peut être reporté sur les années suivantes.

Le Fonds payera tous les Frais de Transactions Non Réalisées.

22.3. Frais de Constitution

La Société de Gestion facturera au Fonds, sur la base des frais réels et à hauteur d'un montant maximum égal à zéro virgule cinq (0,50) % (hors taxes) de l'Engagement Global tous les frais encourus dans le cadre de sa création et de sa commercialisation (les « **Frais de Constitution** ») tel que (sans que cette liste ne soit limitative) :

1. les frais juridiques, fiscaux et comptables ;
2. les frais de commercialisation et de promotion (y compris les frais d'impression et les frais postaux) ;
3. les honoraires de consultants et d'audit ;
  - a. les débours raisonnables qui ont été supportés par les courtiers et intermédiaires ; et
  - b. les frais de déplacement et les autres frais de constitution, mais à l'exclusion des commissions dues aux agents de placement, courtiers et intermédiaires, ces coûts étant à la charge de la Société de Gestion,

étant précisé que les commissions variables et frais dus aux conseils et intermédiaires et agents de placement ainsi que tout montant excédant la limite susvisée, seront supportés par la Société de Gestion.

22.4. Frais indirects liés à l'investissement du Fonds dans d'autres parts ou actions d'OPCVM/FIA

Le coût induit par l'achat de parts ou actions d'OPCVM/FIA comprend l'ensemble des frais indirects supportés par le Fonds à l'occasion de l'investissement dans des OPCVM/FIA. Il se décompose en :

- a. des commissions de souscription/rachat, c'est-à-dire au coût lié à l'acquisition ou à la détention d'un OPCVM/FIA cible ;
- b. des frais facturés directement à l'OPCVM/FIA cible qui constituent des coûts indirects pour le Fonds acheteur.

Ils sont fonction du montant investi par le Fonds dans des OPCVM/FIA (notamment pour la gestion de la trésorerie et en début et en fin de vie du Fonds) et sont donc susceptibles d'évoluer à la hausse ou à la baisse. L'ensemble de ces frais ne seront pas supérieurs annuellement à zéro virgule un pourcent (0,1) % (hors taxes) de l'Engagement Global du Fonds.

Les frais indirects liés à l'investissement dans d'autres parts ou actions d'OPCVM/FIA ne seront pas refacturés au Fonds.

22.5. Commissions de mouvement

Aucune commission de mouvement ne sera prélevée.

23. MODALITES SPECIFIQUES DE PARTAGE DE LA PLUS-VALUE ("CARRIED INTEREST")

Les droits attachés aux Porteurs de Parts C et les modalités de calcul des valeurs liquidatives des Parts C sont respectivement décrits aux **Articles 1.1** et **14**.

Description des principales règles de partage de la plus-value (" <i>carried interest</i> ") dans le Fonds	Abréviations ou formules de calcul	Valeur
Pourcentage maximum des Produits Bruts et Plus-Values Brutes du Fonds attribués aux parts dotées de droits différenciés dès lors que le nominal des parts aura été remboursé au souscripteur	(PVD)	20 %
Pourcentage minimal du montant des souscriptions initiales totales que les titulaires de parts dotés de droits différenciés doivent souscrire pour bénéficier du pourcentage (PVD)	(SM)	0,25 %
Pourcentage de rentabilité du Fonds qui doit être atteint pour que les titulaires de parts du Fonds et dotés de droits différenciés puissent bénéficier du pourcentage (PVD)	(RM)	161 %

TITRE V – OPERATION DE RESTRUCTURATION ET ORGANISATION DE LA FIN DE VIE DU FONDS

24. FUSION – SCISSION

Après obtention de l'agrément de l'AMF, la Société de Gestion peut :

- soit faire apport, en totalité ou en partie, des actifs compris dans le Fonds à un autre fonds qu'elle gère ;
- soit scinder le Fonds en deux ou plusieurs autres fonds dont elle assurera la gestion.

Ces opérations de fusion ou de scission ne peuvent être réalisées qu'un (1) mois après que les Porteurs de Parts du Fonds en ont été avisés. La Société de Gestion informera également le Dépositaire avant la réalisation de telles opérations.

Elles donnent lieu à la délivrance d'une nouvelle attestation précisant le nombre de Parts détenues par chaque Porteur de Parts.

25. PRE-LIQUIDATION

Le Fonds pourra entrer en période de pré-liquidation dans les conditions définies dans le CMF après déclaration à l'AMF et au service des impôts auprès duquel la Société de Gestion dépose sa déclaration de résultats. Cette période de pré-liquidation se terminera à la dissolution du Fonds.

25.1. Conditions d'ouverture de la période de pré-liquidation

Conformément à l'article R. 214-40 du CMF, la Société de Gestion peut, après déclaration à l'AMF et au service des impôts auprès duquel la Société de Gestion dépose sa déclaration de résultats, placer le Fonds en période de pré-liquidation :

- (a) à compter de l'ouverture de l'exercice suivant la clôture de son cinquième Exercice Comptable, si, depuis l'expiration d'une période de dix-huit (18) mois au plus qui suit la Date de Constitution du Fonds, il n'a pas été procédé à des souscriptions de Parts autres que celle effectuées auprès de ses Porteurs de Parts existants du Fonds ayant souscrit au cours de la période de dix-huit (18) mois précitée :
  - (i) pour permettre au Fonds de réinvestir en parts, actions, obligations remboursables, obligations convertibles ou titres participatifs ainsi qu'en avances en comptes courants dans des sociétés non admises aux négociations sur un Marché d'Instruments Financiers ou dans des entités mentionnées au 2° du II de l'article L. 214-28 dont les titres ou droits figurent à son actif ; ou
  - (ii) pour satisfaire l'obligation de réinvestissement prévue à l'article 163 *quinquies* B du CGI ;
- (b) à compter de l'ouverture de l'exercice suivant la clôture du cinquième (5^{ème}) exercice qui suit celui au cours duquel sont intervenues les dernières souscriptions du Fonds, dans les autres cas.

A compter de la déclaration à l'AMF et au service des impôts, visées ci-dessus, le Fonds ne sera plus tenu de respecter le Quota Juridique et les ratios des paragraphes II et III de l'article R. 214-36 du CMF.

Après déclaration à l'AMF et au moins trois (3) jours ouvrés avant l'ouverture de la période de pré-liquidation, la Société de Gestion adresse aux Porteurs de Parts du Fonds une information individuelle (sous forme de lettre ou de documentation d'information) portant sur l'ouverture de cette période et précisant les conséquences éventuelles sur la gestion du Fonds. La Société de Gestion informe également le Dépositaire.

25.2. Conséquences liées à l'ouverture de la pré-liquidation

Pendant la période de pré-liquidation, le Fonds est soumis à des modalités particulières de fonctionnement en vue de faciliter la liquidation des actifs du portefeuille par la Société de Gestion.

Conformément à l'article R. 214-41 du CMF, pendant la période de pré-liquidation, le Fonds :

- (a) ne peut plus faire procéder à de nouvelles souscriptions de Parts autres que celles de leurs Porteurs de Parts à la date de son entrée en période de pré-liquidation pour réinvestir en parts, actions, obligations remboursables, obligations convertibles ou titres participatifs ainsi qu'en avances en comptes courants dans des sociétés non admises aux négociations sur un Marché d'Instruments Financiers ou dans des entités mentionnées au 2° du II de l'article L. 214-28 du CMF dont les titres ou droits figurent à son actif ;
- (b) peut, par dérogation à l'article R. 214-43 du CMF, céder à une Entreprise Liée des titres de capital ou de créance détenus depuis plus de douze (12) mois. Dans ce cas, les cessions sont évaluées par un expert indépendant sur rapport du Commissaire aux Comptes. Ces cessions ainsi que le rapport y afférent sont communiqués à l'AMF ;
- (c) ne peut détenir à son actif à compter de l'ouverture de l'exercice qui suit celui au cours duquel est ouverte la période de pré-liquidation que :
  - (i) des titres ou droits de sociétés non admises aux négociations sur un Marché d'Instruments Financiers ou des titres ou droits de sociétés admises aux négociations sur un marché d'instruments financiers lorsque ces titres ou droits auraient été pris en compte pour l'appréciation du Quota Juridique si le Fonds n'était pas entré en période de pré-liquidation, des avances en comptes courants à ces mêmes sociétés ainsi que des droits dans des entités mentionnées au 2° du II de l'article L. 214-28 du CMF dont les titres ou droits figurent à son actif ;
  - (ii) des investissements réalisés aux fins du placement des produits de cession de leurs actifs et autres produits en instance de distribution au plus tard jusqu'à la clôture de l'exercice suivant celui au cours duquel la cession a été effectuée ou les produits réalisés, et du placement de sa trésorerie à hauteur de vingt (20) % de la Valeur Liquidative du Fonds.

26. DISSOLUTION

La Société de Gestion procédera à la dissolution du Fonds à l'expiration de la Durée ou à l'expiration de la Durée prorogée conformément à l'**Article 8**.

La Société de Gestion pourra de sa propre initiative dissoudre le Fonds à toute date antérieure.

En outre, le Fonds sera automatiquement dissous par anticipation dans les cas suivants :

- a. si l'Actif du Fonds demeure inférieur trois cents mille (300 000) euros pendant une durée de trente (30) jours calendaires ;
- b. si la Société de Gestion fait l'objet d'une liquidation judiciaire ou d'un retrait d'agrément par l'AMF sauf si les Investisseurs décident par un Accord Extraordinaire des Investisseurs de transférer la gestion du Fonds à une autre société de gestion. Toute nouvelle société de gestion devra se conformer au Règlement et aux accords acceptés par la Société de Gestion. Le Dépositaire sera informé.

27. LIQUIDATION

En cas de dissolution du Fonds, la Société de Gestion est chargée des opérations de liquidation et continue à recevoir la rémunération prévue à l'**Article 22.1 (a)**.

La Société de Gestion (ou le liquidateur, selon le cas) est investie des pouvoirs les plus étendus pour céder à l'Actif du Fonds, payer les dettes, obligations et charges du Fonds ainsi que les frais de liquidation et répartir le boni de liquidation entre les investisseurs conformément à l'**Article 13.5**.

Le liquidateur pourra distribuer en nature aux Porteurs tout ou partie des Investissements du Fonds, lorsqu'il s'agit d'instruments financiers admis à la négociation sur un marché réglementé au sens de l'article R. 214-32-18 du CMF si aucune disposition ou clause particulière ne limite la libre cessibilité de ces instruments. En cas de distributions en nature, les Investissements seront valorisés pour les besoins de la distribution selon les modalités prévues à l'**Article 13.4**.

Le liquidateur peut décider de distribuer les fonds devenus disponibles en cours de liquidation (l' « **Acompte sur Liquidation** »).

Au Dernier Jour de Liquidation :

- (a) si les Porteurs n'ont pas reçu la totalité des montants visés aux paragraphes (a), (b), (c) et (d) de l'**Article 13.5**, tout ou partie de la Réserve du Fonds sera distribuée aux Porteurs jusqu'à ce que les Porteurs aient reçu la totalité de ces montants ;
- (b) ensuite, si les Porteurs ont reçu la totalité des montants visés aux paragraphes (a), (b), (c) et (d) de l'**Article 13.5** et si la Plus-Value Parts C excède vingt (20) % de la Plus-Value du Fonds, tout ou partie de la Réserve du Fonds sera distribuée aux Porteurs de Parts A et aux Porteurs de Parts B jusqu'à ce que la Plus-Value Parts C soit égale à vingt (20) % de la Plus-Value du Fonds ;
- (c) enfin, si les Porteurs ont reçu la totalité des montants visés aux paragraphes (a), (b), (c) et (d) de l'**Article 13.5** et si la Plus-Value Parts C est inférieure ou égale à vingt (20) % de la Plus-Value du Fonds, la Réserve du Fonds sera distribuée aux Porteurs de Parts C.

TITRE VI – DISPOSITIONS DIVERSES

28. MODIFICATION DU REGLEMENT

28.1. Principe

Toute proposition de modification du Règlement est prise à l'initiative de la Société de Gestion. Cette modification ne devient effective qu'après information du Dépositaire et des Porteurs de Parts du Fonds, selon les modalités définies par l'instruction de l'AMF en vigueur.

Toute modification du Règlement requiert l'accord de la Société de Gestion et l'Accord des Porteurs, sauf disposition contraire du Règlement. Le défaut de réponse dans les conditions indiquées par la Société de Gestion sera considéré comme un accord du Porteur.

28.2. Exceptions

Nonobstant les dispositions de l'**Article 28.1**:

- (a) toute modification du Règlement qui : (i) exige d'un Porteur particulier (y compris un Porteur de Parts C) qu'il effectue des versements supplémentaires au Fonds au-delà du montant de son Engagement ou (ii) augmente les responsabilités ou les obligations, ou diminue les droits ou les protections, d'un Porteur particulier ou d'un groupe de Porteurs particuliers d'une manière différente des autres porteurs de Parts de la même catégorie (y compris toute modification de l'ordre de distribution) requiert l'accord de l'Investisseur ou du groupe d'Investisseurs concernés affectés défavorablement par cette modification ;
- (b) toute modification de l'**Article 28.2 (a)** requiert l'accord de la Société de Gestion et l'accord unanime des Porteurs ;
- (c) le Règlement peut être modifié par la Société de Gestion sans l'accord des Porteurs lorsque la modification a pour objet :
  - (i) de mettre à jour le Règlement afin de permettre au Fonds de se conformer à toute modification de la loi et/ou de la réglementation applicable au Fonds, à la Société de Gestion ou au Dépositaire ;
  - (ii) d'adapter la méthodologie de valorisation de l'Actif du Fonds retenue par la Société de Gestion ;
  - (iii) de transposer toute modification du Règlement de déontologie des sociétés de gestion de portefeuille intervenant dans le capital investissement de France Invest (anciennement Association Française des Investisseurs pour la Croissance) pris en application des dispositions du Règlement Général de l'AMF ;
  - (iv) de transposer toute modification de la loi et/ou de la réglementation relative à la fiscalité applicable aux Porteurs ou au Fonds ;
  - (v) de changer la dénomination du Fonds ;
  - (vi) de changer ou prendre acte du changement du Dépositaire, du centralisateur ou du Commissaire aux Comptes ou de la dénomination sociale de la Société de Gestion ;
  - (vii) de corriger ou compléter une de ses dispositions qui serait incomplète, ou incohérente avec toute autre de ses dispositions, ou corriger toute erreur y compris, et sans que cette liste ne soit limitative, d'impression, de sténographie ou de secrétariat et toutes omissions, à condition qu'une telle modification n'affecte pas défavorablement et significativement les droits et obligations des Investisseurs ; ou
  - (viii) de modifier les Annexes.

En cas de modification du Règlement, la Société de Gestion communiquera, dans les meilleurs délais, aux Investisseurs, au Dépositaire, au Commissaire aux Comptes et à l'AMF la version à jour du Règlement en indiquant la date d'entrée en vigueur des nouvelles dispositions du Règlement.

Toute modification des **Articles 13.5, 13.6** et du présent **Article 28.2** du Règlement requiert également l'accord écrit des Porteurs de Parts C détenant ensemble des Engagements au titre des Parts C d'un montant égal ou supérieur à soixante-quinze (75) % du total des Engagements au titre des Parts C.

29. CONTESTATION - ÉLECTION DE DOMICILE

Le Règlement et les droits, obligations et relations soit entre les Investisseurs, soit entre les Investisseurs et la Société de Gestion, seront régis et interprétés conformément à la loi française. Tout différend ou litige en relation avec le Fonds survenant pendant la Durée du Fonds ou pendant la période de liquidation, soit entre les Investisseurs, soit entre les Investisseurs et la Société de Gestion, sera régi par la loi française et relèvera de la compétence des tribunaux de Paris.

30. CONFIDENTIALITE

30.1. Information Confidentielle

Toutes les informations, écrites ou orales, communiquées aux Investisseurs au titre de leur investissement dans le Fonds, concernant les activités du Fonds, de la Société de Gestion et ses Affiliées, les Sociétés du Portefeuille et leurs Affiliées, les investissements envisagés et les Investisseurs, notamment dans les rapports visés à l'**Article 16**, les procès-verbaux du Comité Consultatif et lors des réunions du Comité Consultatif et des réunions d'Investisseurs sont strictement confidentielles (ci-après la ou les « **Information(s) Confidentielle(s)** »).

Nonobstant ce qui précède, les Informations Confidentielles n'incluent pas les informations :

- (a) dont l'Investisseur a eu connaissance avant d'en avoir été informé par la Société de Gestion ; ou
- (b) qui sont entrées dans le domaine public par tout autre moyen que la violation par l'Investisseur de ses obligations ; ou
- (c) que la Société de Gestion (agissant raisonnablement) considère nécessaire de rendre publique afin de permettre au Fonds de réaliser un Investissement ou d'obtenir un financement.

Les Investisseurs ne devront pas, sans l'accord préalable écrit de la Société de Gestion, communiquer les Informations Confidentielles ou les utiliser de quelque façon que ce soit, notamment à l'encontre des intérêts du Fonds, de la Société de Gestion et de ses Affiliées, des Sociétés du Portefeuille et de leurs Affiliées.

30.2. Exception à l'obligation de confidentialité

Nonobstant l'**Article 30.1**, un Investisseur pourra communiquer les Informations Confidentielles :

- (a) à ses employés, mandataires sociaux, dirigeants, et conseils professionnels qui ont besoin de l'Information Confidentielle dans le but d'évaluer et de suivre la souscription de l'Investisseur dans le Fonds ;
- (b) à toute personne lorsque la communication est obligatoire en vertu de la loi ou de la réglementation applicable à l'Investisseur ou d'une décision rendue par une cour de justice ;

- (c) à ses investisseurs directs lorsque l'Investisseur est un fonds d'investissement à condition que (i) l'Investisseur soit soumis à des obligations d'information au titre de ses documents constitutifs, (ii) l'Investisseur ait notifié préalablement la Société de Gestion à cet égard lors de la souscription ou de l'acquisition de ses Parts, et (iii) la communication ne porte que sur les Informations Confidentielles suivantes : (w) les Coûts d'Acquisition des Investissements du Fonds dans les Sociétés du Portefeuille, (x) l'activité, l'industrie et la localisation des Sociétés du Portefeuille, (y) la valorisation des Sociétés du Portefeuille telle que communiquée aux Investisseurs par le Fonds, (z) toute autre Information Confidentielle sous réserve de l'accord de la Société de Gestion ;

étant précisé que pour les paragraphes (a) et (c) la communication ne sera autorisée qu'à condition que l'Investisseur obtienne de chacun des destinataires des Informations Confidentielles un engagement de ne pas communiquer les Informations Confidentielles ou les utiliser à l'encontre des intérêts du Fonds, de la Société de Gestion et de ses Affiliées, des Sociétés du Portefeuille et de leurs Affiliées. Chaque Investisseur garantit à la Société de Gestion qu'il veillera à ce que les destinataires des Informations Confidentielles respectent cet engagement.

Chaque Investisseur assujéti à une obligation de communication des Informations Confidentielles telle que décrite au paragraphe (b) ci-dessus devra notifier immédiatement la Société de Gestion dès qu'il a connaissance d'une demande de tiers (autre que toute autorité gouvernementale, de régulation ou fiscale à laquelle cet Investisseur est tenu de faire des déclarations) ayant pour objet la communication d'Informations Confidentielles par cet Investisseur à ce tiers et dans ce cas, cet Investisseur devra (1) coopérer pleinement avec la Société de Gestion dans la mesure où celle-ci essaie d'obtenir toute mesure protectrice ou tout autre moyen fiable permettant de s'assurer que le caractère confidentiel de tout ou partie de l'Information Confidentielle soit préservé, (2) s'abstenir de révéler tout ou partie de l'Information Confidentielle jusqu'à ce que la Société de Gestion ait mis en œuvre tous les recours possibles afin de limiter la communication de tout ou partie de l'Information Confidentielle, et (3) prendre toutes les mesures raisonnables pour empêcher, à ses frais, ou faire en sorte que ses investisseurs empêchent, à leurs frais, toute demande en justice ou autre visant à obtenir la communication de tout ou partie de l'Information Confidentielle afin d'en préserver le caractère confidentiel.

Dans le cadre de la gestion du Fonds, la Société de Gestion est autorisée à communiquer à toute personne les informations concernant le Fonds, notamment l'identité des Investisseurs et leurs Engagements respectifs dans le Fonds.

30.3. Exception à la communication de l'Information Confidentielle

Nonobstant toute autre disposition du Règlement, la Société de Gestion pourra refuser de fournir à un Investisseur toute Information Confidentielle si :

- (a) le Fonds, la Société de Gestion ou toute Affiliée est contraint en vertu de la loi ou d'un contrat avec un tiers de ne pas communiquer les Informations Confidentielles ; ou
- (a) la Société de Gestion estime de bonne foi que la communication de l'information à l'Investisseur n'est pas dans le meilleur intérêt du Fonds, de la Société de Gestion, ses Affiliées ou des Sociétés du Portefeuille ; ou
- (b) la Société de Gestion estime de bonne foi qu'il est raisonnablement envisageable que les Informations Confidentielles puissent être communiquées par l'Investisseur du fait que l'Investisseur est assujéti à des lois relatives à l'accès à l'information telle que décrite à l'**Article 30.2 (b)** et que la communication des Informations Confidentielles n'est pas dans

le meilleur intérêt du Fonds, de la Société de Gestion, ses Affiliées ou des Sociétés du Portefeuille ; ou

- (c) l'Investisseur est en violation du présent **Article 30** et/ou les investisseurs de cet Investisseur sont en violation de leur engagement de confidentialité mentionné à l'**Article 30.2** ci-dessus.

Si la Société de Gestion choisit de bonne foi de ne pas communiquer à un Investisseur une information conformément au présent **Article 30**, la Société de Gestion pourra décider de mettre les Informations Confidentielles à la disposition de l'Investisseur pour consultation dans les locaux de la Société de Gestion (ou tout autre lieu désigné par la Société de Gestion) ou d'en permettre uniquement la lecture sur un site internet désigné par la Société de Gestion.

30.4. Exception à la communication aux Porteurs de Parts C

Nonobstant ce qui précède, la Société de Gestion pourra cesser de communiquer des informations relatives à chaque Société du Portefeuille aux Porteurs de Parts C qui ne sont plus membres de l'Equipe d'Investissement du Fonds ou n'agissent plus pour le compte de la Société de Gestion ou de ses Affiliées, ou ne sont plus des salariés de la Société de Gestion ou de ses Affiliées.

31. INDEMNISATION

Aucune des Personnes Indemnisées ne sera tenue responsable des dommages subis par le Fonds ou par les Investisseurs en relation avec les fonctions exercées conformément au Règlement, ou conformément à un contrat de délégation de gestion le cas échéant ou tout autre contrat relatif au Fonds, ou au titre de fonctions en tant qu'Administrateur Nommé, ou de tout autre dommage qui naitrait dans le cadre du fonctionnement, des affaires ou des activités du Fonds, sauf en cas de fraude, dol, ou infraction pénale commise par la Personne Indemnisée ou, en ce qui concerne les Personnes Physiques Indemnisées, sauf en cas de faute lourde (à condition que cette faute lourde ait eu des conséquences économiques défavorables pour les Investisseurs ou le Fonds), et ce tel que déterminé en dernier ressort par une juridiction compétente française.

Le Fonds indemnisera les Personnes Indemnisées à concurrence des Actifs du Fonds pour tous passifs, dettes, actions, procès, procédures, réclamations et demandes, tous dommages, pénalités et tous frais et débours y afférant (y compris les frais d'avocat) qui sont encourus ou seront encourus par les Personnes Indemnisées et (i) survenant dans le cadre de ses fonctions ou de ses activités de société de gestion, ou (ii) liés ou causés par tout événement ou autre circonstance lié à ou résultant de l'exercice de ses fonctions ou de ses activités de société de gestion ou aux termes d'un contrat de délégation de gestion ou tout autre contrat relatif au Fonds, ou en vertu de ses fonctions en tant qu'Administrateur Nommé, ou (iii) survenant de toute autre manière dans le cadre du fonctionnement, des affaires ou des activités du Fonds ; étant toutefois précisé que la Personne Indemnisée ne sera pas ainsi indemnisée lorsque sa responsabilité résulte de fraude, dol, infraction pénale commise par la Personne Indemnisée ou, sauf en ce qui concerne les Personnes Physiques Indemnisées, une faute lourde (à condition que cette faute lourde ait eu des conséquences économiques défavorables pour les Investisseurs ou le Fonds), et ce tel que déterminé en dernier ressort par une juridiction compétente française.

Les indemnités payables au titre du présent **Article 31** devront être versées même si la Société de Gestion a cessé d'être la société de gestion du Fonds ou si toute Personne Indemnisée a cessé de fournir ses services au Fonds ou d'agir de toute autre manière pour le compte du Fonds.

Toute Personne Indemnisée cherchant à être indemnisée conformément au présent **Article 31** devra faire tous les efforts raisonnables pour, dans un premier temps, chercher à être indemnisée

pour tous passifs, dettes, actions, procès, procédures, réclamations et demandes, tous dommages, pénalités et tous frais et débours y afférant (y compris les frais d'avocat) par une Société du Portefeuille, Holding d'Investissement, toute compagnie d'assurance ou tout tiers auprès de qui l'indemnisation peut être recherchée. Toute indemnisation viendra diminuer le montant auquel la Personne Indemnisée a droit conformément au présent **Article 31**. Si la Personne Indemnisée, après avoir été indemnisée par le Fonds, conformément au présent **Article 31**, recouvre tout ou partie de son indemnisation auprès d'une Société du Portefeuille, Holding d'Investissement, d'une compagnie d'assurance ou de tout tiers, elle devra verser dès que possible au Fonds, ou si le Fonds est en liquidation, à la Société de Gestion ou au liquidateur, pour le compte des Investisseurs, tout montant ainsi recouvré.

La Société de Gestion ou le liquidateur pourra exiger que les Investisseurs reversent les distributions faites préalablement à ces Investisseurs afin de permettre au Fonds de remplir ses obligations d'indemnisation au titre du présent **Article 31** et ce jusqu'au Dernier Jour de Liquidation.

La Société de Gestion et chaque Investisseur consentent irrévocablement à ce que chaque Personne Indemnisée soit en mesure de bénéficier, d'exercer et de mettre en œuvre les droits conférés aux Personnes Indemnisées par le présent **Article 31** à tout moment comme si les Personnes Indemnisées étaient parties au Règlement.

32. EURO

La Société de Gestion tiendra les comptes du Fonds en Euro. Toutes les Distributions du Fonds seront effectuées en Euro et les Investisseurs auront l'obligation d'effectuer tous les paiements en Euro.

33. NOTIFICATIONS ET DELAIS

A l'exception des cas où le Règlement prévoit d'autres modalités de notification, les notifications qui sont ou qui doivent être données en vertu du Règlement par toute partie à une autre devront être en forme écrite et seront valablement effectuées (i) si remises en main propre ou (ii) envoyées par lettre recommandée avec avis de réception, (iii) par e-mail (y compris un e-mail informant de la mise à disposition sur un site internet) à l'autre partie à l'adresse qu'elle aura indiquée aux fins de recevoir lesdites notifications ou toute autre adresse notifiée par la Société de Gestion ou les Investisseurs au moins dix (10) Jours Ouvrés (ou tout autre délai convenu entre les parties) avant la date effective voulue du changement d'adresse par voie de notification adressée à la Société de Gestion (en cas de notification par les Investisseurs) ou à chaque Investisseur (en cas de notification par la Société de Gestion). De plus, toute notification ou autre communication, de la Société de Gestion à toute autre partie, qui peut être exigée, ou est exigée, conformément au Règlement, doit être considérée comme ayant été correctement donnée si disponible sur un site internet et que la notification de cet affichage sur le site internet a été envoyée par courriel.

Ces notifications seront réputées avoir été effectuées : (i) lorsqu'elles sont remises en main propre, à la date indiquée sur le reçu, (ii) lorsqu'elles ont été faites par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, à la date portée sur l'avis de réception ou, à défaut de réception, à la date de première présentation, (iii) lorsqu'elles ont été faites par pli acheminé par courrier international exprès, à la date portée sur le bordereau d'envoi ou la lettre de transport aérien par le service en question, (iv) lorsqu'elles sont effectuées par courrier électronique, à la date d'envoi du courrier électronique, ou (v) lorsqu'elles sont disponibles sur un site internet, à la date à laquelle l'information a été postée sur le site internet.

Les délais prévus dans les notifications expireront le dernier jour à vingt-quatre heures. Un délai qui expirerait normalement un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé, sera néanmoins prorogé jusqu'au premier Jour Ouvré suivant.

La première adresse postale et électronique (i) pour la Société de Gestion est l'adresse indiquée à l'**Article 2**, e-mail : investir@anaxago.capital et (ii) pour chaque Investisseur est l'adresse et l'email indiqués dans le Bulletin de Souscription ou le Bulletin d'Adhésion.

34. TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

Tous les montants dus selon les dispositions du Règlement s'entendent hors taxe, sauf stipulation contraire. Le Fonds supportera les frais induits par la TVA éventuellement due, y compris la TVA sur les montants payables à la Société de Gestion en relation avec le Fonds.

Dans l'hypothèse où la Société de Gestion devait être contrainte à payer la TVA en raison des transactions opérées dans le cadre du Règlement, celle-ci aura le droit d'être indemnisée sur l'Actif du Fonds à hauteur de la taxe versée.

35. DIVISIBILITE

Dans l'hypothèse où un Article ou une disposition du Règlement devient inapplicable ou est jugé invalide, illégal ou inopposable par quelque juridiction ou autorité que ce soit, cet Article ou cette disposition sera réputé non écrit. Les autres dispositions du Règlement ne seront pas affectées et demeureront pleinement exécutoires et effectives, et la nullité ou l'inopposabilité dans une juridiction ne saurait rendre nulle ou inopposable ces dispositions dans une autre juridiction. De plus, si un Article ou une disposition du Règlement est déclaré inapplicable, invalide, illégal ou inopposable mais pourrait être valide ou opposable si certaines parties de la disposition étaient supprimées, la disposition concernée subira le minimum de modifications nécessaires à la rendre valable et opposable.

36. COMPENSATION

Lorsqu'un Investisseur doit un montant ou devient débiteur du Fonds en vertu du Règlement et que cette dette reste impayée, la Société de Gestion pourra opérer une compensation entre cette dette et toute somme qui pourrait être due à l'Investisseur en application du Règlement.

Tout exercice par la Société de Gestion de son droit de compensation en application du présent **Article 36** est effectué sans préjudice de tout autre droit ou recours dont dispose la Société de Gestion ou le Fonds conformément au Règlement ou autrement.

En particulier, tout paiement (y compris un reversement) peut être effectué en tout ou partie par compensation du montant à payer au Fonds par les Investisseurs, à l'exclusion des Porteurs de Parts C, avec les montants que la Société de Gestion se propose de distribuer auxdits Investisseurs.

37. RENONCIATION

Les droits et recours de la Société de Gestion prévus par le Règlement sont cumulatifs et ne sont pas exclusifs des droits et recours prévus par la loi. La Société de Gestion peut donc y renoncer en tout ou partie à sa discrétion. L'absence d'exercice ou retard dans l'exercice par la Société de Gestion de tout droit, pouvoir, ou recours prévus par le Règlement ne pourra être interprété comme une renonciation ultérieure auxdits droits, pouvoirs ou recours.

38. LANGUE

Les communications entre les Investisseurs et la Société de Gestion seront effectuées en français. Le Règlement a été exclusivement établi en français.

Les communications et documents à l'adresse des Investisseurs pourront être fournies, à la demande de ces deniers, en langue anglaise. Les frais de traduction de ces communications et documents seront à la charge des Investisseurs qui en font la demande.

39. FATCA ET ÉCHANGES D'INFORMATION

Le *Foreign Account Tax Compliance Act* (« **FATCA** ») soumet en principe à une retenue à la source américaine au taux de 30 % certains types de paiements réalisés au profit d'« institutions financières étrangères » et certaines autres entités non américaines (notamment), à l'exception des cas dans lesquels l'institution financière non américaine a signé un accord valable en vigueur avec le Secrétaire du Trésor Américain ou est soumise à des obligations légales internes de divulgation adoptées en vue de mettre en œuvre un accord intergouvernemental entre la juridiction de l'institution financière non américaine et les Etats-Unis d'Amérique afin de permettre l'application des obligations prévues par la législation FATCA, qui obligent l'institution financière non-américaine à obtenir et à vérifier certaines informations auprès des investisseurs et à respecter certaines obligations déclaratives vis-à-vis de certains investisseurs américains, directs ou indirects, ainsi que certaines autres obligations.

Au cas présent, le Fonds est soumis aux dispositions de l'article 1649 AC du CGI et de l'accord intergouvernemental (AIG) signé entre les Etats-Unis d'Amérique et la France le 14 novembre 2013 qui définit les règles relatives à la législation FATCA, que le Fonds est tenu d'appliquer. En application de ces règles, et des Directives Européennes 2011/16/EU en date du 9 décembre 2011 et 2014/107/EU en date du 9 décembre 2014, et de tout autre accord international, européen ou intergouvernemental ou des règles françaises concernant l'obligation de divulgation des informations relatives aux Investisseurs, y compris leur statut fiscal (« **Règles d'Echange d'Informations** »), le Fonds et/ou la Société de Gestion peuvent devoir divulguer des informations concernant les Investisseurs à des autorités nationales ou internationales. En conséquence, les Investisseurs peuvent devoir se conformer à des obligations déclaratives notamment celles décrites ci-après.

Dans cette perspective, tout Investisseur reconnaît et accepte que la Société de Gestion peut fournir toute information à toute autorité fiscale compétente dans les limites exigées par la loi. Par conséquent, le Fonds se réserve le droit de demander toute information, document ou certificat nécessaire afin de se conformer à ses obligations en matière de déclaration fiscale, de retenue à la source, de paiement d'impôts ou afin d'obtenir une exemption ou une réduction de toute retenue à la source ou de tout impôt, y compris la retenue à la source au titre de FATCA, qu'il s'agisse des Investissements ou des Investissements proposés, ou de l'imposition du Fonds ou de tout Investisseur. Ces informations peuvent comprendre, notamment et sans limitations, des informations sur les bénéficiaires directs et indirects de tout Investisseur, y compris mais non limité à tout bénéficiaire effectif de tout Investisseur, car la réglementation FATCA vise à identifier les comptes détenus par certains citoyens américains (« *US persons* ») ou par des entités étrangères détenues par des entités américaines (« *US-owned foreign entities* ») et les Règles d'Echange d'Informations visent également à identifier de tels bénéficiaires effectifs.

Tout Investisseur devra faire tous les efforts raisonnables afin de fournir rapidement à la Société de Gestion lesdites informations, affidavits, certificats, déclarations et formulaires qui peuvent être raisonnablement demandées par la Société de Gestion afin de mettre en conformité le Fonds avec les exigences légales et réglementaires du présent Article.

Tout Investisseur indemnifiera la Société de Gestion, le Fonds et les Investisseurs pour toutes pertes, coûts, dépenses, indemnités, poursuites et/ou demandes (y compris mais non limité toute retenue à la source, pénalités ou intérêts de retard supportés par le Fonds et/ou les Investisseurs) résultant du défaut d'un Investisseur de se conformer avec les obligations définies au présent Article ou à toute demande faite, en vertu de cet Article, par la Société de Gestion dans les meilleurs délais.

Dans le cas où un Investisseur manque de se conformer aux dites obligations dans les meilleurs délais (à l'exception du cas où les informations n'ont pas été fournies car il n'était matériellement pas possible pour l'Investisseur de les obtenir) ou si la Société de Gestion estime raisonnablement que l'une des conditions suivantes est nécessaire ou souhaitable eu égard aux intérêts du Fonds et des Investisseurs de manière générale, la Société de Gestion a tous pouvoirs (mais ne saurait y être obligée) pour prendre les mesures suivantes :

- (a) opérer les retenues à la source exigées en vertu des lois, règlements, règles et accords applicables ;
- (d) obliger l'Investisseur à se retirer du Fonds ;
- (e) transférer les Parts de l'Investisseur dans un véhicule d'Investissement organisé aux Etats Unis d'Amérique et traité comme un « *domestic partnership* » au sens de la Section 7701 du *U.S. Internal Revenue Code* de 1986, tel que modifié ;
- (f) transférer les Parts de l'Investisseur à un tiers (y compris mais non limité à une Personne déjà Porteur de Parts du Fonds) en échange de la contrepartie négociée de bonne foi par la Société de Gestion pour ces Parts ; et/ou
- (g) prendre toute autre mesure que la Société de Gestion estime nécessaire afin de limiter tout effet négatif sur le Fonds ou sur tout autre Investisseur d'une telle défaillance.

Le champ exact des obligations et exceptions à la législation FATCA et aux Règles d'Echange d'Informations demeure incertain sur certains points et susceptible de faire l'objet de modifications significatives. Il n'est pas envisagé que les paiements faits au Fonds soient soumis à de telles retenues à la source relatives à FATCA, bien qu'il ne peut y avoir aucune certitude sur ce point. Chaque Investisseur est invité à consulter son propre conseil fiscal afin d'obtenir des explications plus détaillées sur la législation FATCA et les Règles d'Echanges d'Informations et de vérifier comment elles pourraient s'appliquer au Fonds et à cet Investisseur dans son cas particulier.

40. AVERTISSEMENT RELATIF A L'APPLICATION DAC 2

La Société de Gestion est assujettie aux dispositions de la directive 2014/107/UE du Conseil du 9 décembre 2014 modifiant la directive 2011/19/UE (la « **Directive DAC 2** ») en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal. Dans ce cadre, la Société de Gestion pourra être soumise à l'obligation de collecter des informations (i) qui pourront aller au-delà des informations collectées au titre de la réglementation FATCA et (ii) qui pourront être communiquées à l'administration fiscale française en conformité avec les normes communes de déclaration (*common reporting standards* – « **CRS** ») afin qu'elles soient ensuite communiquées aux autorités fiscales compétentes dans les Etats qui ont adopté de tels standards CRS et qui ont conclu un traité avec la France.

41. DEFINITIONS

41.1. Définition

Acompte sur Dividende	est défini à l'Article 1
Acompte sur Liquidation	est défini à l'Article 27
Accord des Porteurs	est défini à l'Article 17.2
Actif du Fonds	désigne, selon le contexte, tout ou partie des actifs du Fonds
Actif Net	désigne la valeur de l'Actif du Fonds déterminée selon les modalités de l'Article 14 diminuée du passif du Fonds
Administrateur Nommé	désigne toute personne nommée par le Fonds ou la Société de Gestion (ou son Affiliée) pour exercer les fonctions d'administrateur ou de dirigeant non exécutif, y compris, mais sans que la liste ne soit limitative, tout membre du directoire, du conseil de surveillance, du conseil d'administration (ou toute fonction équivalente) de toute société dans laquelle le Fonds détient ou a détenu un Investissement
Affiliée	désigne pour une Personne : (i) une société qui est (i) la Filiale de l'associé, ou (ii) sa Société Mère, ou (iii) une Filiale de sa Société Mère, ou, (ii) une entité d'investissement (fonds ou autre), (i) dont l'associé détient, directement, ou indirectement au travers d'une Filiale, de sa Société Mère ou d'une Filiale de sa Société Mère, le Contrôle ou la majorité des intérêts économiques, ou (ii) qui est gérée ou conseillée (a) par la même société de gestion (ou une Filiale, une Société Mère ou une Filiale de la Société Mère) que celle qui gère ou conseille l'associé (s'il est lui-même une entité d'investissement) ou (b) par une société de gestion Filiale ou Société Mère ou Filiale de la Société Mère de l'associé, ou, (iii) si l'associé est une personne morale ou une entité d'investissement (fonds ou autre) qui fait l'objet d'une opération de fusion/absorption, la personne morale ou l'entité d'investissement absorbante qui vient au droit de l'associé, ou, (iv) si l'associé cédant est une société d'assurance affiliée à une société de groupe d'assurance mutuelle au sens de l'article L. 322-1-3 du Code des assurances : toute autre société d'assurances affiliée à la même société de groupe d'assurance mutuelle et toute entité

	liée à une telle société au sens de l'article R. 345-1-1 du Code des assurances.
AMF	désigne l'Autorité des marchés financiers, autorité publique indépendante et dotée de la personnalité morale conformément à l'article L. 621-1 du CMF, ou toute autre autorité qui s'y substituerait
Anaxago Capital	désigne Anaxago Capital, une société par actions simplifiée au capital social de 350.000 euros, dont le siège social est situé au 18 rue Sainte-Foy 75002 Paris immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 840 861 397, agréée par l'AMF en qualité de société de gestion de portefeuille habilitée à gérer des FIA au sens de la Directive AIFM sous le numéro GP-18000016
Annexe	désigne une annexe au présent Règlement
Article	désigne un article du Règlement
Autres Frais de Gestion	est défini à l'Article 22.1(c)
Avis de Consultation	est défini à l'Article 17.2
Bulletin d'Adhésion	désigne le bulletin établi sous toute forme que la Société de Gestion aura autorisée, par lequel, toute Personne adhère aux dispositions du Règlement, acquiert ou confirme qu'elle a acquis des Parts du Fonds
Bulletin de Souscription	désigne le bulletin établi sous toute forme que la Société de Gestion aura autorisée, par lequel un Investisseur souscrit des Parts du Fonds
Cashflow Cumulé	représente, à tout moment le montant suivant : (a) le montant cumulé versé au Fonds par les Porteurs de Parts A, B et les Porteurs de Parts D à l'exclusion (i) de la Commission de Souscription et (ii) des droits d'entrée ; moins (b) le montant cumulé versé aux Porteurs de Parts A, B et aux Porteurs de Parts D par le Fonds, y compris les Investissements distribués en nature
Catégorie	désigne toute catégorie de Parts du Fonds conférant des droits différents sur tout ou partie de l'Actif Net du Fonds ou de ses produits ou pouvant être différenciées dans les conditions prévues dans le présent Règlement
Cession	toute vente, cession, transfert, distribution, échange, démembrement de propriété, titrisation, apport, nantissement, hypothèque ou affectation en sûreté, convention de croupier ou transmission universelle de patrimoine ou tout mécanisme similaire de droit français ou étranger, sous quelque forme que ce soit, par un Investisseur, de tout ou partie de ses Parts du Fonds,

	y compris dans le cadre de la fusion, la scission, l'absorption ou de la dissolution de l'Investisseur
Cession Libre	est défini à l'Article 11.2
CGI	désigne le Code général des impôts
CJJA	désigne la législation prévoyant la reconnaissance réciproque de jugements étrangers en France comprend : <i>The Civil Jurisdiction and Judgements Act of 1982</i> , le Règlement (CE) n°44/2001 du Conseil du 22 décembre 2000
<i>Closing</i>	est défini à l'Article 9.1
CMF	désigne le Code monétaire financier
Commercialisateur	désigne toute personne dûment autorisée afin de pouvoir distribuer les Parts
Commissaire aux Comptes	désigne le commissaire aux comptes du Fonds et, à la Date de Constitution, KPMG SA, société immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 775 726 417 et dont le siège social est situé au 2 avenue Gambetta Tour EQHO, 92066 Paris La Défense Cedex
Commission de Gestion	est défini à l'Article 22.1(a)
Commissions de Souscription	est défini à l'Article 6.3
Commissions de Suivi	tous jetons de présence et autres rémunérations des administrateurs, ainsi que la quote-part (que représente l'Investissement du Fonds par rapport à l'investissement total du Fonds et des co-investisseurs (directement ou indirectement) dans la Société du Portefeuille) de toutes commissions de suivi et de conseil qui sont facturés aux Sociétés du Portefeuille et perçus par la Société de Gestion, ses Affiliées ou leurs dirigeants ou salariés respectifs en relation avec la détention d'un Investissement par le Fonds
Commissions de Transactions Non Réalisées	la quote-part (que représente l'Investissement envisagé du Fonds par rapport à l'investissement envisagé total du Fonds et des co-investisseurs (directement ou indirectement) dans la Société du Portefeuille) de tous honoraires ou commissions, de quelque sorte que ce soit, perçus par la Société de Gestion ou ses Affiliées, ou leurs dirigeants ou salariés respectifs en relation avec des projets d'investissements du Fonds qui ne se réalisent pas

Coût d'Acquisition	le coût d'acquisition payé par le Fonds au titre d'un Investissement, y compris les Frais d'Acquisition relatifs à cet Investissement
CRS	est défini à l'Article 40
Date de Calcul de la Valeur Liquidative	est définie à l'Article 14
Date Comptable	le 31 décembre de chaque année, et pour la première fois le 31 décembre 2021, ou toute autre date que la Société de Gestion pourra fixer et notifier aux Porteurs. Pour le dernier Exercice Comptable, la Date Comptable est le Dernier Jour de Liquidation du Fonds
Date de Constitution	est défini à l'Article 2.2
Date de Clôture	désigne la date à laquelle les deux conditions suivantes sont satisfaites : (i) une période de cinq (5) ans à compter du Dernier Jour de Souscription de la Période de Souscription est expirée et (ii) les Porteurs de Parts A, B et les Porteurs de Parts D ont reçu un montant au moins égal au Montant de Souscription (donc hors droit d'entrée et Commission de Souscription) de leurs Parts A, B et de leurs Parts D
Date de Remboursement	désigne date à laquelle le Cashflow Cumulé devient inférieur ou égal à zéro
Dépositaire	désigne le dépositaire du Fonds, au sens de la Directive AIFM et, à la Date de Constitution Société Générale SA, dont le siège social est sis 29 boulevard Haussmann – 75886 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris
Dernier Jour de Liquidation	désigne la date à laquelle les opérations de liquidation du Fonds sont finalisées conformément aux dispositions de l'Article 27 et le Fonds a effectué la dernière distribution aux Porteurs
Dernier Jour de Souscription	désigne le dernier jour de la Période de Souscription
Directive AIFM	désigne la Directive 2011/61/UE du 8 juin 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs, telle que pouvant être modifiée
Directive DAC 2	est définie à l'Article 40
Distributions	désigne toute distribution, qu'elle qu'en soit la forme (rachat de Parts, remboursement d'apports, distribution en nature, distribution de dividendes, distribution d'Acomptes sur Dividendes, distribution d'Acompte sur Liquidation, etc...)
Droit de Premier Regard	est défini à l'Article 5.2(a)(iv)
Durée	est définie à l'Article 8

Engagement	désigne le montant total qu'un investisseur s'engage à investir dans le Fonds conformément à l'Article 9.1, à l'exclusion de toute Commission de Souscription et droits d'entrée, le cas échéant
Engagement Global ou MTS	la somme totale des Engagements de tous les Porteurs
Entité OCDE	toute entité constituée dans un Etat membre de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique dont l'objet principal est d'investir dans des sociétés dont les titres de capital ne sont pas admis aux négociations sur un Marché d'Instruments Financiers et qui limite la responsabilité de ses investisseurs aux montants de leurs apports
Entreprise Cible	est définie à l'Article 3.4
Entreprise d'Assurances	est définie à l'Article 6.2
Entreprise Liée	est définie à l'Article 5.2
Equipe d'Investissement	l'équipe d'investissement du Fonds, la composition de cette équipe décidée par la Société de Gestion pouvant évoluer dans le temps, notamment par le biais de recrutements additionnels dédiés à la gestion du Fonds
ERISA	désigne la loi des Etats-Unis d'Amérique, intitulée <i>United States Employee Retirement Income Security Act of 1974</i>
ETI	est définie à l'Article 4.1c
Euro(s) ou €	désigne la devise de référence du Fonds et ayant cours légal dans les Etats de l'Union européenne qui ont adopté la monnaie unique introduite conformément au Traité instituant la Communauté économique européenne, dont la République française. Se substituera automatiquement à l'Euro toute autre devise ayant cours légal sur le Territoire de la République française
Exercice Comptable	une période se terminant à une Date Comptable (y compris cette date) et commençant le lendemain de la Date Comptable précédente, ou pour le premier Exercice Comptable, commençant le Premier Jour de Souscription de la Période de Souscription
FATCA	désigne (a) les sections 1471 à 1474 du " <i>US Internal Revenue Code of 1986</i> ", tel que modifié, ou toute réglementation connexe ou autre directive officielle ; (b) tout traité, loi, réglementation ou tout autre directive officielle promulgué dans toute autre juridiction ou faisant suite à un accord intergouvernemental entre les Etats-Unis d'Amérique et toute autre juridiction qui

	dans tous les cas permet la transposition du paragraphe (a) ci-dessus ; ou
	(c) tout accord faisant suite à la mise en œuvre des paragraphes (a) ou (b) ci-dessus conclu avec le “ <i>US Internal Revenue Service</i> ”, le gouvernement des Etats-Unis d’Amérique ou tout autre autorité gouvernementale ou fiscale dans tout autre juridiction
FCPR	désigne un fonds commun de placement à risques relevant des articles L. 214-28 et suivants du CMF
FIA	désigne un fonds d’investissement alternatif au sens de l’article L. 214-24 du CMF ou tout autre article qui se substituerait à cette référence postérieurement à la date d’édition du Document d’Information
Filiale	une entité est la filiale d’une Personne si cette Personne est la Société Mère de cette entité
Fonds	FCPR Anaxago Society 2021, un fonds commun de placement à risques régi par les articles L. 214-28 et suivants du CMF
Fonds Affilié	est défini à l’Article 11.2
Fonds Lié	tout autre fonds d’investissement géré ou conseillé par la Société de Gestion
Frais d’Acquisition	tous les frais supportés le cas échéant par le Fonds et/ou la Société de Gestion et/ou ses Affiliées en relation avec la réalisation d’un Investissement (y compris, le cas échéant, les droits d’enregistrement ou tous autres droits et taxes similaires)
Frais de Constitution	est défini à l’Article 22.3
Frais de Rachat	est défini à l’Article 10.3(a)
Frais de Transaction	est défini à l’Article 22.2
Frais de Transactions Non Réalisées	tous frais et dépenses supportés pour le compte du Fonds par la Société de Gestion en relation avec des projets d’investissements du Fonds qui ne se réalisent pas
Holding d’Investissement	une société, un partnership ou toute autre entité détenue en tout ou en partie par la Société, qui est créée ou acquise pour exercer des activités d’Investissement et/ou de syndication
Honoraires de Transactions	toutes Commissions de Suivi et Commissions de Transactions Non Réalisées
Hors Taxe	signifie qu’en cas d’assujettissement à la TVA (ou taxe similaire) d’une des opérations concernées, le coût supplémentaire égal au montant de la TVA (ou taxe

	similaire) ainsi due, sera payé en sus du montant concerné
Imposition	toute forme d'impôt, y compris, le cas échéant, les intérêts et pénalités y afférents et tous les frais raisonnablement encourus dans le cadre d'une contestation de l'imposition
Information Confidentielle	est définie à l'Article 30.1
Investissement	est défini à l'Article 41.2
Investissement à Court Terme	tout ou partie d'un Investissement cédé ou remboursé moins de douze (12) mois après que l'Investissement a été réalisé
Investissement Complémentaire	un Investissement qui est un investissement supplémentaire dans une Société du Portefeuille ou un Investissement dans une Affiliée d'une Société du Portefeuille, lorsque cet Investissement est décidé après la date du Premier Investissement dans cette Société du Portefeuille
Investisseur	toute Personne qui est ou va devenir (selon le contexte) un porteur de Parts du Fonds en souscrivant, ou en acquérant auprès d'un autre Investisseur, des Parts du Fonds
Investisseur ERISA	un Investisseur ou une Personne qui deviendra un Investisseur (selon le contexte) et qui est un « <i>employee benefit plan</i> » soumis au Titre I d'ERISA, ou une entité dont les actifs sous-jacents comprennent des « <i>plan assets</i> » au sens de la <i>Regulation 29 CFR Section 2510.3-101</i> en raison d'un investissement dans cette entité par un « <i>employee benefit plan</i> » soumis au Titre I d'ERISA. Le terme « Investisseur ERISA » comprend aussi tout « <i>governmental plan</i> » (tel que défini à l'Article 3 (32) d'ERISA) qui avise par écrit la Société de Gestion qu'il souhaite être traité en tant qu'Investisseur ERISA
Investisseur Tiers	désigne tout investisseur autre que (i) les Porteurs, (ii) la Société de Gestion, (iii) les Fonds Liés et (iv) leurs Affiliées respectives
Jour Ouvré	désigne tout jour où les établissements de crédit sont ouverts à Paris (France), à l'exception des samedis, dimanches et jours fériés, qui constituent un jour d'ouverture des marchés réglementés français, selon le calendrier de NYSE-Euronext Paris
Juste Valeur	est définie à l'Article 14
Lettre de Notification	est définie à l'Article 11.6
Marché Financiers d'Instruments	tout marché d'instruments financiers français ou étranger, dont le fonctionnement est assuré par une

	entreprise de marché ou un prestataire de services d'investissement ou tout autre organisme similaire étranger
Mise en Demeure	est défini à l'Article 10.1(b)
Montant de Constitution	est défini à l'Article 7
Montant de Souscription	à toute date, le montant libéré par un Porteur au titre de son Engagement
Montant Libéré Net	à toute date, le Montant de Souscription net de tout montant déjà distribué (ou réputé avoir été distribué) au titre de l'Article 13.5
OCDE	désigne l'Organisation de coopération et de développements économiques
OPCVM	désigne les organismes de placements collectifs en valeurs mobilières relevant de la directive 2009/65/CE
« P »	est défini à l'Article 1.1
Participation	est définie à l'Article 3.3
Parts	désigne les Parts A, les Parts B, les Parts C et les Parts D émises par le Fonds
Part A	est définie à l'Article 6.2
Part B	est définie à l'Article 6.2
Part C	est définie à l'Article 6.2
Part D	est définie à l'Article 6.2
Parts Proposées	est défini à l'Article 11.6
Période de Blocage	est définie à l'Article 10.1
Période de Non-Distribution Fiscale	la période commençant à la Date de Constitution du Fonds et se terminant à la Date de Clôture
Période d'Investissement	est définie à l'Article 3.2
Période de Réponse	est définie à l'Article 17.2
Période de Souscription	la période durant laquelle les Investisseurs peuvent souscrire des Parts du Fonds, selon les modalités prévues à l'Article 9.1
Personne	toute personne physique, personne morale, ou partnership ou toute organisation, association, trust ou autre entité
Personne Indemnisée	la Société de Gestion et ses Affiliées, et toute Personne Physique Indemnisée
Personne Physique Indemnisée	tout actionnaire, dirigeant, directeur, agent et employé de la Société de Gestion ou de ses Affiliées, et tout Administrateur Nommé

Plan Assets Regulation	l' <i>United States Department of Labor Regulation 29 CFR Section 2510.3-101(d)</i> promulgué au titre de la loi ERISA
Plateforme de Financement Participatif	est définie à l'Article 5.2(iv)
Plus-Value du Fonds	représente, à la date de calcul, le montant suivant (s'il est positif) : (a) le montant cumulé versé ou réputé versé aux Investisseurs par le Fonds, y compris les Investissements distribués en nature ; plus (b) les montants alloués à la Réserve du Fonds ; moins (c) le montant cumulé versé au Fonds par les Investisseurs, à l'exclusion (i) de la Commission de Souscription et (ii) des droits d'entrée
Plus-Value Parts C	représente, à la date de calcul, le montant suivant (s'il est positif) : (a) le montant cumulé ou réputé versé aux Porteurs de Parts C par le Fonds, y compris les Investissements distribués en nature ; plus (b) les montants alloués à la Réserve du Fonds ; moins (c) le montant cumulé versé au Fonds par les Porteurs de Parts C
PME	a le sens donné à ce terme dans l'Annexe I du Règlement CE 800/2008 de la Commission européenne
Politique d'Investissement	désigne la politique d'investissement du Fonds, telle que décrite à l'Article 3
Porteur de Parts A	désigne toute Personne qui est ou va devenir (selon le contexte) un porteur de Parts du Fonds en souscrivant, ou en acquérant auprès d'un autre Porteur de Parts A, des Parts A du Fonds
Porteur de Parts B	désigne toute Personne qui est ou va devenir (selon le contexte) un porteur de Parts du Fonds en souscrivant, ou en acquérant auprès d'un autre Porteur de Parts B, des Parts B du Fonds
Porteur de Parts C	désigne toute Personne qui est ou va devenir (selon le contexte) un porteur de Parts du Fonds en souscrivant, ou en acquérant auprès d'un autre Porteur de Parts C, des Parts C du Fonds

Porteur de Parts D	désigne toute Personne qui est ou va devenir (selon le contexte) un porteur de Parts du Fonds en souscrivant, ou en acquérant auprès d'un autre Porteur de Parts D, des Parts D du Fonds
Premier Investissement	un Investissement dans une Société du Portefeuille dans laquelle le Fonds n'a pas déjà investi, directement ou indirectement par l'intermédiaire d'un ou plusieurs Holdings d'Investissement, et qui n'est pas un Investissement Complémentaire
Premier Jour de Souscription	désigne le premier jour de la Période de Souscription
Prestation de Service	sont définies à l'Article 5.2
Produit Net	la contrepartie reçue en numéraire et/ou en nature par le Fonds au titre de la cession ou du remboursement de tout ou partie d'un Investissement diminué de tous les frais encourus par le Fonds dans le cadre de la cession ou de la distribution en nature de tout ou partie de l'Investissement
Quota Juridique	est défini à l'Article 4.1
Règlement	désigne le règlement du Fonds (y compris ses Annexes)
Recommandations IPEV	sont définies à l'Article 14
Réserve du Fonds	désigne la réserve constituée au titre des montants distribuables aux Porteurs de Parts C conformément à l'Article 13.6
Résultat Net	est défini à l'Article 1
Revenu Prioritaire	désigne, pour les Parts, A, B et D le montant obtenu en appliquant un taux rentabilité interne annuel de sept (7) % au Montant Libéré Net de la Part concerné sur la durée de son investissement
Revenu Distribuable	est défini à l'Article 1
Société Eligible	est définie à l'Article 4.1b
Société de Gestion	désigne la société de gestion de portefeuille du Fonds, c'est-à-dire, la personne en en charge de la gestion financière et des risques du Fonds au sens de la Directive AIFM. A la Date de Constitution du Fonds, Anaxago Capital est la Société de Gestion
Société Mère	une entité est la société mère d'une Personne si, directement ou indirectement, elle : (d) détient la majorité des droits de vote dans cette Personne ; ou (e) est actionnaire ou associée de cette Personne et a le droit de nommer le président, la majorité du

conseil d'administration ou la majorité du directoire ou la majorité du conseil de surveillance ou toute autre position équivalente au sein de la Personne, selon le cas ; ou

- (f) est actionnaire ou associée de cette Personne et contrôle, seule ou en vertu d'un accord avec d'autres actionnaires ou associés, la majorité des droits de vote dans cette Personne ou a le droit de nommer le président, la majorité du conseil d'administration ou la majorité du directoire ou la majorité du conseil de surveillance, ou toute autre position équivalente au sein de la Personne, selon le cas

Société du Portefeuille	désigne toute société ou toute autre entité, quel que soit son lieu d'établissement, d'immatriculation ou de résidence, dans laquelle le Fonds envisage d'effectuer ou détient, directement ou indirectement par l'intermédiaire d'un ou plusieurs Holdings d'Investissement, un Investissement
T	est défini à l'Article 1.1
TRI	est défini à l'Article 3.1
TCN	désigne les titres de créances négociables
TVA	désigne taxe sur la valeur ajoutée et toute taxe qui viendrait à lui succéder
UE	est définie à l'Article 41.2
Valeur Liquidative	est définie à l'Article 14
X	est défini à l'Article 1.1

41.2. Interprétation

Toute référence à des dispositions statutaires, à des lois en vigueur ou à des directives européennes inclut les références à tout amendement, modification, extension, consolidation, remplacement ou nouvelle promulgation de ces dispositions, lois ou directives européennes (intervenu avant ou après la date du Règlement) ainsi qu'à tout règlement, décret, ordonnance ou à toute autre législation ou réglementation adoptée conformément à ces dispositions, lois ou directives européennes.

Toute référence aux termes « inclure », « y compris », ou « notamment » (ou toute expression similaire) ne doit pas être interprétée comme indiquant une limitation et les termes généraux introduits par le qualificatif « autre » (ou tout terme similaire) ne doivent pas être entendus de manière restrictive parce que précédés ou suivis par un qualificatif indiquant une catégorie d'acte, de domaine ou d'autre sujet particulier.

Les Annexes du Règlement forment, le cas échéant, partie du Règlement ou sont fournis pour information seulement. En cas de conflit entre ces Annexes et le Règlement, le Règlement prévaudra.

Date d'agrément du fonds commun de placement à risques par l'Autorité des Marchés Financiers : 05/01/2021

Date d'édition du présent Règlement : 09/02/2021

TABLE DES MATIERES

AVERTISSEMENT	1
Titre I : PRÉSENTATION GÉNÉRALE	3
1. DENOMINATION	3
2. FORME JURIDIQUE ET CONSTITUTION DU FONDS	3
2.1. Forme juridique	3
2.2. Constitution du Fonds	3
3. ORIENTATION DE GESTION	4
3.1. Objectif de gestion	4
3.2. Période d'Investissement	4
3.3. Stratégie d'investissement	4
3.4. Cibles d'investissement	5
3.4.1. Les Entreprises Cibles	5
3.4.2. Nature des investissements	5
3.4.3. Schéma type de déroulement d'une opération de promotion immobilière	5
3.4.4. Critères de sélection	7
3.5. Actifs éligibles	8
3.6. Poche de trésorerie	9
3.7. Restrictions d'investissement	9
3.8. Politique Environnement, Social, Gouvernance (ESG)	9
3.9. Effet de levier	11
3.10. Profil de risques	11
3.10.1. Risques généraux liés aux Fonds	12
a. Risque inhérent à tout investissement en capital	12
b. Risques liés à l'investissement en instruments de dette	12
c. Risques juridiques	12
d. Risque d'illiquidité des investissements du Fonds	12
e. Risques liés à la durée de blocage du placement dans le Fonds et illiquidité des Parts du Fonds	13
3.10.2. Risques liés à la stratégie de gestion mise en œuvre par le Fonds	13
a. Risques financiers liés aux caractéristiques des investissements réalisés par le Fonds	13
b. Risque de crédit	13
c. Garantie ou protection	13
d. Risque lié au secteur immobilier	13
e. Risque fiscal	13
f. Avertissement spécifique « U.S. Person » U.S SEC Regulation S (Part 230 – 17 CFR 2330.903) / US Investors	14

4.	REGLES D'INVESTISSEMENT	14
4.1.	Quota juridique	15
4.2.	Absence de recours à l'effet de levier	Erreur ! Signet non défini.
4.3.	Informations relatives à la liquidité et à l'effet de levier	17
4.4.	Ratios prudentiels réglementaires	17
4.4.1.	Ratios de division des risques	17
4.4.2.	Ratios d'emprise	18
4.5.	Modification des textes applicables	18
5.	REGLES DE CO-INVESTISSEMENT, DE CO-DESINVESTISSEMENT, TRANSFERTS DE PARTICIPATIONS ET PRESTATIONS DE SERVICES EFFECTUEES PAR LA SOCIETE DE GESTION OU DES SOCIETES QUI LUI SONT LIEES	18
5.1.	Principes	18
5.2.	Description	19
5.2.1.	Traitement équitable des Porteurs	22
	TITRE II – MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT	23
6.	PARTS DU FONDS	23
6.1.	Forme des Parts	23
6.2.	Catégories de Parts	23
6.3.	Nombre et valeur des Parts	24
6.4.	Droits attachés aux Parts	25
7.	MONTANT MINIMUM DE L'ACTIF DU FONDS - TAILLE DU FONDS	26
8.	DUREE	26
9.	SOUSCRIPTION DE PARTS	26
9.1.	Périodes de Souscription	26
9.2.	Modalités de souscription	27
9.3.	Augmentation de l'Engagement des Porteurs	28
10.	RACHAT DE PARTS PAR LE FONDS	28
10.1.	Rachat de Parts par le Fonds	28
10.2.	Rachat de Parts de catégorie C par le Fonds	30
10.3.	Règles applicables à tous les rachats	30
11.	CESSION DE PARTS	31
11.1.	Cessions non autorisées	31
11.2.	Cessions libres de Parts A, Parts B ou Parts D	32
11.3.	Agrément préalable	33
11.4.	Cessions de Parts C	33
11.5.	Cessions de Parts D	33
11.6.	Procédure de notification et d'agrément	33
11.7.	Frais de Cession	34

11.8.	Divers	34
11.9.	Non-respect des dispositions	34
12.	MODALITES D’AFFECTATION DU RESULTAT ET DES SOMMES DISTRIBUABLES	34
13.	DISTRIBUTIONS DES PRODUITS DE CESSION	35
13.1.	Distribution de l’Actif du Fonds	35
13.2.	Réinvestissement par le Fonds	36
13.3.	Dispositions applicables aux Porteurs de Parts C	36
13.4.	Distributions en nature pendant la période de liquidation du Fonds	37
13.5.	Ordre des distributions	37
13.6.	Réserve du Fonds	38
14.	EVALUATION DU PORTEFEUILLE / REGLES DE VALORISATION	38
15.	EXERCICE COMPTABLE	39
16.	DOCUMENTS D’INFORMATION – REUNION ANNUELLE D’INFORMATION DES INVESTISSEURS	39
16.1.	Inventaire de l’Actif du Fonds	39
16.2.	Rapport annuel et comptes annuels certifiés	40
16.3.	Rapports semestriels	40
16.4.	Réunion Annuelle d’Information des Porteurs	40
17.	GOUVERNANCE DU FONDS	40
17.1.	Comité d’investissement	40
17.2.	Vote des Porteurs	40
17.3.	Dispositions protectrices des intérêts des investisseurs	41
17.3.1.	Restrictions applicables à l’endettement du Fonds	41
17.3.2.	Allocation des Investissements	41
	TITRE III – LES ACTEURS	42
18.	SOCIETE DE GESTION	42
19.	DEPOSITAIRE	43
20.	DELEGATAIRE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE	43
21.	COMMISSAIRE AUX COMPTES	43
	TITRE IV – LES FRAIS	44
22.	PRESENTATION, PAR TYPES DE FRAIS ET COMMISSIONS REPARTIS EN CATEGORIES AGREGÉES, DES REGLES DE PLAFONNEMENT DE CES FRAIS ET COMMISSIONS, EN PROPORTION DU MONTANT DES SOUSCRIPTIONS INITIALES TOTALES AINSI QUE DES REGLES EXACTES DE CALCUL OU DE PLAFONNEMENT, SELON D’AUTRES ASSIETTES	44
22.1.	Frais récurrents de fonctionnement et de gestion du Fonds	45
22.2.	Frais non récurrents de fonctionnement liés à l’acquisition, au suivi et à la cession des Investissements	48

22.3.	Frais de Constitution	49
22.4.	Frais indirects liés à l'investissement du Fonds dans d'autres parts ou actions d'OPCVM/FIA	49
22.5.	Commissions de mouvement	49
23.	MODALITES SPECIFIQUES DE PARTAGE DE LA PLUS-VALUE ("CARRIED INTEREST")	49
TITRE V – OPERATION DE RESTRUCTURATION ET ORGANISATION DE LA FIN DE VIE DU FONDS		51
24.	FUSION – SCISSION	51
25.	PRE-LIQUIDATION	51
25.1.	Conditions d'ouverture de la période de pré-liquidation	51
25.2.	Conséquences liées à l'ouverture de la pré-liquidation	52
26.	DISSOLUTION	52
27.	LIQUIDATION	53
TITRE VI – DISPOSITIONS DIVERSES		53
28.	MODIFICATION DU REGLEMENT	53
28.1.	Principe	53
28.2.	Exceptions	54
29.	CONTESTATION - ÉLECTION DE DOMICILE	55
30.	CONFIDENTIALITE	55
30.1.	Information Confidentielle	55
30.2.	Exception à l'obligation de confidentialité	55
30.3.	Exception à la communication de l'Information Confidentielle	56
30.4.	Exception à la communication aux Porteurs de Parts C	57
31.	INDEMNISATION	57
32.	EURO	58
33.	NOTIFICATIONS ET DELAIS	58
34.	TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE	59
35.	DIVISIBILITE	59
36.	COMPENSATION	59
37.	RENONCIATION	59
38.	LANGUE	60
39.	FATCA ET ÉCHANGES D'INFORMATION	60
40.	AVERTISSEMENT RELATIF A L'APPLICATION DAC 2	61
41.	DEFINITIONS	62
41.1.	Définition	62
41.2.	Interprétation	72

ANNEXE 1 : PROFIL DE RISQUES

POUR INFORMATION SEULEMENT

Veillez noter que cet Annexe n'a pas de valeur contractuelle et n'est pas juridiquement contraignante pour la Société de Gestion ou pour le Fonds et peut être modifiée dans le temps sans l'accord des Investisseurs.

Un investissement le Fonds comporte un degré de risque significatif pour de nombreuses raisons. Les investisseurs doivent prendre connaissance et lire attentivement la liste, ci-dessous, des risques que peut engendrer un investissement dans le Fonds (sans que celle-ci ne soit limitative) :

- (a) tout investissement peut aussi bien se dévaloriser que se valoriser. Les investissements présentent un degré de risque significatif, sont par nature illiquide et leur valorisation à terme est incertaine ;
- (h) les investissements dans les sociétés non cotées sont par nature plus risqués que les investissements dans les sociétés cotées dans la mesure où les sociétés non cotées peuvent être plus petites et plus vulnérables aux changements affectant les marchés et les technologies et fortement dépendantes des compétences et de l'engagement d'une petite équipe de direction ;
- (i) les investissements dans des sociétés non cotées peuvent être difficiles à céder. Bien que cela ne soit pas envisagé, à la liquidation du Fonds, ces investissements peuvent être distribués en nature de telle sorte que les investisseurs peuvent alors devenir actionnaires minoritaires de plusieurs sociétés non cotées ;
- (j) les Parts du Fonds ne sont pas librement cessibles ; il n'existe pas de marché pour ces Parts ;
- (k) les investisseurs doivent avoir la capacité financière et la volonté d'accepter les risques et le défaut de liquidité associés à un investissement dans un fonds du type de celui décrit dans les présentes ;
- (l) les rendements passés d'investissements similaires ne donnent pas nécessairement une indication sur ceux que produiront les investissements du Fonds ;
- (m) le Fonds sera géré par Anaxago Capital SAS (la « **Société de Gestion** »). Les investisseurs n'auront pas le pouvoir de décider des investissements ou de prendre toute autre décision pour le compte du Fonds, ou de jouer un quelconque rôle dans les investissements effectués par le Fonds ;
- (n) le succès du Fonds dépendra de la capacité de la Société de Gestion à identifier, sélectionner, effectuer et céder des investissements appropriés ; il n'est pas garanti que des investissements appropriés seront ou pourront être effectués ou que les investissements seront fructueux ;
- (o) le succès du Fonds dépendra en grande partie de la compétence et de l'expertise des professionnels de l'investissement employés par la Société de Gestion et il ne peut pas être garanti que ces personnes resteront employées par cette dernière ou continueront d'exercer leurs fonctions pour le compte du Fonds ;
- (p) les investisseurs n'auront le droit de recevoir aucune information financière communiquée par une potentielle société du portefeuille connue de la Société de Gestion avant que le Fonds réalise un investissement ;

- (q) les opérations à effet de levier sont par nature sujettes à un degré de risque financier plutôt élevé du fait des emprunts auxquelles elles recourent et des prévisions d'affaires sur lesquelles elles sont fondées mais qui peuvent ne pas être atteintes ;
- (r) le Fonds, en tant qu'investisseur minoritaire, ne pourra pas toujours être en position de protéger efficacement les intérêts des investisseurs ;
- (s) des changements concernant les régimes juridiques, fiscaux ou réglementaires peuvent intervenir au cours de la vie du Fonds et pourraient avoir des incidences défavorables sur le Fonds ou sur ses investissements ;
- (t) aucune garantie ne peut être donnée que les objectifs de rendement du Fonds seront atteints ou que les montants investis seront recouverts ;
- (u) une longue période peut s'écouler avant que le Fonds ait effectivement investi tous les engagements des investisseurs. Il n'existe aucune garantie que le Fonds sera en mesure d'investir la totalité des engagements des investisseurs ;
- (v) les investissements non cotés peuvent prendre plusieurs années pour arriver à maturité. En conséquence, alors que la performance du Fonds peut être satisfaisante sur le long terme, la performance des premières années peut être médiocre ;
- (w) il peut être demandé aux investisseurs d'indemniser la Société de Gestion et toute partie affiliée pour tout passif, coût ou toute dépense encourus dans le cadre de la fourniture de services au Fonds ;
- (x) le Fonds peut être en concurrence avec des tiers pour des investissements. Il est possible que la concurrence s'agissant d'opportunités d'investissement appropriées s'accroisse ce qui peut corrélativement réduire le nombre d'opportunités disponibles et/ou affecter de manière défavorable les termes et conditions sur la base desquels ces investissements peuvent être effectués ;
- (y) le Fonds peut participer à un nombre limité d'investissements de telle sorte que les rendements pourront être défavorablement affectés par la mauvaise performance d'un seul investissement ;
- (z) bien qu'il soit prévu de structurer les investissements du Fonds de façon à atteindre les objectifs d'investissement du Fonds, il ne peut être garanti que la structure de tout investissement sera fiscalement optimale pour un investisseur déterminé ou qu'un résultat fiscal particulier sera atteint ;
- (aa) les Parts du Fonds n'ont pas été et ne seront pas enregistrées au titre du United States Securities Act of 1933, tel qu'amendé, ou de toute autre loi en vigueur relative aux valeurs mobilières ;
- (bb) si un investisseur ne répond pas à un appel de fonds, la Société de Gestion peut initier certains recours tels qu'indiqués dans le règlement du Fonds ;
- (cc) la Société de Gestion pourra être contrainte de divulguer certaines informations concernant un investisseur en application des lois et règlements auxquels le Fonds et la Société de Gestion sont soumis.

La liste des facteurs de risques indiquée ci-dessus n'est pas exhaustive et n'est pas juridiquement contraignante.

ANNEXE 2 : TABLEAU DES INFORMATIONS MISES A LA DISPOSITION DES INVESTISSEURS PREALABLEMENT A LEUR INVESTISSEMENT DANS LE FONDS

La présente annexe fait partie intégrante du Règlement. Elle pourra être mise à jour par la Société de Gestion à tout moment pour lui permettre de se conformer à ses obligations légales en matière d'information des investisseurs.

La Société de Gestion informera les Investisseurs de tout changement substantiel concernant ces informations.

Liste des informations devant être mises à la disposition des Investisseurs conformément à l'article 21 de l'Instruction n°2012-06	Informations
a) ● une description de la stratégie et des objectifs d'investissement du FIA ● des informations sur le lieu d'établissement de tout FIA maître ● des informations sur le lieu d'établissement des fonds sous-jacents si le FIA est un fonds de fonds ● une description des types d'actifs dans lesquels le FIA peut investir ● des techniques qu'il peut employer et de tous les risques associés ● des éventuelles restrictions à l'investissement applicables ● des circonstances dans lesquelles le FIA peut faire appel à l'effet de levier ; des types d'effets de levier et des sources des effets de levier autorisés et des risques associés ; des éventuelles restrictions à l'utilisation de l'effet de levier ; ainsi que des éventuelles modalités de remploi d'un collatéral ou d'actifs et sur le niveau de levier maximal que le gestionnaire est habilité à employer pour le compte du FIA	Ces informations figurent à l'Article 3.3 (« Stratégie d'investissement ») du Règlement du Fonds. N/A N/A Ces informations figurent à l'Article 3.4 (« Cibles d'investissement ») du Règlement du Fonds. Ces informations figurent à l'Article 3.1 (« Objectif de gestion ») et à l'Article 3.10 (« Profil de risque ») du Règlement du Fonds. N/A Ces informations figurent à l'Article 3.9 (« Effet de levier ») et Erreur ! Source du renvoi introuvable. (« Absence de recours à l'effet de levier ») du Règlement du Fonds.
b) une description des procédures pouvant être mises en œuvre par le FIA pour changer sa stratégie	La procédure applicable est celle applicable en cas de modification du règlement, définie à l'Article 28

d'investissement ou sa politique d'investissement, ou les deux	(« Modification du Règlement ») du Règlement du fonds
c) une description des principales conséquences juridiques de l'engagement contractuel pris à des fins d'investissement, y compris des informations sur la compétence judiciaire, sur le droit applicable et sur l'existence ou non d'instruments juridiques permettant la reconnaissance et l'exécution des décisions sur le territoire où le FIA est établi	Ces informations figurent à l'article 29 (« Contestation – Election de domicile ») du Règlement du fonds. Toute contestation ou tout différend relatif au Fonds pouvant intervenir durant la durée du Fonds, ou au moment de sa liquidation, soit entre les Investisseurs ou entre les Investisseur et la Société de Gestion sera régi soit par la loi française soit par la loi de l'Etat dans lequel l'opération d'investissement est réalisée et soumis aux juridictions judiciaires compétentes ; telles que définies dans la documentation de l'opération d'investissement. Les juridictions françaises reconnaissent généralement les jugements et décisions rendues par les tribunaux/cours d'autres juridictions (sous réserve de respecter, <i>inter alia</i>, la législation applicable en matière de reconnaissance des jugements, mentionnée ci-après, les règles des tribunaux français concernant la reconnaissance et/ou l'exécution de jugements étrangers et sous réserve que ce jugement ne soit pas contraire à l'ordre public français). Les règles applicables en matière de reconnaissance et d'exécution de jugements étrangers dépendent de la juridiction dans laquelle ces jugements ont été rendus. La législation prévoyant la reconnaissance réciproque de jugements étrangers en France comprend : <i>The Civil Jurisdiction and Judgements Act of 1982</i>, le Règlement (CE) n°44/2001 du Conseil du 22 décembre 2000 (le « CJJA ») concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale pour ce qui est des pays de l'UE à l'exclusion du Danemark (avec des dispositions équivalentes applicables au Danemark, en Islande, en Norvège, en Suisse en tant que signataires de la Convention de Bruxelles et de Lugano ; ces deux conventions sont concernées par les dispositions du CJJA relatives à l'exécution réciproque) ; et tout autre conventions bilatérales conclues entre la France et un pays non européen ou un pays non signataire des Convention de Bruxelles et de Lugano. Concernant toutes les autres juridictions (y compris les Etats-Unis), les jugements n'ont pas automatiquement force exécutoire en France et

	devront suivre la procédure applicable sous la loi française pour l'être.
d) l'identification de : ● la société de gestion, ● du dépositaire, et ● du commissaire aux comptes du FIA, ● ainsi que de tout autre prestataire de services. Et une description de leurs obligations Et des droits des investisseurs.	Ces informations figurent aux Articles 2 (« Forme juridique – constitution du fonds ») et 18 (« Société de Gestion ») du Règlement du Fonds. Ces informations figurent à l'article 19 (« Dépositaire ») du Règlement du Fonds. Ces informations figurent à l'article 21 (« Commissaire aux comptes ») du Règlement du Fonds. Ces informations figurent à l'article 20 et 17 (« Délégué administratif et comptable », « Comité d'investissement ») du Règlement du Fonds. Ces informations figurent aux Articles 9 (« Souscription de Parts ») et 17 (« Gouvernance du Fonds ») point (c) du Règlement du Fonds.
e) <i>Pour les sociétés de gestion agréées au titre de la Directive AIFM, une description de la manière dont le gestionnaire respecte les exigences énoncées au IV de l'article 317-2 du règlement général de l'AMF</i>	Non applicable
f) une description de toute fonction de gestion déléguée par la société de gestion et de toute fonction de garde déléguée par le dépositaire, l'identification du délégué et tout conflit d'intérêts susceptible de découler de ces délégations	Non applicable Ces informations figurent à l'Article 20 (« Délégué administratif et comptable ») du Règlement du Fonds.
g) une description de la procédure d'évaluation du FIA et de la méthodologie de détermination du prix employée pour évaluer la valeur des actifs, y compris les méthodes employées pour les actifs difficiles à évaluer	Ces informations figurent à l'Article 14 (« Evaluation du portefeuille / Règle de valorisation ») du Règlement du Fonds.
h) une description de la gestion du risque de liquidité du FIA, en ce compris les droits au remboursement dans des circonstances à la fois normales et exceptionnelles, et les modalités existantes avec les investisseurs en matière de remboursement	Ces informations figurent aux Articles 10 (« Rachat de Parts par le Fonds ») et 3.10 (« Profil de risques »).

i) une description de tous les frais, charges et commissions éventuels, et de leurs montants maximaux, supportés directement ou indirectement par les investisseurs	Les frais et commissions ainsi que leur méthode de calcul et de paiement sont détaillés à l'Article 22 « Présentation, par types de frais et commissions repartis en catégories agrégées, des règles de plafonnement de ces frais et commissions, en proportion du montant des souscriptions initiales totales ainsi que des règles exactes de calcul ou de plafonnement, selon d'autres assiettes »
j) une description de la manière dont la société de gestion garantit un traitement équitable des investisseurs et, dès lors qu'un investisseur bénéficie d'un traitement préférentiel ou du droit de bénéficier d'un traitement préférentiel, une description de ce traitement préférentiel le type d'investisseurs qui bénéficient de ce traitement préférentiel et, le cas échéant, l'indication de leurs liens juridiques ou économiques avec le FIA ou la société de gestion	Ces informations figurent à l'Article 17.3 (« Dispositions protectrices des intérêts des investisseurs ») du Règlement du Fonds. <i>N/a</i>
k) le dernier rapport annuel	Ces informations figurent à l'Article 16.2 (« Rapport annuel et comptes annuels certifiés») du Règlement du Fonds.
l) la procédure et les conditions d'émission et de rachat des parts ou des actions	Ces informations figurent aux Articles 9 (« Souscription de parts ») et 13 (« Distribution d'actifs ») du Règlement du Fonds.
m) la dernière valeur liquidative du Fonds	N/A
n) le cas échéant, les performances passées du Fonds	N/A
o) l'identité du courtier principal et une description de toutes les dispositions importantes que le FIA a prises avec ses courtiers principaux et la manière dont sont gérés les conflits d'intérêts y afférents et la disposition du contrat avec le dépositaire stipulant la possibilité d'un transfert ou d'un réemploi des actifs du FIA et les informations relatives à tout transfert de responsabilité au courtier principal qui pourrait exister	N/A
p) une description des modalités et des échéances de communication des informations exigées au titre des IV et V de l'article 421-34 du règlement général de l'AMF	Ces informations figurent à l'Articles 16 (« Document d'information») du Règlement du Fonds.